

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES OUVRIERS
DE
L'AGRICULTURE ANGLAISE
DEPUIS LA GUERRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 11 décembre 1924, à 3 heures

PAR

René PLEVEN

Président : M. ROLLAND, professeur
Suffragants { *MM. HITIER, professeur*
 OUALID, agrégé

PARIS
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS
45, RUE RACINE, 45

1924

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES OUVRIERS

DE

L'AGRICULTURE ANGLAISE

DEPUIS LA GUERRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 11 décembre 1924, à 3 heures

PAR

René PLEVEN

Président : M. ROLLAND, professeur

Suffragants { MM. HITIER, professeur
 OUALID, agrégé

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1924

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



AVANT-PROPOS

Nous ne pouvons nous défendre, au début de cette thèse, de reporter nos pensées vers celui qui en détermina le choix et nous guida, plus tard, par le souvenir de ses conseils : M. le doyen Souchon. Nous nous rappelons son accueil : timidement, pour la première fois, après plusieurs années durant lesquelles nous avons été son élève, nous osions lui confier le désir de travail que son enseignement d'économie rurale nous avait inspiré. M. Souchon nous reçut, selon sa manière affectueuse et simple, nous interrogea, et consentit immédiatement à nous guider.

Ce fut lui qui fixa le sujet de ce travail : « Pendant la guerre, une expérience a été faite en Grande-Bretagne sur laquelle nous possédons peu de renseignements. Allez en Angleterre, examinez les mesures qui furent prises pour améliorer les salaires du travailleur campagnard, et rapportez-moi une enquête que vous aurez menée sans idées préconçues. »

Nous avons suivi ce conseil : M. Souchon — malgré le mal qui l'attaquait déjà — voulut veiller lui-même à notre départ pour la maison de l'Institut de

France, et c'est à Londres, quelques semaines après notre arrivée, que la cruelle nouvelle de sa mort nous parvint.

Nous avons voulu rester scrupuleusement fidèle aux avis du guide disparu. Cette étude a été conduite avec le désir profond de voir sans parti pris l'œuvre entreprise, puis abandonnée par le cabinet de coalition, de comprendre les critiques de ses adversaires, les arguments de ses partisans.

Nous avons tâché de décrire des institutions, d'exposer aussi clairement que possible leur fonctionnement; mais considérant notre âge et soucieux de respecter les indications de notre maître, nous avons voulu que le mérite de ce travail, s'il en avait un, résidât dans son objectivité.

Nous achevons, en effet, cette étude, convaincu que M. Souchon avait été sage en nous mettant en garde contre les jugements péremptoires et les hâtives généralisations.

L'expérience d'intervention dont l'agriculture anglaise a fourni le cadre a été faite dans des circonstances trop particulières, elle a duré trop peu pour qu'on puisse, d'après ses seuls résultats, juger la cause de l'intervention de l'Etat dans les conditions du travail rural.

Désireux de renouveler dans d'autres pays d'Europe des enquêtes analogues à celle que nous avons faite en Angleterre, nous avons préféré que les conclusions de ce premier travail parussent timides, plutôt que hasardeuses, comptant sur les observa-

tions et les conseils que cette thèse suggérerait à nos professeurs pour reprendre sur des données plus larges et avec davantage de hardiesse l'examen des problèmes que soulève l'intervention de l'Etat dans la vie agricole.

LES OUVRIERS DE L'AGRICULTURE ANGLAISE DEPUIS LA GUERRE

CHAPITRE PREMIER

LE MARCHÉ DU TRAVAIL AGRICOLE EN 1914

On parle souvent de l'industrie de l'Angleterre (1), rarement de ses fermes et de ses champs. On sait l'importance de ses usines, on connaît leurs marchés, leurs succès et leurs crises, mais on oublie généralement qu'il subsiste au centre de la Grande-Bretagne une activité rurale et que l'émouvant décor de la campagne anglaise dissimule des problèmes compliqués et graves. Ces problèmes sont ceux d'une industrie qui, ayant tenu le premier rang, s'adapte avec effort à une transformation des choses, réalisée à son détriment. On les trouve, dès le début et à chaque période d'une étude, soucieuse de ne pas séparer l'ouvrier de la terre, de son métier et de son milieu. Car, si la concurrence entraîne tous les pays

1. Dans tout cet ouvrage, le mot Angleterre vise l'Angleterre proprement dite et le Pays de Galles, à l'exclusion de l'Ecosse où la situation de l'agriculture est toute différente, et de l'Irlande.

à adopter pour leurs industries des organisations uniformes, il n'en est pas de même pour l'agriculture qui conserve dans chaque Etat des caractères qui la nationalisent. Il n'y a pas de différences sensibles entre les grandes usines d'Allemagne et celles d'Angleterre et de France. Les questions ouvrières qu'y fait surgir la concentration industrielle sont les mêmes dans chacun de ces pays. La situation des hommes employés dans l'agriculture varie au contraire à l'extrême, selon l'organisation de cette industrie. Les besoins et les disponibilités de main-d'œuvre, la condition des salariés, les formes de la vie rurale, tout change selon que prévalent une certaine répartition de la terre, un certain mode d'exploitation; ou bien même une certaine culture. Ces divers éléments, qui déterminent à une époque donnée l'état du travail rural, sont, en Grande-Bretagne, très originaux, spécifiquement anglais.

Répartition foncière, modes d'exploitation et culture. — Concurrence des industries urbaines. — Réduction du nombre des travailleurs ruraux.

La répartition foncière. Son influence sur les conditions du travail. — Le fait essentiel de l'économie rurale britannique est celui d'une répartition foncière, plus étroite qu'en aucun autre pays européen. En Grande-Bretagne, les propriétaires terriens ne représentent, au début du xx^e siècle, que 0,5 0/0 de la population globale, au lieu de 19 0/0, dans notre pays.

Cette proportion très réduite ne peut être attribuée à la densité de la population urbaine. Nulle part, l'étendue moyenne des biens ruraux n'est aussi vaste. Elle est de 166 hectares contre 12 hectares en France, 13 ha. 5 en Italie, 14,5 en Allemagne, 16 en Autriche. La petite propriété (au-dessous de 8 ha.) ne couvre que 6 0/0 de la superficie totale, la moyenne (de 8 à 40 ha.) 33 0/0 et la grande : 69 0/0; 249.000 personnes détiennent 6.400.000 hectares. La part de chacune d'elles se trouve d'ailleurs fort inégale. Si on retranche 586.000 hectares qui forment le lot des établissements publics, ou d'associations charitables, on trouve que la moitié de la surface cultivée appartient à 2.000 propriétaires, parmi lesquels il en est 91 qui possèdent la sixième partie du Royaume-Uni (1).

NOMBRE des propriétaires	SURFACE POSSÉDÉE par CHACUN	SURFACE POSSÉDÉE par la catégorie
47	De 24.000 à 40.000 ha.	1.390.000 ha.
25	— 40.000 à 60.000 —	1.190.000 ha.
19	Plus de 60.000 ha.	2.185.000 ha.
91	Plus de 24.000 ha.	4.765.000 ha.

1. Bardoux, *Psychologie du peuple anglais*, 1907. — *Id.*, Communication à la Société d'Economie politique, le 5 juin 1923. — Colson, *Cours d'Economie politique*, t. III. *La Propriété*. The report of the land enquiry Committee.

Aucune des plus vastes propriétés françaises ne peut rivaliser de dimension avec ces antiques domaines, maintenus intacts par le moyen du droit d'aînesse depuis la féodalité.

Cette répartition que les anciennes charges fiscales, écrasantes pour la petite propriété, tendaient à accentuer encore, n'a guère été entamée par le développement industriel et l'évolution démocratique des institutions du pays (1). Elle survit et, avec elle, l'organisation agricole qui en est le normal accompagnement. Un pays dont le capital foncier est concentré en un si petit nombre de mains est destiné à devenir un pays de grandes fermes cultivées par des salariés. Dans la mesure où les exigences de la culture ne les contrarient pas, les propriétaires cherchent à réduire le nombre de leurs fermiers. Ceux-ci sont à la tête d'exploitations trop vastes pour pouvoir participer de leurs personnes à la culture du sol, qui s'opère selon le régime industriel de la séparation du capital, de l'entrepreneur et du travail. Il en est ainsi dans toutes les régions de Grande-Bretagne, hormis quelques comtés de pâturages et les alentours des grandes villes, avides de produits maraîchers.

Les chiffres ci-dessous montrent la dimension des fermes. En 1914, celles de plus de 120 hectares occupent 26,70 0/0 de l'aire cultivable, celles de

1. Il y a eu d'assez nombreuses mutations, mais les grandes industriels qui ont acheté les biens de la noblesse foncière ne les ont pas morcelés.

cent cinquante à trois cents acres (1), d'une superficie moyenne de 85 hectares, en détiennent 29,76 0/0. L'ensemble des exploitations supérieures à 150 acres (60 ha. 75) couvre donc plus de la moitié de l'Angleterre, exactement 56,46 0/0 de son étendue totale (2).

TAILLE des ENTREPRISES		Nombre des entreprises par catégorie	Superficie par catégorie	Superficie en moyenne en acres	Pourcen- tage en exploita- tions	Proportion à la superficie totale
Entre	1 et 5 acres	80.646	246.632	3.5	21.64	1.01
—	5 et 20 —	101.364	1.139.505	11.2	27.20	4.69
—	20 et 50 —	65.171	2.183.796	33.5	17.49	8.98
Total de	1 à 50 acres	247.181	3.569.933	14.4	66.33	14.68
entre	50 et 150 —	49.280	3.588.909	62.8	13.23	14.76
—	100 et 150 —	27.661	3.428.028	123.9	7.42	14.10
—	150 et 300 —	34.524	7.234.077	209.5	9.27	29.76
Au-dessus	de 300 —	13.985	6.489.797	464.0	3.75	26.70
Total au-dessus de 50 acres		125.450	20.740.811	165.3	33.67	85.32
TOTAL GÉNÉRAL.....		372.637	24.310.744	65.2	100.00	100.00

La dimension des entreprises. — Les grandes entreprises caractérisent donc, avec la grande propriété, l'agriculture anglaise. Disséminées sur toute l'étendue du royaume, mais plus nombreuses dans les régions du sud et de l'est où l'on cultive les céréales, que dans les comtés d'élevage, où leurs avantages économiques ne sont pas si marqués, leur répartition a déterminé celle des salariés agricoles sur la surface du territoire anglais.

1. Un acre égale 4.050 mètres carrés.

2. Enquête du « Board of Agriculture and Fisheries », 1920.

Les 700.000 salariés adultes, employés régulièrement par les 125.000 entreprises agricoles de plus de 50 acres se partagent comme il suit (1) :

TAILLE DES EXPLOITATIONS (holdings)	NOMBRE des EXPLOITATIONS	TAILLE moyenne des exploitations	Quantité de main-d'œuvre par exploitation	TOTAL par CATÉGORIE
(20 ha. 25 à 40 ha.50)..	49.286	72 ac.8	1.5	73.929
50 à 100 acres..		29 ha.		
100 à 150 acres)}	27.661	123 ac. 9	4.0	110.644
(40 à 60 ha.) }		50 ha.22		
150 à 300 acres)}	34.524	209 ac. 5	7.5	258.930
(60 à 120 ha) }		84 ha.84		
Au-dessus de 300 acres)..	13.985	464 ac.	16.0	223.760
120 ha.)..		188 ha.		

La masse des ouvriers ruraux peut donc se diviser en deux groupes fortement tranchés. Le premier d'environ 200.000 hommes, est une agglomération de travailleurs éparpillés par une ou deux unités sur les fermes, petites ou moyennes. Le second, qui forme le gros de l'armée du travail rural, est composé par les ouvriers de la grande culture, formés en équipes de dix à quinze hommes par exploitation.

Nous verrons, au cours de cette étude, combien différent, selon qu'ils appartiennent à l'un ou l'autre de ces groupes, le sort des travailleurs du sol, et les moyens de l'améliorer.

Influence de la nature des cultures. — La prédo-

1. Enquête du « Board of Agriculture and Fisheries », 1919. Wager and conditions of Employment in Agriculture.

minance de telle ou telle culture exerce aussi une influence sérieuse sur la densité et les conditions de la main-d'œuvre.

Le nombre des ouvriers occupés par cent acres varie du simple au double, selon que la terre est cultivée en céréales ou en pâtures. Ainsi, dans le Buckinghamshire, « comté mixte », sur un groupe de 28 exploitations d'une superficie moyenne de 478 acres (93 ha. 59) et qui réunit des fermes d'élevage et de céréales, dirigées avec une activité comparable, on relève les chiffres suivants :

Nombre de personnes régulièrement employées en 1914

1° Fermes d'élevage

		PAR FERME	ET PAR CENT ACRES	
320 acres dont	21 en labours.....	4	1,2	
262 —	23 —	7	2,6	
500 —	36 —	8	1,6	
1.030 —	200 —	20	1,9	
860 —	55 —	14	1,6	

2° Fermes de céréales

310 acres dont	200 en labours.....	16	5,1
700 —	490 (terre très légère)....	24	3,4
240 —	180 en labours	10	4,1
300 —	268 —	15	5.
420 —	250 (terre très légère)....	10	2,3
197 —	101 en labour	6	3,0

La même expérience répétée dans l'Oxfordshire révèle la généralité de ces proportions. Elle montre en outre les accroissements de main-d'œuvre qu'entraîne la manipulation, à la ferme, des produits de laiterie.

OXFORDSHIRE

RECENSEMENT DE 18 FERMES

PERSONNES EMPLOYÉES EN 1914

Fermes de céréales

	Par exploitation	Par cent acres
250 acres	22	5,50
260 —	10	3,84
890 —	22	2,59
787 —	13	2,27
420 —	12	2,86
315 —	13	4,13
500 —	16	3,20

Fermes d'élevage (pacages)

400 acres	8	2,00
900 —	31	3,40
678 —	13	1,92
460 —	8	1,74
790 —	11	1,39

Fermes laitières

400 acres	22	8,80
470 —	18	3,83
787 —	17	2,16
750 —	20	2,60
1.068 —	52	4,87
422 —	9	2,13

Si la transformation des emblavures en pâturages permet aux fermiers de réaliser d'importantes économies de main-d'œuvre, la culture des produits maraîchers qui se développe avec rapidité offre aux ouvriers agricoles un débouché nouveau d'une importance particulière à cause de sa régularité et de son ampleur. De 1901 à 1911, le nombre des hommes employés chez les maraîchers s'est élevé dans les proportions suivantes :

COMTÉS	1901 Nombre d'hommes employés	1911 Nombre d'hommes employés	ACCROISSE- MENT pour %
Surrey.....	6.764	8.445	24.9
Kent	6.238	7.927	27.1
Sussex.....	5.951	7.218	21.3
Hampshire et Ile de Wight..	5.455	6.914	26.7
Middlesex	7.747	9.542	23.2
Hertford	3.100	3.916	26.3
Bedford.....	1.990	2.710	36.1
Essex	4.145	5.760	39.0
Norfolk	3.293	4.012	21.8
Gloucester	3.986	4.456	11.8
Worcester.....	5.001	5.875	17.5
Cheshire.....	4.089	4.888	19.5
Lancashire	6.955	7.612	9.4
Yorkshire.....	5.887	6.254	6.2

L'effectif total ainsi occupé a atteint en 1911 les chiffres suivants :

Hommes	Em- ployeurs	Ouvriers	Petits pro- priétaires travaillant sur leur fonds	Divers
Forceries	3.554	22.559	1.887	736
Maraîchers (alen- tours des grandes villes).....	5.481	19.185	10.126	1.026
Jardiniers éloignés des grandes villes.	1.209	53.230	13.754	7.356
	10.244	94.974	25.767	9.118

C'est une nouvelle fraction dans la masse des ouvriers de la terre, une catégorie de travailleurs spécialisés, qui ne peut être confondue avec les

laboureurs ou valets de ferme habituellement rencontrés.

Influence des industries campagnardes ou urbaines. — On peut négliger dans cette revue sommaire des principaux emplois de la main-d'œuvre rurale, les cultures secondaires comme celles du houblon, du chanvre et de l'osier, et les très rares exploitations forestières du territoire anglais. Mais les besoins de la culture ne sont pas seuls à déterminer les débouchés ouverts à la main-d'œuvre des campagnes. Dans toutes les circonscriptions rurales, des industries plus ou moins importantes fournissent des emplois passagers aux travailleurs du sol. Les unes transforment certains produits de la terre : tannage des cuirs, cidreries, confitureries, laiteries, scieries. Elles sont généralement situées près des grandes villes. Les autres utilisent des matières premières naturelles : carrières, cimenteries, briqueteries. Certaines répondent à des besoins locaux : préparation des engrais, poteries, réparation des instruments de culture. D'autres, encore, ne sont liées à la campagne que par leur emplacement dans un district rural. Celles-là ne tardent pas à ouvrir à la main-d'œuvre des occupations permanentes et elles précipitent le déclin des industries à domicile et des métiers traditionnels, pour la plupart agonisants. L'ensemble de ces entreprises exerce une action bienfaisante sur le marché du travail. Elles régularisent la demande de main-d'œuvre, elles aident les ouvriers à franchir les passages difficiles de la mauvaise sai-

son, sans les éloigner de leur vocation normale : la culture de la terre.

Toute autre est l'action des industries urbaines. Bien que la population rurale ne comptât, en 1907, que 7.907.000 habitants contre 28 millions dans les districts urbains, la campagne anglaise ne cesse pas d'alimenter en hommes les cités. L'émigration des ouvriers ruraux vers les grands centres s'opère en deux étapes. Au nord de la Tweed et de la Humber, puis dans le sud-est, aux alentours de la capitale britannique, les régions agricoles sont contiguës à des circonscriptions très industrielles qui drainent pour les besoins des productions nouvelles, de fortes quantités de travail non qualifié. Il y a beau temps que les ouvriers ruraux de ces districts frontières ont abandonné la charrue. Ils ont gagné directement l'usine toute proche, quelquefois sans abandonner leur maison campagnarde, et leurs enfants, sitôt l'âge de l'apprentissage, se sont rendus dans les cités. Il y a, par ailleurs, soit dans le centre, soit dans la partie méridionale du royaume, dans l'« Angleterre verte », des comtés presque exclusivement agricoles : Lincolnshire, Huntingdon, Cambridge, Norfolk, Suffolk, Hampshire, Oxford, Somerset, Devon, Cornwall, qui ne supportent qu'une faible demande de l'industrie locale. Dans ces comtés, l'émigration des ouvriers du sol s'opère vers les régions voisines des grandes cités industrielles, pour remplacer les ouvriers ruraux que ces dernières ont attirés. Au bout d'une période de durée plus ou moins longue, les

émigrants cèdent, eux aussi, à l'attraction de la ville, et d'autres hommes, généralement issus des mêmes circonscriptions rurales que leurs prédécesseurs, viennent occuper leurs emplois (1). Un courant régulier, ralenti pendant les crises, accéléré dans les moments de prospérité, reconstitue ainsi à mesure que les industries les consomment, les réserves de travail des districts où elles vont puiser. Cette trans-fusion trouve, d'ailleurs, de très nombreuses facilités. La concurrence des villes a toujours obligé les fermiers des régions qui leur sont voisines à offrir à leur personnel de hauts salaires pour des journées plus courtes et des tâches moins chargées. Ces conditions avantageuses de travail sont communiquées aux ouvriers par les hebdomadaires du dimanche, dont les annonces portent les demandes des fermiers des régions du Nord. Des agences existent qui simplifient les difficultés des voyages et finalement décident au départ les plus jeunes des ouvriers des champs. L'ampleur de ces déplacements est établie par les statistiques démographiques. Elles révèlent que l'âge moyen des travailleurs ruraux est sensiblement plus élevé dans les comtés exclusivement agricoles que dans ceux dont la main-d'œuvre est fournie par l'émigration.

1. C'est, d'autres fois, le chemin de fer qui sert d'agent pour la désertation des campagnes. Les grandes compagnies recrutent dans les comtés qu'elles desservent le petit personnel de leurs stations locales. Les hommes demeurent quelques années à proximité de leurs villages, puis sont nommés dans de grandes villes, dont ils ne reviennent plus.

Age des ouvriers agricoles (1)

	POURCENTAGE DU NOMBRE TOTAL		
	Angleterre et Galles	Durham main-d'œu- vre d'émig- ration	Oxfordshire main-d'œu- vre indigène
Moins de 15 ans.....	4.20	2.32	5.04
de 15 à 20 ans.....	18.32	23.56	16.89
de 20 à 45 ans.....	46.33	51.07	43.25
de 45 ans et au-dessus	31.16	23.05	34.82

Réduction du nombre des ouvriers agricoles. — Il n'est malheureusement pas possible de déterminer avec sûreté le nombre des hommes que ces mouvements englobent. On ne peut tirer des chiffres qu'une seule observation certaine : le nombre des hommes employés dans l'agriculture ne cesse de décroître. L'augmentation de la population ne peut compenser les départs. Les comparaisons numériques ne sont permises qu'à partir de 1851. Les statistiques antérieures à cette époque comptaient les familles rurales, au lieu que depuis elles dénombrent les individus occupés à la terre. Ces dernières montrent que cinq cent mille adultes se sont, en un demi-siècle, au cours duquel se manifesta une légère baisse de prix, éloignés de l'agriculture anglaise.

1. Enquête du Ministère de l'Agriculture.

**Nombre d'hommes occupés par l'agriculture
en Angleterre et Galles (1851-1911) (1)**

Années	Nombre total des hommes employés	Perte par décade	Pourcentage de la diminution	Perte depuis 1851	Pourcentage à la population de 1851
1851	1.453.124	27.56			98
1861	1.425.557	27.567	2,0	27.567	85
1871	1.237.040	188.517	13,0	216.084	77
1881	1.128.355	108.685	8,0	324.769	72
1891	1.043.967	84.388	7,0	409.157	63
1901	923.644	124.323	11,0	520.480	66
1911	971.708	48.064 (accroiss.)	5,0	472.416	

Il ne faut pas en conclure que l'industrie agricole dépérit, et que l'Angleterre, pays de mines, de manufactures, de comptoirs, de marins, renonce à cultiver sa terre. La production (voir le tableau ci-dessous), dans les années qui précèdent la guerre, ne décroît pas.

	1871	1901	Différence par centaine
Superficie cultivée totale..	23.717.660	24.694.252	+ 4
Pâturage permanent	9.881.833	13.457.660	+ 36
Terre cultivée en céréales..	13.835.127	11.236.592	— 18
Bétail	3.671.084	4.791.535	+ 27
Moutons	17.530.407	15.548.057	— 11
Cochons	2.078.504	1.842.133	— 11

	1871	1911
Nombre des hommes engagés dans l'agriculture (fermiers inclus).....	1.257.610	984.507
<i>Acres par homme :</i>		
Total cultivé	20.9	27.7
Pâture et fourrages	11.4	18.9
Labours.....	9.4	8.8
<i>Nombre d'animaux par homme</i>		
Bêtes à cornes.....	3.3	6.0
Moutons	16.0	19.6
Porcs	1.8	2.7

Les effectifs employés dans l'agriculture diminuent, pour un ensemble de causes économiques et sociales, dont les unes sont bienfaisantes et les autres néfastes.

Au début du XVIII^e siècle, le Royaume-Uni vivait sur sa production nationale. Au commencement du XIX^e, il récolte encore assez de froment pour nourrir la plus grande partie de sa population, mais il est devenu, pour les autres céréales, le tributaire de l'étranger.

En 1854, sa production de blé satisfait encore la plus grande partie de ses besoins. Mais à partir de cette époque, l'accroissement de population, consécutif au développement industriel, transforme les conditions du ravitaillement national, et la Grande-Bretagne doit se fournir au dehors.

Les économistes libéraux répandent l'idée que la

vocation de l'Angleterre l'entraîne vers des besognes plus compliquées que la culture du sol. L'échange de ses produits fabriqués lui procure les subsistances qu'un territoire trop exigü lui refuse. Et pour faire droit aux revendications des classes pauvres, on supprime finalement les droits de douane qui protégeaient, contre les importations étrangères, les producteurs de blé. Ceux-ci, après quelques déboires, se sont adaptés aux conditions nouvelles. Les pâturages se sont étendus aux dépens des labours, et la demande de main-d'œuvre, immédiatement, s'en est trouvée réduite. Cent acres de terre arable, nous l'avons vu plus haut, demandent quatre hommes; deux cent cinquante ou trois cents acres d'herbe n'en exigent qu'un. En quarante ans, trois millions et demi d'acres sont devenus des herbages, cela explique déjà qu'un grand nombre de travailleurs aient dû abandonner la terre.

Ce qu'on nomme la « politique de l'herbe (1) » n'est pas d'ailleurs la seule cause de diminution de la demande. Les vastes dimensions des fermes sont particulièrement favorables au développement du machinisme. L'agriculture anglaise a expérimenté et pratiqué, bien avant la nôtre, les moissonneuses, les batteuses, les écrémeuses, même les arracheuses de pommes de terre et de betteraves. Les fermiers ont pu ainsi restreindre le personnel nécessaire à la marche normale de leur exploitation et supprimer

1. Ce n'est pas ici la place d'apprécier, au point de vue de l'intérêt général britannique, la valeur de cette politique.

en grande partie les embauchages supplémentaires aux époques de la fenaison et des moissons.

En Angleterre, comme ailleurs, l'outillage mécanique rendait de moins en moins utile l'ouvrier saisonnier.

La situation du marché du travail agricole en 1914.

— Nous pouvons dégager, de l'ensemble de ces données, l'état du marché du travail agricole, dans l'Angleterre de 1914.

A cette époque, 700.000 adultes du sexe masculin (1) sont régulièrement occupés à la mise en valeur du sol. Les deux tiers sont employés dans la grande culture, le reste par les exploitations, petites et moyennes.

Malgré un modeste relèvement constaté par la dernière statistique — et qui tient à ce que continuent à y figurer comme districts ruraux, des régions où l'activité industrielle s'est introduite, — chaque décade révèle une diminution de l'effectif des ouvriers du sol.

Cette régression, dans la mesure où elle est imputable à une transformation économique irrésistible, paraît conforme à la nature des choses. Mais l'appel des cités serait moins entendu des campagnes si, parmi les salariés, quelque mécontentement ne régnait.

L'ouvrier agricole anglais, en 1914, ne se montre pas satisfait de son sort. Il n'hésite, pour y échapper, ni à gagner la ville, ni à s'embarquer pour les

possessions d'outre-mer. Il se plaint de ses salaires, de son logement, de sa servitude. Ayant rapidement décrit la structure de l'industrie où l'ouvrier trouve à gagner sa vie, ce sont ses conditions d'existence que nous allons maintenant déterminer.

CHAPITRE II

L'OUVRIER AGRICOLE ANGLAIS EN 1914

Difficulté de déterminer les conditions de vie de l'ouvrier agricole et nécessité de distinguer les ouvriers de la petite, de la moyenne et de la grande culture. — Salaires, durée de travail, conditions du logement des hommes employés dans chacune de ces catégories. — La situation à la veille de la guerre.

Déterminer avec exactitude la situation des ouvriers de la terre en 1914 n'était pas une tâche très aisée.

Difficulté des enquêtes sur les conditions du travail rural. — En Angleterre comme ailleurs, les documents qui concernent la main-d'œuvre agricole sont rares et composés dans des conditions assez médiocres, qui les déprécient quelque peu. Les renseignements qu'ils contiennent ont été recueillis par les services officiels au moyen de questionnaires, adressés à des fermiers connus du ministère de l'Agriculture ou des autorités locales. Ces fermiers sont généralement ceux chez qui les conditions d'emploi sont les meilleures. Ils représentent une infime minorité. Il y a, en Grande-Bretagne, 170.000 exploitations de plus de 50 acres. Elles occupent 700.000 adultes. La plus importante des enquêtes officielles

menées avant la guerre n'avait pu toucher que 45.000 employeurs. Elle en obtint seulement 15.800 réponses qui visaient des entreprises employant au total 50.459 ouvriers.

Les sources gouvernementales d'information apparaissent donc singulièrement incomplètes et ce sont à peu près les seules auxquelles il soit possible de remonter puisque les syndicats ouvriers ou patronaux n'avaient, en 1914, dans l'agriculture anglaise, qu'une activité très réduite et localisée.

Lorsque les radicaux anglais, sous l'impulsion de M. Lloyd George, cherchèrent, un peu avant la guerre, à enlever au torysme sa clientèle campagnarde et à établir un programme rural, ils expérimentèrent les difficultés qui viennent d'être mentionnées. Il leur fallut constituer une ligue : « The Land » qui créa dans chaque région, dans chaque comté, des commissions d'enquête, dont les membres parcoururent méthodiquement la campagne anglaise. Ce sont les rapports de ces commissaires bénévoles, ceux de la Société Fabienne de Sidney Webb, réunis dans le *Problème Rural*, les observations des romanciers sociaux, enfin nos relations personnelles avec des cultivateurs de Grande-Bretagne qui nous ont permis de déterminer, avec quelques chances d'exactitude, la situation du travailleur agricole.

Il n'en faudra pas moins se souvenir que toute évaluation de la rémunération moyenne du travail comporte quelque arbitraire puisqu'une part importante du salaire est constituée par des allocations

en nature et que la journée de l'ouvrier agricole n'est jamais d'une durée parfaitement délimitée.

Les documents officiels anglais ont l'habitude de distinguer, selon la nature de leur emploi, deux catégories d'ouvriers de la terre. La première comprend les spécialistes, chargés des divers animaux de la ferme : bouviers, charretiers, bergers. La seconde, plus nombreuse, réunit les travailleurs non qualifiés, employés tour à tour, et selon les saisons, aux divers travaux du sol.

Cette division qui répond à des différences réelles de salaire ou de la durée de la journée de travail ne nous paraît pas cependant fondamentale. Des mutations s'opèrent continuellement entre les deux classes, et le régime de vie de leurs membres n'est pas foncièrement différent.

Il n'en est pas de même si on départage les ouvriers agricoles en se fondant sur l'étendue des exploitations dans lesquelles ils sont occupés. Les conditions d'existence de l'ouvrier varient du tout au tout selon qu'il travaille dans une ferme d'étendue moyenne ou dans une entreprise de vaste dimension.

L'ouvrier rural dans les petites entreprises. — Le comté de Derby est une prospère région d'élevage. C'est une des parties de l'Angleterre où « la politique de l'herbe » a été la plus activement pratiquée puisque les céréales y couvrent 18 0/0 seulement du sol. Les fermes, d'une superficie moyenne de 20 à

30 hectares, sont situées au milieu des herbages. Le paysage rappelle la Normandie au voyageur français. S'il pénètre dans la maison au toit roussi, s'il ébranle la porte du clos où les roses trémières oscillent sur leurs tiges trop longues, puis, s'il erre à travers les prés, son illusion devient complète. Le couple qui l'accueille est un ménage de paysans. La famille travaille à la terre, aidée d'un homme : le « servant » — notre domestique de culture. Cet homme est jeune, presque toujours célibataire. Il vit avec ses maîtres et de leur vie. Levé à l'heure où le fermier l'éveille, il partage avec la famille la bouillie d'avoine et le lait. Son travail varie tous les jours. Il est bouvier, charretier, berger, laboureur. Il fait l'ouvrage qu'on lui donne, et au fur et à mesure qu'il vient. S'il était resté dans une de ces grandes fermes des comtés de l'est ou du sud, dont il est souvent originaire, il se serait sans doute spécialisé. Mais, dans cette petite exploitation d'un comté septentrional, où l'attira l'annonce publiée par un journal du dimanche, il n'y a pas assez de place pour une division du travail. On n'y a besoin que d'un homme à toutes mains, un « all round man ».

Son existence est laborieuse et saine. Vers neuf heures, les enfants de la maison viennent lui porter aux champs du café et du pain. A midi, l'homme et les chevaux reviennent ensemble. Le repas, avec le plat de viande, les pommes de terre, le pudding compact, satisfait un estomac solide. Et la pension comporte encore, à cinq heures, le thé et le beurre,

avec, le soir, un souper frugal : du fromage sur du pain.

Chaque semestre, à la Saint-Michel et à Pâques, le fermier lui compte son salaire : 25 livres et quelquefois 30, pour les six mois. Les dépenses de ce célibataire bien nourri ne montent guère : un habit, deux paires de bottes, quelques pintes de bière le dimanche, après le service du prédicant. A ce régime, la plus grosse partie de la paye s'économise. Le garçon, s'il a quelque ambition et quelque chance, pourra prendre une ferme à trente ans. Le sort de notre homme peut être différemment apprécié. Certains trouveront enviable une vie que d'autres jugeront servile. Ceux-là montreront l'homme, tenu dans la dépendance du patron. Ils condamneront la longue journée de travail, dont aucune convention ne stipule la durée, les heures supplémentaires, parfois nocturnes, qu'aucune rémunération particulière ne récompense; le dimanche toujours entamé, et souvent supprimé. Ils négligeront les perspectives d'avancement social, qui nous semblent, à nous, essentielles, pour dénoncer la situation de ce serviteur, privé d'indépendance et de repos.

Mais, à la différence de ce qui existe en France, les petites et moyennes exploitations n'occupent qu'une minorité de la main-d'œuvre rurale. La majeure partie des travailleurs du sol est employée par les grandes fermes de céréales, dans le sud et l'est du pays. Que le voyageur français s'en aille donc vers la zone du blé. Sous ses yeux, la plate étendue

des labours se déroule jusqu'à l'horizon. De loin en loin, un vaste quadrilatère de constructions aux toits rouges sur une ondulation du paysage, ce sont les bâtiments d'une ferme de deux cents hectares, avec, aux alentours, parsemées dans des bouquets d'arbres, les masures couvertes de chaume des ouvriers. La situation de ces travailleurs, occupés par la grande culture, diffère autant de celle du « servant » que le sort de l'ouvrier de la grande usine, d'un compagnon dans un atelier familial.

L'ouvrier de la grande culture. — L'ouvrier de la grande culture est, parmi tous les salariés, celui dont, à la veille de la guerre, les gains sont les plus bas. Nous savons qu'il est malaisé d'en connaître le taux moyen. Les salaires varient de ferme à ferme, et dans la même exploitation des hommes de même âge, et apparemment de même force, reçoivent des sommes inégales. D'autre part, les rémunérations en espèces ne représentent qu'une fraction des gains de l'ouvrier. Des allocations en nature s'y ajoutent dans toutes les régions. Lopins de terre, boisseaux de pommes de terre, de haricots, portions de lard ou de graisse sont d'une estimation d'autant plus délicate que les ouvriers ne leur attribuent pas la même valeur que le fermier.

Enfin, les deux parties intéressées n'aiment guère dévoiler ce qu'elles reçoivent ou ce qu'elles paient.

Quoi qu'il en soit, on peut admettre qu'en 1907, le salaire moyen total d'un ouvrier agricole ordinaire

s'élevait à 14 shillings 7 pences par semaine et qu'en 1914 il était de 16 shillings 7 pences soit 2 shillings d'augmentation en sept ans.

En 1912, les enquêteurs de la Société Fabienne s'étaient arrêtés à des évaluations très voisines, qu'on trouve rapportées dans le tableau ci-dessous :

CATÉGORIE D'OUVRIERS	Salaires	Nombre d'ouvriers	Proportion au nombre total des cultivateurs
Bergers	19,7	25.366	2.6
Bouviers	19,1	85.099	8.4
Charretiers	18,9	154.382	15.6
Travailleurs non spécialisés ..	17,6	356.221	36.0

La journée de travail était, pour un ouvrier ordinaire, de neuf heures à dix heures en été, de huit heures à huit heures et demie en hiver. Les hommes les mieux payés gagnaient donc 3 pences 1/2 par heure. Mais si on en croit l'enquête fabienne, dans 29 comtés le tarif habituel se maintenait au-dessous de ce niveau.

Ces chiffres ne prennent tout leur sens qu'accompagnés de ceux qui marquent, à la même époque, le coût de la vie. L'économiste Seebohm Rawntree avait évalué de la manière suivante le minimum hebdomadaire nécessaire à la vie, dans un village du Bedfordshire, voisin de son habitation.

FAMILLE	Nourri- ture	Loyer	Menues dépenses de la famille	TOTAL
	Shilling	Shilling	Shilling	Shilling
1 homme ou 1 femme.....	3,0	1,0	1.8	5.8
1 — et 1 —	6,0	1,6	2.4	9.10
1 homme, 1 femme et 1 enfant	8,3	1,6	2.11	12.8
1 — 1 — 3 —	0,6	1,6	3.6	15.6
1 — 1 — 3 —	12,9	1,6	4.1	18.4
1 — 1 — 4 —	15,0	1,6	4.8	21.2
1 — 1 — 5 —	17,3	1,6	5.3	24.0
1 — 1 — 6 —	19,6	1,6	5.10	26.10
1 — 1 — 7 —	21,9	2,0	6.5	30.2
1 — 1 — 8 —	24,0	2,0	7.0	33.0

Les résultats de l'enquête entreprise en 1908 par l'administration de l'Income-Tax pour déterminer le coût d'entretien d'une famille de trois enfants confirment ces indications.

Les contrôleurs du Trésor arrivaient aux chiffres ci-dessous :

Nourriture.....	0 l. 13 sh. 6 d.
Loyer	1 sh. 6 d.
Combustible et éclairage. .	2 sh. 0 d.
Vêtements	3 sh. 3 d.
Total.....	1 l. 0 sh. 3 d.

Si on remarque que ces budgets négligent les humbles dépenses qui correspondent au superflu des pauvres : le tabac, le verre de bière, le journal du dimanche; si l'on ajoute que ces comptes omettent la cotisation de 4 pence, réclamée par la Société de Secours mutuels, on peut conclure qu'une somme de 22 sh. 7 par semaine représentait le minimum

indispensable en 1914, à la vie d'une famille, dans un district campagnard anglais.

La catégorie d'ouvriers ruraux la mieux rémunérée se trouve donc continuellement en déficit. L'économie des femmes, le surmenage des hommes et celui des enfants astreints trop tôt à des travaux trop lourds ne parviennent qu'à maintenir la famille du salarié de la terre aux confins de la misère.

Le système du « tied cottage ». — Dans le plus grand nombre des cas, cette pauvreté est aggravée par l'absence d'indépendance, qui résulte des conditions habituelles de logement, du système du « tied cottage ».

L'ouvrier agricole réside en effet le plus souvent dans des chaumières qui sont la propriété des Land Lords, maîtres de la terre, et que ceux-ci louent, avec l'ensemble du domaine, à leurs fermiers.

Les employeurs disposent ainsi de la plupart des logements vacants. Ils les concèdent gratuitement à leurs ouvriers comme une allocation en nature annexée au salaire, dont le montant est calculé en conséquence, ou ils perçoivent un faible loyer dont le chiffre n'a aucune relation avec la taille de la demeure, le coût de sa construction, son confort. Il en résulte que le logement des ouvriers ruraux est généralement lamentable. La plupart de ces maisons sans eau, sans égouts, sans commodités d'aucune sorte défient la plus élémentaire hygiène et la maladie hante constamment ces masures humides, dont

les planchers, posés à même le sol, pourrissent de moisissure.

Il n'y a guère d'espoir que les ouvriers puissent se procurer des demeures plus spacieuses ou plus saines. Leurs salaires sont trop bas pour leur permettre de payer les loyers correspondant au coût d'habitations nouvelles. Depuis un demi-siècle, on ne construit pas de logements neufs dans la campagne anglaise. Malgré l'émigration vers les villes, le surpeuplement sévit presque partout.

Un spécialiste, Olderman Thompson, calcule, en 1906, qu'il manque cent mille chaumières pour abriter les travailleurs ruraux. C'est un chiffre minimum, car chaque année l'application des lois sur l'hygiène et la construction des maisons ouvrières rend la situation plus mauvaise.

Les interventions du législateur pour améliorer les logements. — Les deux lois (1) votées par le Parlement anglais, en 1890 et en 1909, ont été à peu près inutiles. La première, sur l'initiative de M. Balfour, invitait, sans les y contraindre, les Conseils de paroisse et à leur défaut les Conseils de comtés à construire des maisons ouvrières sur les ressources des budgets locaux.

La mentalité du campagnard anglais, et l'organisation de l'Administration locale, vouaient cette législation à un échec. Le fermier anglais, l'aubergiste,

1. The Housing of the labouring classes Act., 1890. The Housing and town planning Act., 1909

le commerçant villageois sont, comme les mêmes personnages dans notre pays, les plus parcimonieux des contribuables. Les dépenses sociales paraissent, à cette petite bourgeoisie rurale, un gaspillage. Elle se serait montrée impitoyable pour les conseils élus qui les eussent engagées. Ceux-ci n'y étaient guère portés. Les possesseurs de cottages, propriétaires ou fermiers, qui composent la grande majorité des assemblées locales, ne pouvaient donner beaucoup de zèle à la destruction du monopole dont ils jouissaient.

La loi de 1909, plus radicale, d'application obligatoire, pouvait autoriser plus d'espoirs. Cinquante-quatre paroisses contractent en quatre ans soixante et onze emprunts. Mais les autorités s'étonnent que la crise demeure si aiguë. On constate que, si trois cent quatre-vingt-dix-huit chaumières nouvelles ont été construites, dans le cours de la même période 3.270 autres ont dû être désaffectées.

Il n'existe aucune grande association ouvrière ou patronale qui puisse prendre cette tâche en mains. Les fermiers anglais sont rebelles à l'association. Quant aux ouvriers, ils sont aussi incapables de s'organiser que de se plaindre. Le système du « tied cottage » leur fait perdre à peu près toute liberté de s'unir. L'ouvrier de la terre en fait l'expérience douloureuse. Il sait, depuis le temps de Joseph Arch, qu'une attitude trop fière, un mot trop hardi le font congédier, lui coûtent sa paye et son toit. Il a appris à ses dépens que l'autorité d'un patron qui peut, en

congédiant un homme, le jeter, avec sa famille, sur la route, ne connaît que fort peu de bornes. On ne peut pas se concerter, se syndiquer sous l'œil d'un maître qui vous loge. En 1910, sur 700.000 ouvriers agricoles adultes, 4.000 on put joindre une union!

Le sort des hommes de cette classe de la grande culture, plus mal payée, plus mal traitée que celle des domestiques de fermes, comporte peu de compensations. Certes, la journée de travail est mieux délimitée dans la grande exploitation, où se pratique souvent la division des tâches. Le dimanche des travailleurs non qualifiés y est généralement respecté, le salaire des charretiers et bouviers tient compte de ce qu'ils doivent commencer plus tôt leur labeur et assurer, même les jours de fête, les soins qu'exigent les animaux. Mais, tandis que, pour les valets des petites fermes, il n'y a jamais de chômage, il suffit qu'une période de mauvais temps se prolonge pour que les laboureurs de la grande entreprise soient partiellement licenciés.

Enfin, et cela achève de rendre misérable le sort de ces journaliers sans espoirs, ils n'ont pas de chances d'ascension.

A quinze ans, ils commencent à la ferme le même travail qu'ils continueront à soixante. Ils peuvent devenir charretiers, bergers, hommes de bétail, mais dès que leurs forces déclineront, ils retomberont dans la classe des plus humbles, de ceux qui sont sans spécialité. Quelques-uns, mais leur nombre est infime, peuvent être nommés baillifs, c'est-à-dire chefs

de culture pour des fermiers qui exploitent plusieurs fermes non contiguës. Mais la compétition est grande pour obtenir ces places. Les cadets de nombreux fermiers les convoitent et les patrons préfèrent souvent ces jeunes hommes de leur classe, instruits dans les collèges, dont des voyages au dehors ont parfois éveillé l'esprit, aux vieux ouvriers que la routine, seule, a formés.

Enfin, la répartition aristocratique de la terre, la taille des exploitations interdisent aux nouveaux venus l'accession à l'entreprise ou à la propriété du sol qui, dans un pays comme le nôtre, fournit un but au salarié.

Sauf dans quelques comtés d'élevage, comme le Stafford, le Cheshire, où la terre a été partagée d'avantage, la conduite d'une ferme exige un important capital pour permettre à un ouvrier de s'y hausser. 70 0/0 des fermiers de Grande-Bretagne tiennent leur exploitation de leurs pères, tandis que le reste se recrute parmi des fils de commerçants villageois enrichis.

Le Small Holdings Act (1), voté en 1908, se

1. On entend par « Small Holdings Acts » une série de lois de 1892, 1908, 1916, 1918 et 1919, qui tendent à reconstituer en Grande-Bretagne la petite propriété. La plus générale, celle de 1908, permettait aux Conseils de comtés de créer de petits lotissements grâce à des expropriations. Sur ces dispositions se greffait tout un système d'avance de fonds et de prêts que devait faciliter l'acquisition de ces terrains. Les lois suivantes visent le lotissement de terrains au profit des soldats et marins démobilisés. La loi de 1918 permettait au Ministère de l'Agriculture d'acquérir des terrains par voie d'expropriation pour en faire profiter les démobilisés. C'est ainsi qu'il organisa des colonies à bénéfices répartis, confiées

révèle d'une application à la fois trop onéreuse et trop lente pour remédier à cet état de choses. Les Conseils de comtés ont distribué à cette veille de la guerre 17.000 tenures d'une superficie totale de 200.000 acres. Les districts les plus favorisés ont pu ainsi permettre à 7 ou 8 0/0 des travailleurs d'améliorer leur sort, mais dans d'autres régions, cette éventualité ne s'est offerte qu'à 1 0/0 des ouvriers.

Il ne faut pas songer à accélérer la division du sol. Les « small holdings » créés par la législation nouvelle, avec leur taille moyenne de 12 acres, ne suffisent pas pour la subsistance d'une famille. Ils n'affranchissent pas le travailleur qui les reçoit; et alors, si l'on considère que 4 0/0 seulement des ouvriers peuvent devenir petits fermiers tandis que 2 0/0 atteignent au rang de chefs de culture, il faut bien admettre que l'agriculture anglaise apparaît, en 1914, comme une marâtre pour les salariés qu'elle emploie. Elle les paie mal, elle les surmène; et elle est de toutes les industries anglaises, celle qui réserve à ses hommes le moins de débouchés, le moins de fonctions de responsabilité ou de confiance, le moins de chances d'élévation.

L'opinion publique. — Cette détresse des ouvriers de la terre, si elle est connue de quelques spécialistes,

à un directeur où les colons, employés à salaires fixes, reçoivent en plus une part des bénéfices. Chacun reçoit en propre une maison et un demi acre.

échappe à la majorité de l'opinion. L'établissement de la grande industrie, la transformation démocratique de la Grande-Bretagne ont longtemps détourné des problèmes de la terre, les sociologues et les politiciens. Les masses ouvrières et urbaines qui assurent la majorité et le pouvoir ont presque monopolisé la sollicitude de l'Etat.

Cependant, dans les dernières années qui précèdent la guerre, la situation de l'agriculture recommence à intéresser les Anglais. Le souci du ravitaillement national en temps de guerre n'est pas étranger à ce réveil que manifeste l'apparition simultanée des livres nouveaux qui peignent la détresse des ruraux.

Dans la seule année 1912, l'économiste Prothero (1) publie une édition nouvelle de son grand ouvrage : *English farming, past and present*. J. L. et Barbara Hammond font imprimer leur *Village labourer 1760-1830*; George Brown : *Change in our village*. Christophe Holdenby : *The Folk of the Furrow*; la Société fabienne : son recueil sur les problèmes ruraux. Les misères que dévoilent ces livres touchent le public éclairé.

Or, c'est précisément l'époque où les radicaux s'avisent d'enlever aux conservateurs les voix des circonscriptions rurales. Une foule de collaborateurs s'offrent à eux pour conduire une grande enquête sur les besoins de la campagne anglaise.

1. Ministre de l'Agriculture pendant les hostilités.

Ainsi s'engage, sous l'inspiration très directe du jeune ministre Lloyd George : l'Enquête sur la terre « Land Enquiry ».

Deux gros volumes ont révélé au peuple anglais ses conclusions. Les enquêteurs ont reconnu :

1^o Qu'il existe dans chaque comté un besoin urgent de maisons ouvrières, spécialement pour les familles nombreuses;

2^o Qu'une partie considérable des logements ouvriers est absolument impropre à l'habitation humaine;

3^o Qu'il sévit, en beaucoup d'endroits, un surpeuplement dont la conséquence est de rendre impossible, dans de nombreux cas, une convenable séparation des sexes;

4^o Que cette pénurie d'habitations — qui entraîne, avec des pertes de temps très pénibles pour les ouvriers obligés de travailler dans un village et de vivre dans un autre, un abaissement général du niveau de vie, et une très sérieuse diminution de la liberté de l'ouvrier — est la cause principale de la dépopulation des campagnes.

Comme les salaires sont, d'autre part, d'une insuffisance notoire, que faute d'organisation ouvrière, il n'y a pas d'espérance qu'ils puissent bientôt être relevés, les enquêteurs radicaux estiment que l'agriculture anglaise présente les caractères d'une industrie « sweated », c'est-à-dire d'un métier dont les travailleurs reçoivent, comme prix d'un excessif labeur, des salaires insuffisants pour leur permettre

de se procurer le minimum de nourriture, de vêtements, de confort, compatible avec la dignité humaine.

L'Etat a le devoir impérieux de faire cesser, toutes les fois qu'il se présente, cet état de choses. La loi de 1909 (Trade Board Act.) sur les industries du vêtement et les autres métiers à domicile a consacré son droit d'intervention et de contrôle. Il doit y avoir un minimum de salaire que toute profession doit respecter et que les lois peuvent, s'il y a lieu, imposer. C'est ce que proclame, à Swindon, le Chancelier de l'Echiquier : Lloyd George, le 18 octobre 1913 :

« Nous sommes arrivés à cette conclusion que l'ouvrier ne peut obtenir un salaire minimum, simplement par les moyens habituels de la coalition. Elle prendrait trop de temps et il est trop difficile, pour les ouvriers, de se grouper. Nous avons, par conséquent, décidé que l'agriculture était tout à fait le type d'industrie dans lequel l'Etat devait intervenir et vérifier si l'ouvrier obtenait un salaire suffisant » ; et c'est ce contrôle que proposent d'établir, deux bills déposés aux Communes, par les conservateurs et le parti du Labour, les 7 et 27 mai de l'année 1914.

CHAPITRE III

TRENTE MOIS DE GUERRE

Le départ de la population ouvrière. — La raréfaction des vivres, attire peu à peu l'attention publique sur le problème du ravitaillement national. — Le Comité Selbourne. — Les solutions qu'il a préconisées.

Premiers mois de guerre. — La guerre surprit la société anglaise. Le cabinet Asquith venu après celui de sir Henri Campbell-Bannerman, né de la réaction contre la guerre du Transwaal, n'avait pas prévu qu'une agression allemande viendrait interrompre les transformations sociales auxquelles il comptait se consacrer. Le coup de tonnerre de 1914 atteignit « les hommes du budget de 1910, les champions du peuple contre les Lords, les auteurs des lois nouvelles d'assistance et de solidarité (1) » à l'heure où semblaient devoir naître, au profit des ouvriers de la terre, les institutions protectrices dont les travailleurs urbains avaient déjà expérimenté les bienfaits. La succession des événements d'août 1914 parut de nature à compromettre une fois encore l'accomplissement des réformes que le prolétariat rural avait déjà tant attendues.

1. Chevrillon, *L'Angleterre et la guerre*,

L'armée anglaise est encore, en 1914, recrutée selon le système des engagements volontaires. Avant le mois d'août, la moyenne des enrôlements y est de 70 à 80 hommes par jour. Du 5 au 22 août, la moyenne quotidienne monte à 6.000 engagés; du 22 au 30 août à 9.000; à 33.000 quatre jours après. Ces volontaires de la première phase, qui représentaient sans conteste l'élite de la nation, compaient un nombre considérable d'ouvriers de la terre, 240.000 environ. La France sait ce que signifie pareil départ.

L'agriculture anglaise, comme le fit la nôtre, sut s'adapter tant bien que mal aux circonstances nouvelles. Des relations fraternelles se rétablissent spontanément entre les ouvriers, les propriétaires, les fermiers. Vaille que vaille, grâce à la bonne volonté de tous, les moissons peuvent être rentrées. Il fallait ensuite prévoir la prochaine récolte. Le Gouvernement, absorbé par les problèmes du recrutement et du matériel de guerre, n'intervient pas. Des citadins se proposent pour cultiver la terre. Mais les fermiers redoutent toute expérience. Ils préfèrent, au concours des jeunes gens non mobilisés et de jeunes femmes vigoureuses, le travail des enfants de leurs ouvriers. Ils réclamèrent et ils obtinrent la levée de l'obligation scolaire pour les enfants de 12 à 13 ans.

Cette mesure manqua d'ébranler la bonne entente qui régnait dans la campagne anglaise. Les ouvriers sentirent durement l'iniquité. « Nous avons, consta-

taient-ils, autant de sollicitude pour nos enfants, que n'en ont les fermiers pour les leurs. Or, ces derniers seront à l'école jusqu'à 14, 15, 17 ans sans qu'on exige d'eux un travail, parce qu'ils sont des fils de fermiers, tandis qu'on nous enlève les nôtres sans demander notre consentement (1) », et ils montraient l'attitude prise en France où le Gouvernement prescrivait que « les lois existantes sur l'assistance scolaire devraient être maintenues avec plus de fermeté que jamais », en ajoutant qu'« il serait inadmissible de voir des enfants dérobés à l'école, comme si l'appel à l'armée de leurs pères ne leur laissait à choisir qu'entre la mendicité et un travail prématuré ».

Hormis cet incident, le calme règne dans la campagne, où la vie devient plus difficile, au fur et à mesure que se prolonge la guerre.

Au printemps de 1915, le coût de la vie s'est élevé de 20 0/0 relativement à ce qu'il était en 1914. Les salaires suivent très irrégulièrement cette ascension. Si la concurrence des centres industriels fait que dans les comtés du Nord, les domestiques de ferme sont augmentés de 3 à 4 shillings par semaine, dans les comtés ruraux les salaires restent extrêmement bas. Dans le Somerset, l'augmentation est de 2 shillings seulement sur le taux d'avant-guerre, qui était de 12 shillings. Dans le Norfolk, c'est seulement en janvier 1915 que le salaire hebdomadaire moyen atteint 15 shillings. Dans le comté d'Hertford, un procès permet aux magistrats de constater

1. Protestation du syndicat des ouvriers agricoles.

que les travailleurs gagnent encore trois pences par heure. « Cela semble, observent les juges, un salaire qui ne permet pas à un homme de soutenir une famille ».

Dans le Norfolk, où le syndicat des ouvriers est, pour des raisons historiques, un peu moins impuissant qu'ailleurs, les militants de l'Union font effort, en février 1915, pour obtenir une augmentation de 3 shillings par semaine, portant le taux moyen à 18 shillings. Les fermiers refusent obstinément de rencontrer les représentants du syndicat. Il faut que ceux-ci menacent de déclarer la grève pour faire céder cette intransigeance. Une conférence, présidée par le Lord-lieutenant du comté, la première qui mette face à face un groupe de fermiers et de propriétaires avec les représentants d'un syndicat d'ouvriers ruraux, donne satisfaction à ceux-là.

Ces mouvements restent localisés dans des circonscriptions très étroites. Les prix des produits de la terre ont monté, mais les fermiers, dans l'incertitude de l'avenir, sans information sur la durée probable de la guerre, n'osent ni s'engager à payer des salaires plus élevés, ni étendre ou intensifier leurs cultures. Cette situation se prolonge jusqu'au jour où le problème des transports maritimes vient attirer l'attention du cabinet britannique sur les difficultés du ravitaillement national.

⁴ *La guerre sous-marine pose le problème du ravitaillement de l'Angleterre.* — Dans les cinq premiers

mois de guerre, l'Empire a perdu cent navires d'une jauge de 252.738 tonnes, parmi lesquels trois seulement ont été détruits par les sous-marins. Mais, en avril 1915, les disparitions passent soudain à 29.376 tonnes pour ce seul mois. Le mois suivant, elles s'élèvent à 72.924 tonnes, et elles sont encore de 90.605 tonnes au mois de juin. Le Gouvernement s'alarme. Le 17 juin 1915 un comité est constitué sous la direction de Lord Milner. Il a mission, dans l'hypothèse où la guerre se prolongerait au delà de la récolte de 1916, d'examiner les mesures à prendre pour maintenir et accroître en Grande-Bretagne et dans les Galles la production des subsistances.

Le comité publie, au bout d'un mois, un rapport provisoire. Il recommande, pour provoquer l'agrandissement des emblavures, de garantir les prix du blé pendant quatre ans. Il propose en même temps la constitution, par chaque conseil de comté, de comités de districts, que le ministère de l'Agriculture documenterait sur les superficies labourées et la situation des autres cultures, de 1875 à 1914. Ces renseignements permettraient aux comités d'évaluer la capacité de production de chaque ferme et de vérifier l'activité déployée par les fermiers pour contribuer à l'augmentation de la production nationale.

Ces propositions coïncidaient avec une résolution votée au Congrès des Trade-Unions de 1915 et qui invitait le Gouvernement à décider : « la culture obligatoire de toute terre, et toutes les fois qu'il serait

possible, son acquisition et sa garde, pour être travaillée et contrôlée par l'Etat. »

Le Gouvernement n'ose point adhérer à ce socialisme de guerre. S'il invite les Conseils de comtés à former les Comités de districts recommandés par Lord Milner, il soutient mollement leur action. Ces organes où les ouvriers n'ont pas été invités à siéger aux côtés des fermiers et des propriétaires, délivrent à peine quelques réquisitions de cultiver. Leur composition les privait des conseils de ceux qui auraient pu, avec le plus de compétence, critiquer les procédés de culture des fermiers.

Le temps s'écoule pendant ces hésitations sans que l'agriculture anglaise ait sérieusement accru sa participation au ravitaillement national. Les prix des produits agricoles continuent à monter, mais la crainte d'une brusque chute des cours, consécutive à la fin des hostilités, paralyse les fermiers. L'accroissement continu du coût de la vie rend chaque jour plus pénible la situation de l'ouvrier. Au début de 1916, dans certains comtés anglais comme le Dorset, l'Essex, les salaires restent inférieurs à 1 livre par semaine, tandis que la vie a augmenté de 45 0/0. En décembre 1916, quand les prix ont haussé de 65 0/0, les salaires ne se sont élevés que de 42 0/0 sur leur taux de 1914. Pourtant la concurrence des industries de guerre, et les rémunérations de 4 shillings et 5 shillings par jour, exigées par le War Office pour les soldats prêtés à la culture, sont favorables aux demandes des ouvriers.

La pénurie de main-d'œuvre qualifiée devient d'ailleurs de plus en plus aiguë.

Un inspecteur du recrutement note, en 1916, que dans 166 fermes, il n'a trouvé que 10 hommes de 24 à 30 ans. Aucune industrie anglaise ne présente, à cette époque antérieure à la conscription, une aussi forte proportion de mobilisés. Ceux qui restent souffrent durement des privations que le conflit impose, et aussi d'abus qu'on pourrait éviter. Tandis qu'on invite les travailleurs à économiser au maximum la farine et le pain, de grands seigneurs font nourrir leurs faisans avec le meilleur grain. Lorsque des restrictions de viande doivent devenir extrêmement sévères, l'administration tient compte, avec juste raison, du porc élevé à grand'peine par la femme de l'ouvrier rural, mais les propriétaires du sol continuent à jouir du produit de leurs chasses. Le riche profite en toute liberté de son gibier. Ces petites iniquités mécontentent les travailleurs, et exaspèrent les combattants permissionnaires qui les constatent. Elles n'encouragent pas les ouvriers aux efforts supplémentaires que, pourtant, la situation exigerait.

Les sous-marins allemands, depuis le milieu de l'année 1915, ont en effet accentué chaque mois la vigueur de leur offensive. La deuxième année de guerre avait coûté 885.471 tonnes à la marine anglaise sur des pertes mondiales de 1.312.216 tonnes. L'année 1916 se révèle plus coûteuse encore. Chaque mois, la progression du nombre des sinistres s'accélère. De plus, lorsque juillet arrive, il devient

avéré que la récolte sera particulièrement mauvaise. Le problème du ravitaillement national surgit avec une acuité angoissante devant le Gouvernement anglais. Les formes imprévues de la guerre moderne donnent tort aux théoriciens libéraux. Le système échangiste sur lequel ils avaient fondé l'organisation économique de la Grande-Bretagne impliquait la sécurité des mers. L'arme sous-marine, qui déjoue les précautions prises pour la garantir, atteint la nation britannique en son point le plus sensible. Elle révèle tout à coup les risques d'une économie qui n'a pas maintenu un suffisant équilibre entre la production des usines et celle des champs.

L'agriculture, si négligée jadis, devient donc du jour au lendemain, pour le Cabinet britannique, une industrie de guerre essentielle dont il faut, coûte que coûte, accroître la production. Mais si on peut créer des fabriques d'armes, la culture des céréales ne s'improvise pas.

Le Comité Selbourne. — Le Gouvernement de M. Asquith désigne donc, au mois d'août 1916, un comité chargé de découvrir et d'arrêter les méthodes par lesquelles pourrait être réalisé l'accroissement de la production agricole nécessaire à la sécurité du pays. Le Comité, présidé par Lord Selbourne, est composé de propriétaires, de fermiers, d'économistes, de députés, parmi lesquels un parlementaire travailliste. Il dépose, au mois de janvier 1917, ses

conclusions. Quelques remarques impressionnantes les précèdent.

Sur chaque centaine d'acres de terre cultivée :

1^o Le fermier anglais nourrit de 60 à 50 personnes, le fermier allemand 70 à 75;

2^o Le fermier anglais produit 15 tonnes de blé, le fermier allemand 33 tonnes;

3^o Le fermier anglais produit 11 tonnes de pommes de terre, le fermier allemand 55 tonnes;

4^o Le fermier anglais produit 4 tonnes de viande, le fermier allemand 4 tonnes 1/2;

5^o Le fermier anglais produit 17 tonnes 1/2 de lait, le fermier allemand 28 tonnes;

6^o Le fermier anglais produit une négligeable quantité de sucre, le fermier allemand 2 tonnes 3/4;

7^o Le fermier anglais est beaucoup plus favorisé par la nature que le fermier allemand.

Le Comité estime que cette situation humiliante pourrait cesser si le Gouvernement adoptait une politique agricole qui stimule à la fois le zèle des travailleurs et l'activité des fermiers. Le besoin le plus urgent de ceux-ci est la sécurité. Il faut, pour encourager les exploitants à étendre leurs emblavures, garantir des prix minima aux céréales pendant un assez long délai, et au besoin les protéger après la guerre par une barrière douanière suffisamment élevée. Le programme ouvrier présenté par le comité de composition conservatrice, est plus interventionniste encore :

« Nous recommandons, déclarent Lord Selbourne

et ses collaborateurs, que des Offices de salaires, « Wages boards », soient établis dans chaque division administrative de la Grande-Bretagne. » Ils prendraient la forme des offices qui existent déjà dans diverses industries « sweated », c'est-à-dire qu'ils comprendraient un nombre égal de représentants des ouvriers agricoles et de leurs employeurs, avec un petit nombre de membres indépendants, désignés par le ministère de l'Agriculture et parmi lesquels le président de l'organisme serait obligatoirement choisi. Le rôle des offices serait de signaler au ministère de l'Agriculture le minimum du salaire à allouer aux ouvriers agricoles d'habileté moyenne, dans la zone de leur juridiction, le ministère de l'Agriculture ayant toute autorité pour adopter le chiffre proposé, le rendre obligatoire, le promulguer, ou pour demander à l'office une délibération nouvelle. La promulgation d'un tarif entraînerait l'interdiction, sur tout le territoire de la circonscription, de payer à aucun travailleur employé au temps, un salaire moins élevé que celui fixé par l'office. Les exceptions, étroitement précisées, ne pourraient atteindre que les infirmes ou les vieillards.

Les offices devraient également proposer l'évaluation des prestations en nature qui, selon la coutume, font partie du salaire. Ils s'inspireraient, pour ces estimations difficiles, des procédés employés par les offices d'industrie, dans les métiers où des artisans fournissent une partie de la matière première. Le Comité ajoute encore qu'il condamne le sys-

tème suivant lequel une partie du salaire de l'ouvrier agricole est représentée par un logement, de loyer réduit. Il espère que l'institution d'un salaire minimum conduira graduellement à la disparition de cette coutume. « Nous appelons le moment où chaque ouvrier agricole recevra des salaires en espèces qui lui permettront de payer le loyer et les impôts normaux de la maison qu'il habite. Les offices de salaires devront, à cet effet, calculer les minima de telle sorte que l'ouvrier puisse payer un prix de location correspondant à la valeur réelle du cottage. Ils fixent aussi le chiffre limite que les fermiers seront, à ce titre, autorisés à déduire du salaire minimum qu'ils auront à payer. »

Ces propositions représentent l'opinion unanime du Comité. Les suggestions qu'elles renferment sont exactement celles qui résultaient de l'enquête sur la terre organisée par les radicaux. A cette époque, c'étaient de hautes considérations de justice sociale qui les avaient inspirées. L'intervention de l'Etat se motivait par l'obligation morale de supprimer les conditions de travail qui altèrent la valeur du citoyen ou diminuent la vitalité de la race. Au mois de janvier 1917, c'est un comité de composition nettement conservatrice qui fait siennes les réformes préconisées par les étatistes anglais. Ce ne sont plus exclusivement des motifs d'équité qui commandent cette attitude. Un examen attentif des conditions de l'industrie agricole a révélé qu'une des causes de sa déchéance était la situation misérable des ouvriers

de la terre et leur inaptitude à l'améliorer par leurs propres moyens. Le groupe de grands propriétaires et de fermiers, chargé d'élaborer une politique agricole nationale, s'est convaincu que le travail mal rémunéré ne pouvait être qu'un mauvais travail. Il a compris que dans l'agriculture comme dans les autres industries, on augmente le rendement de l'ouvrier lorsqu'on le paie davantage. Cet accroissement de l'efficiencia se manifeste au bout d'un temps plus ou moins long, mais elle se produit inévitablement dès que l'élévation des conditions de l'existence, résultant d'une meilleure nourriture, d'un meilleur logement, d'une meilleure hygiène générale commencent à faire sentir leurs effets.

Il fallait les grandes nécessités de la guerre, peut-être aussi la promesse de prix garantis, pour faire admettre ces idées nouvelles, dans le milieu si traditionaliste des fermiers. Elles ne pouvaient que recevoir bon accueil du successeur de M. Asquith à la tête du Cabinet de guerre, de ce même David Lloyd George qui, s'étant jadis prononcé pour elles, trouvait dans le plus grand conflit de l'histoire, une occasion de les faire passer dans la réalité.

CHAPITRE IV

LE « CORN PRODUCTION ACT » (1)

Le Cabinet Llyod George présente le 23 février 1917, à l'assentiment des communes, le Corn Production Act. — Les fermiers obtiennent les prix garantis pour les céréales; les ouvriers, l'assurance d'un salaire minimum. — Institution de la Commission des salaires agricoles « Agricultural Wages Board » et des Comités de district. — L'accueil du public anglais à ces mesures.

Le « Corn production Act ». — Lord Selbourne a déposé le 30 janvier 1917, entre les mains du premier Ministre, le rapport que ses collègues ont approuvé. A aucun moment, depuis le début des hostilités, l'Angleterre n'a senti avec plus d'acuité les dangers qui la menacent. La masse du peuple britannique, si lente à s'émouvoir, arrive juste à l'état d'esprit qui permet au Gouvernement de toucher à des habitudes séculaires, à des institutions d'ancienneté vénérable, d'atteindre dans tous les domaines : celui du recrutement, de l'activité industrielle ou commerciale, « le principe sacré de la liberté du sujet ». Depuis que les métallurgistes et les mineurs ont consenti, pour les besoins de l'industrie de guerre, à suspendre l'application des chartes de travail qu'ils

x. 21 août 1917.

avaient conquises si laborieusement, on peut admettre que l'opinion publique, y compris les fermiers, est prête à accepter sans résister l'intervention nouvelle qui va, du jour au lendemain, établir sur la campagne anglaise un système de règlements et de contrôles, remplacer la liberté des conventions et des initiatives par le régime autoritaire des ordres de la loi. Ce n'est rien moins qu'une transformation de cette envergure que M. David Lloyd George annonce, en effet, le 23 février 1917, aux députés anglais.

Le projet dont il demande la ratification aux Communes s'intitule : « Corn production Act », loi pour la production du blé. Les dispositions d'intérêt social qu'il renferme n'en forment donc pas l'objet essentiel. Elles sont une partie dans un tout, une des pièces de la politique agricole que le Gouvernement inaugure pour éviter dans l'avenir une nouvelle pénurie des vivres. L'Etat reprenant soudainement l'exercice de ses droits sur le territoire national, estime que le Land lord négligent, que le fermier incompetent doivent être mis en demeure de changer leurs méthodes de culture ou d'abandonner leurs fonctions. La prospérité de l'agriculture, industrie essentielle — on dira un peu plus tard : « industrie-clef » — est indispensable à la sécurité de la Nation. L'Etat doit consentir les sacrifices nécessaires pour encourager les fermiers et maintenir les ouvriers sur la terre des ancêtres. Il accorde aux premiers les prix garantis, aux seconds un salaire minimum. Les pouvoirs publics se réservent le droit de vérifier l'usage que ses détenteurs

font du sol et de leur imposer éventuellement leur volonté.

Telles sont les idées que M. David Lloyd George exprime devant la Chambre des Communes et qui ont présidé à la rédaction de la Loi (1).

Trois de ses chapitres visent l'établissement d'un prix garanti pour le froment et les avoines, l'interdiction pour les propriétaires de provoquer, à raison de ces mesures, une hausse du prix des loyers, le contrôle de l'Etat sur l'utilisation des terres. Les chapitres deux et cinq posent le principe du salaire minimum, instituent les organismes qui seront chargés de le déterminer et de veiller à ce qu'il soit respecté.

L'obligation de payer un salaire minimum. — Le « Corn production Act » est à ce sujet d'une netteté impérieuse :

« Quiconque emploie un ouvrier dans l'agriculture doit lui payer un salaire au moins égal à celui fixé par la Loi. S'il y manque — et à moins de prouver qu'il n'a pu, malgré sa diligence, être informé du tarif établi, — il est passible de poursuites et peut être condamné pour chaque infraction à une amende maxima de vingt livres sterling. » Les ouvriers et toutes personnes, ou associations qualifiées pour les représenter, peuvent engager devant les Cours de Jus-

1. Cf. Discours de M. Lloyd George. Débats parlementaires, 23 février 1917.

tice des poursuites contre les employeurs qui n'observeraient pas le minimum légal.

Au cours de toute poursuite engagée contre un employeur pour ce motif, les tribunaux peuvent, qu'il y ait eu ou non délit, ordonner de payer au salarié les sommes qui lui sont dues par application du tarif minimum. Les conventions portant préjudice à ces dispositions sont entachées de nullité absolue.

La loi confie à un organisme autonome : « l'Agricultural Wages Board », que nous nommerons : Commission des salaires agricoles, l'application de cette partie de la loi. Le nouvel organe compte 39 membres, dont 32 représentent par moitié les ouvriers et les patrons, et 7 sont désignés par le Ministère de l'Agriculture, parmi des personnes que leur expérience des questions agricoles qualifie spécialement.

L'inorganisation des parties intéressées rendait difficile le choix de leurs délégations. La loi remet au Ministère de l'Agriculture le soin d'en assurer la sélection. Celui-ci décide que sur les 16 délégués patronaux, 2 seront élus par la « Société royale d'Agriculture », 2 par le Comité exécutif de l'Union nationale des fermiers, 2 par le Conseil de la Chambre centrale des agriculteurs, 2 par le Conseil gallois d'Agriculture. Les 8 autres membres étaient nommés par le Ministère, sur une liste présentée par les asso-

1. La loi déclarait seulement que le nombre des membres délégués par le Ministère de l'Agriculture ne pourrait dépasser le quart de la Commission.

ciations agricoles. La représentation ouvrière fut organisée sur les mêmes bases. 6 délégués furent désignés par le Syndicat national des ouvriers agricoles (1), 2 par le Comité exécutif du Syndicat des ouvriers non spécialisés (Union of Workers) ; 8 autres étaient choisis par le Ministère de l'Agriculture, après consultation du Ministère du Travail, parmi les personnes que les travailleurs lui avaient indiqué. Au total, l'institution nouvelle comprenait donc 23 membres sur 39, dont la désignation avait été opérée par l'Etat. Elle devait choisir son président parmi l'un des membres indépendants et son secrétaire était un fonctionnaire du Ministère du Travail.

Les attributions de la Commission des salaires sont de deux sortes :

L'exercice des unes lui est imposé par la loi, tandis que l'usage des autres est laissé à sa discrétion ou à celle du Ministère de l'Agriculture qui peut lui demander de les utiliser :

1^o Le Wages Board est tenu de fixer les salaires minima qui doivent être accordés aux ouvriers de la terre pour un travail au temps. Les salaires, décide la loi, devront pouvoir assurer aux ouvriers adultes et valides, travaillant des journées de la durée normale, une rémunération au moins égale à 25 shillings par semaine. Cette somme marque la limite légale au-dessous de laquelle le salaire d'un travailleur moyen ne doit plus descendre. Elle est le minimum applicable pendant la période nécessaire à la

1. National Agricultural Labourers Union (N. A. L. U.)

mise en fonctionnement de l'organisme. Elle ne le lie pas autrement. La Commission doit se guider ensuite pour accomplir sa tâche sur la nécessité de fixer des salaires capables « de faire progresser le rendement et de permettre à un ouvrier de condition moyenne de se maintenir avec sa famille au degré de bien-être, raisonnablement compatible avec la nature de son occupation (1) ».

2^o La Commission des salaires peut d'autre part, si elle y est invitée par le Ministère de l'Agriculture, être appelée à déterminer les diverses prestations en nature qui peuvent être admises comme une fraction des salaires, à la place d'un versement en espèces. Elle peut être, également, sollicitée de procéder à une sorte de taxation de ces avantages, en évaluant les sommes pour lesquelles ils seront décomptés. Enfin, la Commission des salaires est compétente pour fixer les rémunérations particulières, applicables aux heures supplémentaires, ce qui revient à lui donner le droit de définir la durée qui correspond dans l'industrie agricole à ce qu'il est convenu d'appeler « une journée normale ».

Le « Corn production Act » laisse au Ministère de l'Agriculture chargé de constituer la Commission des salaires, et ensuite à cette dernière, une très grande liberté sur le choix des moyens qu'elle pourra

1. Texte anglais : « Adequate to promote efficiency, and to enable a man in an ordinary case, to maintain himself and his family in accordance with such standard of comfort, as may be reasonable in relation to the nature of his occupation. »

employer pour accomplir sa tâche. La loi prévoit cependant, mais sans l'imposer au « Wages Board », la collaboration d'organismes secondaires qui portent le nom de Comités de districts.

La composition de ces Comités est calquée sur celle de la Commission des salaires ; ils seraient chargés de la renseigner sur les conditions du travail agricole dans les circonscriptions qui leur auraient été dévolues, et de présenter à l'organisme central des « recommandations » destinées à lui indiquer les minima qui correspondraient à la situation de la région. Si l'existence de ces comités est laissée à la décision du Wages Board, leur consultation devient en revanche obligatoire, là où leur création aura été décidée avant toute modification ou révision du salaire minimum, applicable à leur région. Leur avis ne lie jamais, d'ailleurs, la décision du Wages Board qui, s'il possède la faculté de déléguer à un ou plusieurs comités de districts l'une de ses attributions, ne doit jamais abandonner celle de fixer les salaires minima.

La constitution du « Wages Board » et des Comités de district. — Le Corn production Act, voté sans opposition par le Parlement anglais, recevait le 21 août 1917, la consécration de l'assentiment royal. Le Ministre de l'Agriculture, M. Prothero (plus tard Lord Ernle), confia la présidence de la Commission des salaires à Sir Ailwyn Fellowes et le 6 décembre 1917, le Wages Board recruté dans les conditions que

nous avons précisées plus haut (1), put tenir sa première assemblée. La décision immédiate de ses membres fut d'organiser la constitution des comités de districts, autorisés par la loi. C'était pour l'institution nouvelle une première occasion d'éprouver les difficultés de sa tâche.

Le législateur laissait, en effet, au « Wages Board » le soin de déterminer les modalités de la composition des comités et leur compétence territoriale. Après de très longues discussions, le « Wages Board » décida d'établir les comités de districts sur le cadre du comité. L'application rigide du principe eût amené la constitution de comités dans des régions presque exclusivement industrielles, où ils auraient été à peu près inutiles. Il fut donc admis que lorsque les circonstances le rendaient possibles, deux ou plusieurs circonscriptions pourraient se trouver réunies.

I. COMPOSITION PRIMITIVE DU WAGES BOARD :

Représentants de l'Etat : Sir Ailwyn Fellowes, Président ; Sir Henry Rew, Vice-Président. M^{me} L. Wilkins, Lord Kenyon, Acland (Membres du Parlement), Orwin (Professeur d'économie rurale à l'Université d'Oxford), W. B. Yates.

Représentants des employeurs : Colin Campbell (Nottes), John Evens (Lincol), Gibbard (Northants), R. W. Hobbs (Gloucester), H. Holman (Cornwall), S. Kidner (Somerset), W. S. Miller (Brecon), A. Moscrop (Yorkshire), E. Ivo Neame (Kent), H. Overman (Norfolk), H. Padwick (Sussex), R. G. Patterson (Stafford), G. G. Rea (Northumberland), R. R. Robbins (Middlesex), John Roberts (Denbigh), S. T. Rosbotam (Lanes).

Représentants des ouvriers : Conseiller John Beard (Birmingham), George Dallas, (Union of Workers), George Edwards (Norfolk), Robert Grem (Kent), W. Holmes (Londres), M^{me} Jennes (Surrey), Thomas Lowell (Somerset), G. Nichollo (Peterborough), Haman Portes (Oxon), Robert Richards (Baugos), Conseiller Smith (Norwich), R. D. Walker (National Agricultural Labourers Union), Deuton Woodhead (Yorkshire).

En fait, le territoire des 62 comtés de l'Angleterre et des Galles fut réparti entre 39 comités de district, dont 33 pour l'Angleterre proprement dite. Le Northumberland et le Durham constituaient une seule circonscription. Le district de Furness (comté de Lancashire) fut rattaché au Cumberland et au Westmorland. Le Rutland réuni au comté de Leicester. Huntingdon et Bedford à Cambridge; Londres et le Middlesex à Hertford. Dans le pays de Galles, chaque comité englobait au moins deux comtés. On peut deviner les susceptibilités et les défiances locales qu'il fallut apaiser pour obtenir ces résultats.

Déterminer les modalités de la composition des comités ne fut pas une tâche plus aisée. Les plus petites paroisses réclamaient une représentation au sein des nouveaux organismes et leurs protestations ralliaient l'unanimité des électeurs, ouvriers ou fermiers. La solution finalement adoptée donne satisfaction au bon sens. Le nombre des membres de chaque comité fut calculé proportionnellement à l'étendue de la circonscription qui lui était confiée, en tenant compte de la surface des terres cultivées et du nombre des fermiers et des ouvriers, selon les indications du dernier recensement. Le nombre des membres indépendants varia ainsi de 4 à 7, celui des représentants de chaque partie de 6 à 12. Les plus petits comités, au nombre de 5, comptaient donc 16 membres; les 3 plus importants en rassemblaient 31, mais la plupart groupaient entre 21 et 24 personnes. Quelques mois étaient indispensables au recrutement des

900 individus qui constituaient, sur ces bases, l'effectif total des comités régionaux. Les 3 premiers prêts à fonctionner le furent en janvier 1918. 6 autres étaient mis sur pied en février; 20 en mars; 8 en avril; les 2 derniers au mois de mai de la même année.

La présence dans ces différents organes des membres indépendants, choisis parmi les personnalités dont la haute équité n'était discutée par aucune des parties en présence, protégeait contre les surenchères ouvriers et patrons, assurait le succès des revendications équitables, le rejet des plaintes injustifiées.

Quelques inquiétudes se manifestèrent dans certains comités, surtout parmi les Associations de fermiers, parce qu'aucun des délégués à la Commission centrale n'avait été choisi dans leur région; mais il était impossible, à moins d'accroître démesurément la composition, d'y faire siéger un représentant de chaque division du territoire. Si certaines parties du pays semblent, à ce point de vue, plus favorisées que d'autres, soit du côté des employeurs, soit du côté des ouvriers, cette situation n'est imputable, par exemple, qu'à la meilleure organisation des travailleurs dans les districts de l'Est, et au petit nombre de patrons qui ont manifesté de l'intérêt pour les problèmes du travail. Dans l'ensemble, la tâche délicate de la constitution du Board a été conduite avec beaucoup de tact, et la qualité des personnalités qu'il réunit promet que ses ordres ne répondront pas à des préoccupations ou à des intérêts locaux. Ces précautions

sont d'autant plus utiles que les pouvoirs de la Commission se trouvent étendus, du fait que le Ministère de l'Agriculture, usant de la faculté que lui accordait la loi, s'est empressé de lui confier le règlement de l'ensemble des questions rattachées à celle du salaire, qu'elles soient relatives aux allocations en nature ou à la rémunération du travail supplémentaire.

Sa compétence s'étend à tous les travailleurs employés à la culture du sol, et les cours de Justice, comme le Wages Board lui-même, auront tendance à y soumettre la plupart des professions voisines.

Si les gardes-chasse, les destructeurs de vermine ou de lapins, les taupiers, les comptables employés au bureau d'une ferme, les meuniers, les jardiniers d'agrément en sont exclus, les ordres établissant les salaires minima s'appliqueront à tous les hommes occupés dans les porcheries, les élevages de volaille, les jardins dont les fruits ne sont pas exclusivement réservés à l'usage du propriétaire. Ils engloberont donc les jardiniers des établissements hospitaliers et les voituriers chargés de porter à la ville les produits de laiterie ou les primeurs, par conséquent l'immense majorité des salariés ruraux.

Tel qu'il est prévu, le fonctionnement des institutions créées est relativement simple. Les comités de districts proposent à la Commission des salaires agricoles les tarifs qui leur semblent répondre aux besoins de leur zone.

Ces bureaux de renseignements, bien informés des conditions locales, sont aussi pour l'organisme cen-

tral des collaborateurs qui le débarrassent des travaux accessoires qui lui ont été confiés. La Commission se décharge sur eux de la délivrance des permis d'exemption, qui permettent d'employer au-dessous du salaire légal, les faibles ou les infirmes. Lorsqu'il aura établi la liste des allocations en nature, dont l'intégration aux salaires est autorisée, il leur confiera également l'évaluation de ces avantages.

L'activité des comités, exercée dans le très proche voisinage des intéressés, assure à la machine administrative, fondée par le Corn production Act, une certaine souplesse. Elle prévient les critiques qui reprocheraient à l'organisation projetée d'avoir confié à une bureaucratie siégeant dans la capitale du Royaume, la besogne si délicate de fixer, selon les conditions diverses de chaque comté, le minimum de salaire garanti aux ouvriers des champs.

Les patrons ne songent pas à critiquer le dispositif technique de la loi. Ils réalisent par l'institution des prix garantis leur revendication la plus importante et la plus ancienne. Tandis que le Comité de Lord Selbourne avait proposé d'assurer aux producteurs de blé un prix de 42 shillings, le Cabinet britannique a accepté, pour la première année d'application de la loi, la base de 60 shillings, qu'avaient réclamée les fermiers.

La sécurité, les possibilités d'enrichissement que le « Corn production Act » leur apporte font accepter aux agriculteurs anglais, avec résignation, le principe du salaire minimum et les restrictions que son

application apporte à leur liberté. Mais si les plus éclairés conviennent que l'amélioration des conditions du travail rural est aussi avantageuse pour le patron que pour l'ouvrier, s'ils sont prêts à collaborer sincèrement, avec les travailleurs dans les comités de districts ou à la Commission des salaires pour une juste application de la loi, le plus grand nombre, malheureusement, considère le minimum, comme la rançon des avantages qui leur sont consentis. Ils supportent les ordres du « Wages Board » comme une gêne, à laquelle il faut se soumettre, mais dont la nécessité sociale continue à leur échapper.

Les ouvriers fondent de grandes espérances sur la mise en service des institutions nouvelles.

Le minimum de 25 shillings, par semaine, prévu par le « Corn production Act », pendant la période de constitution du « Wages Board », n'est pourtant pas pour séduire la majorité des travailleurs. Si on se rappelle que les prestations en nature y sont incluses, c'est un salaire bien médiocre à une époque où le coût de la vie s'élève dans des proportions sans précédent. Mais, pour les hommes qui veulent réaliser l'affranchissement du travailleur rural, le « Wages Board » ouvre des perspectives illimitées. La représentation égale, sur laquelle il est fondé, va rendre nécessaire et légale l'organisation professionnelle des ouvriers ruraux. Les salaires, dont il édictera les tarifs, les surcharges dont il imposera les heures supplémentaires, donneront au prolétariat du sol les loisirs, le bien-être et la liberté. Ils permettront à

ceux qui souhaitent réhabiliter l'humble métier d'ouvrier des champs, de ressusciter la vie des villages, d'introduire dans les plus reculés des hameaux, avec les distractions nécessaires, les moyens d'éducation qui formeront des citoyens.

Les ouvrages parus à la fin de l'année 1917 reflètent les espérances des réformateurs sociaux. « L'année 1917, dit le *Bulletin de la Société Fabienne*, sera toujours fameuse pour la Révolution russe et pour les grandes batailles qui s'y sont livrées. Mais, pour les historiens de l'Economie anglaise, l'évènement a été le « Corn production Act » qui a aboli à jamais les salaires de famine du travailleur agricole.

Les injustices du passé n'ont pas encore définitivement disparu, mais une ère nouvelle commence. Avec le droit légal à un salaire suffisant, avec des moyens légaux de le demander, le travailleur de l'agriculture peut être assuré de se faire une place honorable et confortable dans la Nation ».

La marche des événements a-t-elle justifié cet optimisme?

Il nous faut maintenant le vérifier.

CHAPITRE V

PREMIÈRES DÉMARCHES DU « WAGES BOARD »

Nécessité d'une enquête sur les résultats financiers de l'agriculture et l'influence de l'augmentation du coût de la vie sur l'existence des salairés ruraux. — Méthode adoptée pour ces enquêtes. — Leurs résultats, confirmés par l'enquête officielle du Ministère de l'Agriculture.

Les résultats financiers de l'agriculture. — Imaginons une des premières réunions du « Wages Board » au début de 1918, à Londres, 80 Pall mall, dans le centre du quartier des administrations publiques et des grandes affaires, au cœur de l'Etat. C'est bien l'emplacement qui convient pour les assemblées de l'imposant Conseil d'administration de 39 membres qui, sous la présidence du Très Honorable Sir Ailwyn Fellowes, a mission de fixer par décret les salaires agricoles, sur l'étendue du territoire anglais. Les délégués, ouvriers et fermiers, les membres indépendants de la Commission, ces 7 personnalités désignées par le Gouvernement pour servir d'arbitres impartiaux, prennent conscience de la difficulté de leur tâche. La bonne volonté de tous est certaine, mais elle n'a, pour se guider, que les indications si générales, si vagues du texte de la loi. Pas de sa-

laire inférieur à 25 shillings par semaine, un minimum, capable de faire progresser le rendement et de permettre à un ouvrier de condition moyenne de se maintenir avec sa famille, au degré de bien-être raisonnablement compatible avec la nature de son occupation, telles sont les indications du « Corn production Act ». Mais comment comprendre ces expressions ? Aucun précédent ne peut servir à éclairer la Commission et les premiers débats révèlent des oppositions, si fortes qu'elles paraissent irréductibles, entre les délégués du travail et les représentants des fermiers. Certes, on s'attendait à leur désaccord. Inéluctablement, les ouvriers, les employeurs n'interpréteraient pas de même la définition légale du minimum. Ils n'allaient pas, après une courte discussion, abandonner presque aussitôt leurs positions. Mais on pensait qu'apparaîtraient, dès les premières rencontres, les bases sur lesquelles la patience, la pondération des membres indépendants découvrieraient les moyens de conciliation qui rapprocheraient les adversaires, permettraient de dégager des solutions acceptables pour chacune des parties.

Or, la réalité déçoit cet optimisme. Les ouvriers comme les fermiers apportent aux séances de solennelles déclarations de principe, des affirmations très générales, et c'est un mode de discussion qui n'achemine pas vers les ententes.

Dans les deux camps, de très bonne foi, on généralise des situations particulières d'une incontestable exactitude, pour tirer des conclusions d'ensemble qui

n'éveillent chez la partie adverse qu'une parfaite incrédulité. Si l'on écoute les fermiers, l'agriculture est l'industrie calamiteuse où, chaque année, l'entrepreneur écorne une partie de son épargne, laisse une fraction de ses capitaux. On affirme de l'autre côté, que les travailleurs agricoles, de génération en génération plus mal payés, insuffisamment nourris, sont aux limites d'un épuisement qui ruine l'avenir de la race. Ces considérations s'appuient sur des exemples que nul ne songe à discuter. Mais aucun de ceux qui apportent ces faits ne consentirait à convenir qu'elles puissent être des exceptions.

Il est bien malaisé, dans ces conditions, de déterminer ce que doit être le salaire minimum. On manque des informations qui permettraient de vérifier qu'il est impossible aux fermiers de payer plus de 25 shillings, ou d'apprécier dans quelle mesure l'augmentation continue du prix de la vie exige l'accroissement des rémunérations de l'ouvrier.

L'institution nouvelle risque de perdre, faute des renseignements nécessaires, par une intervention maladroite, le bon vouloir des fermiers, ou la confiance des travailleurs. Elle subit ainsi les effets de sa création trop hâtive, décidée sous la pression des événements et qu'aucun travail préliminaire n'a suffisamment préparé.

Les membres du « Wages Board » pressés par les circonstances qui réclament une action rapide, mais soucieux en même temps de ne pas obérer l'avenir,

décident de 'procéder, par leurs propres moyens, à une enquête :

1^o Sur les résultats financiers de l'exploitation agricole du sol et de la culture des jardins maraîchers, en vue de déterminer le prix de revient des produits agricoles ;

2^o Sur le coût de la vie dans les régions rurales et ses répercussions sur l'ouvrier.

Le 14 mars 1918, le « Wages Board » fixe la composition du Comité d'enquête (1). Il est formé de 2 de ses membres indépendants, dont le vice-président du Wages Board, Sir Henri Rew, de 2 des représentants des ouvriers et des patrons, enfin de 3 experts, étrangers au « Wages Board » et qui, respectivement choisis par les membres indépendants, les fermiers et les ouvriers, se trouvent être : Sir W. Ashley, le professeur Somerville et M. Gillies, chef des services de la statistique du Labour Party. Deux patrons et deux ouvriers supplémentaires viendront, un peu plus tard, augmenter la composition du Comité, sans modifier la représentation des parties.

Difficultés de l'enquête. — L'histoire de l'enquête mérite d'être rapportée en détail, car elle révèle les difficultés extrêmes, pareilles dans tous les pays, auxquelles se heurtent les investigations économiques dans les milieux agricoles.

Le Comité fait éditer à destination des fermiers un questionnaire très clair, très simple. Ce docu-

1. Cf. *Wages Board Gazette*.

ment demande aux chefs d'exploitations d'indiquer quel a été, pendant chacune des cinq dernières années, le total de leurs recettes et de leurs dépenses, la situation numérique du cheptel vif, et la superficie de leurs terres cultivées. On ne réclame aucune évaluation du bétail, seulement le nombre des animaux ; aucun calcul difficile comme celui qu'impliquerait un compte détaillé des dépenses ou la ventilation des charges d'intérêt du capital et de la rémunération des fermiers.

Les enquêteurs connaissent la répugnance extrême des agriculteurs à dévoiler les conditions financières de leur exploitation. Ils savent que dans le plus grand nombre des fermes la comptabilité est incon nue ou négligée. Mais, ils garantissent de leur haute autorité morale le secret des informations qui leur seront confiées, et les questionnaires ne sont expédiés qu'à un groupe très réduit de fermiers, 1.500 environ, répartis dans les diverses régions du royaume, choisis parmi les esprits les plus ouverts et les plus éclairés de la profession.

Malgré les précautions prises, malgré les longs délais consentis, les résultats de cette consultation sont tout à fait décevants. Elle n'a obtenu que 119 réponses. Encore, n'en est-il que 45 qui émanent de fermiers. Les 74 autres ont été produites par des propriétaires qui font valoir leurs domaines, plus souvent par distraction et luxe de grands seigneurs, que pour en tirer des revenus.

Cette répugnance des fermiers à déceler les résul-

tats de leurs entreprises fit une mauvaise impression aux membres de la Commission d'enquête et à ceux du « Wages Board ». Elle ne disposait pas en leur faveur les hommes qui avaient entendu leurs doléances. Elle stimula peut-être leur volonté d'être exactement renseignés.

L'Angleterre avait pratiqué, avec outrance, à partir de la fin de 1916, la politique des taxations. Depuis le mois de novembre où les ordonnances royales avaient fixé les prix maxima du lait, la vente de tous les produits agricoles était tombée sous le contrôle des autorités. Les pommes de terre, le froment, l'orge, l'avoine, le bétail, la viande de porc, celle de mouton, le foin et la paille, la laine, le beurre et le fromage, le jambon et le lard, même les volailles et le gibier avaient vu successivement fixer les limites de leurs prix.

Les documents réunis pour la détermination des taxes permirent de parer à l'insuffisance de ceux fournis par les fermiers.

Les prix de 1914 étant acceptés comme index, la valeur des produits agricoles a marqué depuis le début de la guerre les augmentations que reproduit le tableau suivant :

Prix des produits agricoles

	1913-14	1914-15	1915-16	1916-17	1917-18	Jun oct. 1918
Cheptel vif	100	105	128	158	193	196
Lait et dérivés ..	100	103	132	166	197	224
Céréales	100	130	168	217	234	245
(farineux)	100	130	155	209	369	548
Œufs et volaille .	100	106	129	159	229	—
Foin et paille ...	100	102	149	188	195	224
Fruits	100	79	92	132	147	383
Légumes	100	99	131	185	205	284
Pommes de terre	100	113	142	205	207	208
Houblon	100	43	63	75	82	180
Laine	100	98	144	132	147	157

Les dépenses des fermiers, pendant la même période, ont naturellement progressé. Les statistiques de cette époque permettent d'évaluer ainsi leur accroissement :

Dépenses de production

	Coefficient d'augmentation relativement à 1914
Matériel de culture (charrues, semoirs, etc.)	66 %
Machines pour les moissons	78,5 %
Machines pour préparer la nourriture des animaux	61,5 %
Bâches, sacs, harnais, accessoires de voitures, chariots, etc...)	95,5 %
Prix des semences } plantes fourragères	176 %
} plantes à racines	250 %
Prix des engrais	135 %

Les propriétaires du sol élevaient aussi, chaque fois qu'il le leur était possible, le chiffre de leurs loyers.

Les baux agricoles ayant, en Angleterre, une durée moyenne de seize années, on pouvait admettre qu'en 1918, un quart environ des fermiers avaient subi des augmentations de loyer dont la moyenne était de 19 0/0, relativement au taux de 1914.

Ces chiffres permettaient de vérifier la sincérité des quelques réponses recueillies par le Comité d'enquête. Celui-ci put ainsi détacher un groupe de 26 fermes, disséminées dans les diverses régions d'Angleterre, et qui avaient communiqué l'état complet de leurs dépenses et de leurs recettes.

Ces exploitations cultivaient 8.193 acres de terre en 1913-1914, 9.287 en 1917-1918 ; 46 0/0 de cette superficie étaient en céréales avant la guerre, 49 0/0 pendant la dernière année des hostilités.

Les résultats financiers d'ensemble reconnus par les chefs de ces entreprises sont reproduits ci-dessous :

Total des recettes et des dépenses sur vingt-six fermes (1)

	Recettes	Dépenses	Bénéfices totaux	Bénéfices par acres
				L. s. d.
1913-14	63.601 L.	61.203 L.	2.398 L.	5 10
1914-15	69.507 L.	67.609 L.	1.898 L.	4 7
1915-16	82.716 L.	68.893 L.	13.823 L.	1. 13 8
1916-17	100.689 L.	87.644 L.	13.045 L.	1 11 10
1917-18	111.602 L.	96.395 L.	13.207 L.	1. 11 9

1. Rapport publié en mars 1919 (Cond. 76).

Et leur détail pouvait s'établir comme il suit :

Relève détaillé des recettes et des dépenses de vingt-six fermes
pendant la période de 1916-1918

	1913-1914	1914-1915	1915-1916	1916-1917	1917-1918
	L. s. d.	L. s. d.	L. s. d.	L. s. d.	L. s. d.
DÉPENSES :					
Cheptel	2 8 5	2 19 2	2 12 3	4 4 6	4 15 7
Engrais, nourriture, semences	1 8 9	1 12 5	1 18 6	2 6 0	2 10 2
Main-d'œuvre	1 8 7	1 9 8	1 11 10	1 16 10	2 4 1
Loyer et impôts	1 6 2	1 4 6	1 7 10	1 7 9	1 8 1
Frais généraux.....	0 17 6	0 19 3	0 17 9	0 18 9	0 19 8
	7 9 5	8 5 0	8 8 2	10 13 10	11 17 7
RECETTES :					
Bétail	4 16 6	5 2 10	5 15 8	7 6 2	8 9 10
Produits de laiterie.....	0 16 2	0 17 3	0 19 7	1 2 9	1 4 11
Blé et céréales	1 19 1	2 6 8	3 4 0	3 11 6	3 10 1
Autres recettes.....	0 3 6	0 2 10	0 2 7	0 5 3	0 4 6
	7 15 3	8 9 7	10 1 10	12 5 8	13 9 4
<i>Balance</i> { RECETTES.....	7 15 3	8 9 7	10 1 10	12 5 8	13 9 4
{ DÉPENSES.....	7 9 5	8 5 0	8 8 2	10 13 10	11 17 7
	0 5 0	0 4 7	1 13 8	1 11 10	1 11 9

Les statistiques concordaient donc pour établir l'amélioration considérable des résultats du fermage à partir de l'année 1916 où ils avaient atteint, sans transition, un niveau, maintenu pendant les années suivantes avec une parfaite continuité.

L'augmentation du prix de la vie. — S'il avait été très difficile de déterminer les résultats financiers des exploitations agricoles, il fut, par contre, plus aisé d'obtenir des indications précises quant aux ré-

percussions de la vie chère sur les conditions d'existence de l'ouvrier.

Quelques précautions étaient pourtant indispensables. Rechercher le montant des dépenses réellement effectuées par le travailleur n'eût pas été un procédé satisfaisant. Lorsque la vie augmente et que les salaires restent stationnaires, le chiffre des dépenses peut demeurer invariable sans révéler les privations. On cherche donc les quantités moyennes de vivres, de vêtements, d'accessoires divers, achetées en 1914 par une famille de travailleurs campagnards.

Les basses rémunérations pratiquées avant la guerre permettaient de considérer ces quantités comme les minima nécessaires à la vie. Les enquêteurs les adoptèrent pour évaluer, au cours de 1918, les frais des salariés ruraux. Cette méthode ne pouvait tenir compte des substitutions provoquées par les difficultés de ravitaillement ou la hausse, particulièrement importante, de certains produits. Elle négligeait le remplacement du beurre par la margarine, la restriction de la consommation de fromage et de sucre, l'augmentation corrélative de celles du pain, du riz et des farines d'avoine. Elle assurait cependant une exactitude approximative, que les renseignements recueillis, grâce à l'émission de nouveaux questionnaires, permirent de contrôler.

Les chiffres qui suivent peuvent, sous ces réserves, être acceptés.

De 1914 à 1918, dans les districts ruraux le prix des subsistances s'est accru de 95 0/0, celui du com-

bustible et de l'éclairage de 125,6 0/0, celui des vêtements de 85,6 0/0. Les 396 budgets ouvriers rassemblés par les enquêteurs, permettent de déduire que les dépenses d'une famille type, comprenant les deux époux et quatre enfants, s'établissaient sensiblement comme il suit :

**Dépenses hebdomadaires comparées d'une famille
d'ouvriers agricoles en 1914 et 1918**

	Dépenses en 1913		Dépenses en mars 1918	
	s	d.	s.	d.
Vivres.....	15	9 3/4	28	11 1/2
Vivres (épices).....	1	0	2	1
Loyer.....	1	11	2	1
Combustible et éclairage	1	9	4	1 1/4
Vêtements.....	3	6	6	8
Assurances.....	0	9	1	6
Savons et accessoires de net- toyage.....	0	6	1	0 1/2
	25 s. 2 3/4		46 s. 5 1/4	

Il fallait plus de 2 guinées par semaine, au début de 1918, pour permettre à un salarié agricole, chargé de famille, de se maintenir au niveau de vie si humble qu'il atteignait en 1914 (1). Ce fut la conclusion de l'enquête que le Sous-Comité avait consciencieusement poursuivie. Parallèlement, et pour compléter les résultats déjà acquis, le Gouvernement anglais décide d'organiser, au profit du « Wages Board », une vaste enquête sur « les salaires et les conditions du travail

1. On aurait pu objecter à ces conclusions que l'immense majorité des travailleurs agricoles ne gagnait pas 25 sh. mars 1914.

en Angleterre et dans les Galles » que le Ministère de l'Agriculture n'hésite pas à engager, en dépit des difficultés de l'heure.

C'est la première investigation officielle, entreprise depuis 1914, sur la situation des ouvriers agricoles anglais. Les fonctionnaires qui l'exécutent sondent, sur l'étendue totale du pays, les difficultés de la vie rurale. Leurs rapports relèvent les mêmes misères qu'avaient mises à jour, avant 1914, les hommes de la Société Fabienne et du Comité de la Terre, créé par M. Lloyd George. Les conditions d'existence de l'ouvrier de la terre ne se sont pas améliorées depuis le début du conflit. Les salaires réels étaient en 1914, même en y comprenant les allocations en nature, logement, inférieurs à ceux des travailleurs des villes. L'inégalité subsiste et s'est peut-être même accrue.

L'expérience de la guerre, confirmant celle des périodes de prospérité, fait la preuve que la rémunération du travail agricole ne suit pas les accroissements des profits dont bénéficient les fermiers. Ceux-ci se prétendaient incapables, pendant la longue dépression agricole consécutive à 1880, de payer de plus hauts salaires. La guerre qui provoque l'augmentation des prix mondiaux, a accordé aux agriculteurs britanniques l'équivalent de la protection douanière qui leur faisait défaut, et nulle part la hausse des salaires n'a vraiment correspondu au coût de la vie.

Telle est la situation à laquelle les membres de

l'Agricultural Wages Board ont la mission de faire face. Les rapports qui leur ont été fournis peuvent déjà les convaincre que le minimum provisoire de 25 shillings, fixé par le « Corn production Act » ne correspond pas à la définition du salaire minimum, arrêtée par le législateur. Des augmentations considérables doivent être accordées si on veut satisfaire aux prescriptions de la loi. Les profits de la culture sont assez élevés pour permettre aux fermiers de consentir les sacrifices nécessaires sans compromettre la marche ou l'équilibre de leurs exploitations. S'il est exact, comme ils l'affirmeront bien vite, qu'une partie de l'accroissement de leur bénéfice est fictive, qu'elle doit constituer une réserve destinée aux réparations, aux réfections ajournées pendant la période des hostilités, il est certain aussi que les prix qui leur sont garantis pour quatre ans par la Nation, leur assurent une prospérité dont les ouvriers ne doivent pas être exclus. Le fait que ceux-ci, au moment où le « Wages Board », va commencer sa besogne, n'y ont pas participé, doit donner à ses membres la certitude que leur intervention est nécessaire et juste.

CHAPITRE VI

LA FIXATION DU SALAIRE MINIMUM (1)

Difficulté de la fixation d'un salaire minimum, spécialement dans l'industrie agricole. — Le règlement des allocations en nature comprises dans le salaire. — Les premiers tarifs établis par le Wages Board. — Les ouvriers qualifiés et les travaux supplémentaires. — Les premiers permis d'exemption.

Difficulté de fixer un salaire minimum. — La difficulté de déterminer un salaire minimum et celle de le faire observer ont toujours été analysées avec complaisance par les économistes qui admettent que la rémunération du travail humain doit résulter, comme le prix de n'importe quelle marchandise, de la situation générale du marché exprimée par l'offre et la demande. La multiplicité des emplois dans chaque profession, l'inégale capacité des travailleurs, la différence des conditions d'existence, suivant les

1. L'idée d'établir un salaire minimum dans l'agriculture est antérieure à l'époque contemporaine. A la fin du XVIII^e siècle, la hausse des prix aurait amené une grande misère du travailleur agricole. En 1795, M. Whithead propose une loi établissant un salaire minimum dans l'agriculture. Sa proposition alla jusqu'à la deuxième lecture, mais fut repoussée sur l'intervention de Pitt qui prévoyait de grandes difficultés d'application : les Trade Unions étaient alors illégaux et l'opinion publique très hostile à toute tentative pour hausser les salaires. Après une nouvelle tentative infructueuse, Whithead abandonna son idée et pendant cent ans elle fut oubliée.

régions, la variation des besoins individuels ou familiaux, sont autant d'obstacles à la fixation du chiffre du salaire, par quelque autorité que ce soit.

Si une telle opération se trouvait entreprise et réalisée, elle devrait d'ailleurs aboutir à des résultats contraires à ceux que ses partisans en auraient attendu. Chaque tentative de relèvement artificiel des salaires entraînerait, *ipso facto*, l'accroissement du nombre des chômeurs, mettrait à la charge de l'assistance publique ou de la charité privée les nombreux ouvriers, âgés ou invalides, auxquels des forces diminuées laissent à peine le moyen de trouver à gagner leur vie. Les interventionnistes devraient alors, ou fermer les yeux sur un si grand nombre d'infractions nécessaires, que leur réforme serait rendue inopérante, ou accepter qu'elle achève de rendre misérable le sort des travailleurs les moins bien partagés.

Davantage que celle d'aucune autre industrie, la situation spéciale de l'agriculteur se prête à ces diverses objections. Non seulement les ouvriers du sol, disséminés sur toute l'étendue du territoire ont des habitudes, des conditions d'existence qui diffèrent à l'extrême selon qu'ils habitent le nord, l'ouest ou le sud du pays, non seulement le prix de la vie qui doit servir de base à la fixation d'un minimum destiné à répondre au niveau d'existence de la majorité des travailleurs n'est pas le même selon les régions considérées, mais la profession d'ouvrier agricole présente des caractéristiques qui ajoutent de

nouveaux obstacles à la liste dressée par les auteurs classiques.

D'abord la faible importance des groupements de main-d'œuvre fait que les conditions du travail y sont beaucoup moins uniformes que dans les métiers de l'industrie. Un certain nombre de salariés sont nourris à la table du fermier, d'autres habitent avec leurs enfants dans des maisons annexées au domaine, qui leur sont prêtées par le patron. Ces combinaisons multiplient les formes du contrat de travail, le mode de paiement des salaires. Il est fort rare que ceux-ci soient acquittés en espèces dans leur totalité; les versements en numéraire sont presque toujours complétés par des avantages en nature qui varient suivant les provinces. Les saisons, qui font changer les tâches de l'ouvrier, modifient aussi les salaires. La fenaison, la moisson lui valent des allocations supplémentaires que la richesse de la récolte rend plus ou moins élevées.

De plus, dès que les fermes atteignent une certaine importance, la division du travail s'établit dans l'exploitation. La profession d'ouvrier agricole englobe alors avec les ouvriers non spécialisés chargés des travaux ordinaires de culture, des travailleurs qualifiés comme les bouviers, les bergers, les charretiers, dont les fonctions différentes méritent des rémunérations inégales. Enfin et en Angleterre, comme dans chaque pays, où la grande industrie existe, la désertion des campagnes augmente la proportion des vieillards et des infirmes dans la popu-

lation rurale, accroît le nombre de ces « demi-ouvriers » qu'une réglementation des salaires devrait, selon les théoriciens libéraux, précipiter dans le chômage et la misère.

On peut ainsi mesurer la complexité de la tâche qui va incomber à l'Agricultural Wages Board. Il lui faut résoudre une à une chacune des difficultés qui résultent des conditions si spéciales du travail dans l'industrie agricole anglaise. Tandis que les enquêtes sur les résultats de l'affermage et le coût de la vie lui permettront de fixer sans arbitraire les frais d'une existence décente pour l'ouvrier rural et sa famille, pendant que les Comités de districts délibèrent sur les recommandations qui leur seront soumises, il doit prévoir l'adaptation de ses décrets aux habitudes séculaires des paiements en nature, des logements prêtés par l'employeur, veiller à ce que ses ordres tiennent compte des traitements de faveur auxquels ont droit certains ouvriers qualifiés, faire, en somme, que toutes les catégories de salariés dont on lui confie la sauvegarde soient équitablement traitées.

Une tâche aussi délicate ne saurait être menée avec précipitation. Mais le temps presse pour les travailleurs dont les salaires ne s'ajustent pas à la hausse continue de la vie. Afin de leur faire prendre patience, le « Wages Board » décide, le 28 mars 1918, que les ouvriers et les employeurs réunis dans les Comités de district s'entendront pour fixer les dates auxquelles deviendront applicables dans leurs ré-

gions, par voie rétroactive, les salaires minima qui seront ultérieurement édictés. Le Wages Board peut ainsi sans hâte dangereuse résoudre l'un après l'autre les problèmes qui lui sont posés

Les allocations en nature. — Dans l'agriculture, comme dans les autres industries, il est souhaitable que les salaires des travailleurs soient payés en espèces, et la majorité de l'opinion anglaise déplore la coutume suivant laquelle l'ouvrier de la terre continue à recevoir en nature une partie considérable de ses gains. La création du Wages Board donna l'espoir qu'elle entraînerait la disparition radicale de ces antiques usages. Il n'en fut rien. Les membres de la Commission des salaires durent convenir dès leurs premières rencontres, et malgré la pression des bureaux du Ministère de l'Agriculture, que toute tentative pour déraciner brutalement des habitudes aussi anciennes serait inéluctablement vouée à l'échec. Cette constatation obligeait le Wages Board à déterminer d'une part les avantages en nature dont la compensation serait autorisée, d'autre part leur valeur d'échange. Cette opération préliminaire s'imposait si l'on voulait que les salaires minima ne fussent pas illusoires, si on entendait éviter que les patrons ou les ouvriers puissent en attribuant un prix arbitraire aux remises de produits, tourner à leur guise les prescriptions de la loi.

Deux sous-comités sont chargés de l'exécution de cette besogne. L'un d'eux a mission d'étudier la re-

lation du salaire avec le logement fourni par l'employeur, l'autre déterminera les allocations en nature que la tradition oblige à reconnaître comme une part de rémunération.

Le sous-comité du logement procède avec beaucoup de scrupules à l'enquête qui lui a été confiée. Nous avons dit au chapitre II les conditions très défectueuses du logement des salariés agricoles anglais. Les membres du sous-comité savent que l'habitation sera misérable aussi longtemps que son occupant ne sera pas en mesure de payer un loyer équitable qui permettra aux propriétaires la construction de maisons nouvelles, ou la remise en état des masures délabrées.

Une première délibération très importante par l'indication qu'elle fournit des tendances du Wages Board pose le principe que le salaire minimum devra fournir à l'ouvrier les moyens nécessaires de se procurer et d'assurer à sa famille une installation suffisamment confortable; c'est-à-dire, ajoute le Comité, « une habitation qui doit comprendre un logement de cinq pièces en bon état alimenté en eau, pourvue d'installations d'hygiène, avec un jardin d'une superficie minima d'un huitième d'acre », environ cinq cents mètres carrés.

Ces vues sont ignorées des Comités de district qui recherchent alors les tarifs de salaires correspondant à la situation dans leurs régions. Il faut se hâter de leur faire connaître ces projets, veiller à ce que leurs calculs en tiennent compte, le vérifier

en les obligeant à signaler, dans leurs recommandations de minima, la part du chiffre proposé destinée aux dépenses du loyer. La sous-commission d'enquête révèle ainsi l'intention du Wages Board d'utiliser, pour une amélioration sensible du sort de l'ouvrier rural, les pouvoirs qui lui ont été confiés.

Les Comités de district ont des ambitions moins hautes. Plus proches des intéressés, ils songent surtout à recommander des salaires proportionnés au coût de la vie. Leurs évaluations négligent l'avenir. Elles n'envisagent pas, malgré la circulaire de la commission d'enquête, une hausse du taux des loyers. Plusieurs motivent leur abstention par des arguments d'une valeur indiscutable. L'Angleterre a établi, dès le début des hostilités, un moratorium qui prohibe l'accroissement du prix des loyers et des intérêts hypothécaires. Il serait donc inutile, tant que cette mesure n'aura pas été rapportée, de prévoir des suppléments de ressources que le moratorium obligerait à détourner de leur destination.

Ces vues prudentes des auxiliaires régionaux du Wages Board emportent la conviction des membres de la Commission du logement qui prend, après des délibérations nouvelles, les conclusions que voici :

1^o L'habitation dans un cottage fourni par l'employeur sera considéré comme un avantage en nature qui peut remplacer une partie du salaire en espèces, sauf si la maison a été condamnée par l'autorité sanitaire comme impropre à l'habitation humaine ;

2^o La valeur pour laquelle la fourniture du loge-

ment pourra être décomptée du salaire sera de 3 shillings par semaine au maximum. Mais cette estimation ne s'appliquera pas aux logements dont, sur la demande de l'ouvrier, les Comités de districts reconnaîtraient que la valeur est moindre, parce qu'ils sont insuffisamment aménagés, qu'ils ont besoin de réparations ou d'installations d'hygiène, y compris la fourniture de l'eau. Il appartient aux mêmes comités de districts de fixer, dans ces éventualités diverses, la valeur réelle des loyers.

Ces recommandations sont adoptées sans aucune modification par le Wages Board; conformément à la procédure de la loi, elles sont communiquées aux Comités de districts pour recueillir leurs observations, et définitivement approuvées le 30 août 1918.

Parallèlement à la sous-commission du logement, les membres du Wages Board, désignés pour déterminer les allocations en nature admissibles en représentation du salaire, avaient exécuté leur tâche. Les rapports des fonctionnaires du ministre de l'Agriculture chargés pendant la même période d'enquêter sur la condition de l'ouvrier rural, témoignaient de l'extraordinaire diversité des prestations accordées aux ouvriers. Celles-ci particulièrement nombreuses pour les travailleurs occupés aux soins des chevaux et du bétail constituaient souvent pour ces catégories d'ouvriers les seules rémunérations supplémentaires auxquelles leurs journées plus longues que celles des laboureurs ordinaires, et leur présence une

partie du dimanche et des jours fériés leur donnaient droit.

On put cependant reconnaître que dans la plupart des Comités, les hommes recevaient gratuitement ou à très bon compte, un morceau de sol, indépendant ou découpé dans un champ plus vaste, destiné à leur récolte de pommes de terre; du combustible : charbon ou bois; et une certaine quantité de lait. Puis, suivant les ressources des régions, les allocations comprenaient encore : de la paille, du cidre, un quartier de porc, des légumes, ou même l'huile. Enfin, il était d'une coutume assez répandue d'accorder aux ouvriers et aux bergers une génisse ou une brebis.

Les membres du Wages Board décidèrent d'après ces renseignements, de n'admettre en paiement des salaires que trois catégories de bénéfices en nature : la pension des hommes, célibataires ou mariés, habitant sous le toit des fermiers, les pommes de terre et le lait. Aucune autre prestation ne pouvait être déduite des salaires minima. Les Comités de districts détermineraient à l'intérieur de chaque circonscription la valeur de ces avantages et leurs estimations pourraient être modifiées ultérieurement afin de suivre les variations des prix.

Les premiers arrêtés du Wages Board. — Les Comités de districts ne restaient pas inactifs, tandis que le Wages Board, par ses travaux préliminaires, déblayait sa route.

Les organismes régionaux ne pouvaient, eux aussi, avancer sans difficulté. C'est dans leurs séances que se manifestent avec le plus de violence les discussions, les marchandages, que s'affrontent avec le plus d'âpreté les entêtements opposés des fermiers et de leurs ouvriers.

Une première recommandation arrive pourtant à la Commission des salaires; elle émane du Comité de Norfolk qui suggère l'adoption d'une rémunération minima de 30 shillings par semaine pour cinquante-cinq heures et demie de travail en été et quarante-huit heures en hiver.

Le Wages Board ratifie cette proposition, mais réduit à cinquante-quatre heures la durée du travail pendant la belle saison. Le décret s'applique à tous les ouvriers mâles, de 18 ans et au-dessus, employés à l'agriculture dans le comté de Norfolk.

A partir de cette époque, les recommandations des Comités de districts se succèdent sans interruption. A la fin d'octobre 1918, les salaires des ouvriers ruraux se trouvent réglementés pour tous les Comtés de Grande-Bretagne et de Galles. Les travailleurs de 18 ans et au-dessus n'obtiennent nulle part une rémunération inférieure à 30 shillings par semaine, montant adopté par 27 comtés. Pour les 26 autres, leurs salaires minima ont été fixés à des taux légèrement supérieurs, qui s'élèvent jusqu'à 36 shillings dans le Comté de Cheshire.

Le Wages Board a décidé que les salaires seraient uniformément accordés pour des semaines de cin-

quante-quatre heures en été (1) et quarante-huit heures en hiver. La détermination de cette base ne correspond pas aux propositions de l'unanimité des Comités : si vingt et un l'avaient spontanément préconisée, dix-sept autres recommandaient des durées plus prolongées.

Le tableau ci-dessous indique les nombres d'heures de travail proposées par les dissidents.

	Nombre d'heures	
	Été	Hiver
Herts and Middlessex	57	51
Northumberland and Durham	durée fixée par la coutume	
Somerset	54	54
Suffolk	56 1/2	48
Wiltshire	54	54
Brecon and Radnor	54	54
Denbigh and Flint	61	58
Henford	56	48
Lancashire	53 1/2	55 1/2
Nottinghamshire	60	54
Shropshire	57	54
Anglesey and Carnavon	56	51
Plamorgan and Monmouth	57	49 1/2
Cheshire	60	60
Oxfordshire	52	52
Straffordshire	57	57
Yorkshire	54	51

Les sept premiers finirent par se rallier, sous la pression du Wages Board, aux bases des cinquante-quatre et quarante-huit heures. Les dix autres obtiennent en raison des circonstances exceptionnelles

1. L'« été » fut défini comme la période s'étendant entre le premier lundi de mars et le dernier dimanche d'octobre.

créées par l'état de guerre, l'application des durées de travail qu'ils ont demandées.

Les ouvriers spécialisés. — Les tarifs applicables aux adultes non spécialisés, accomplissant les travaux communs, ont besoin d'être complétés. Vingt-quatre Comités de districts, représentant des pays d'élevage, proposent au Wages Board d'instituer des minima plus élevés pour les bouviers, les charretiers, les bergers.

La Commission admet la nécessité d'assurer une rémunération plus avantageuse à ces hommes pour qui le travail commence plus tôt, finit plus tard. Elle fixe pour les vingt-quatre circonscriptions qui les lui ont réclamés, et sans spécifier la durée de travail exigible, des tarifs spéciaux, applicables à ces trois catégories d'ouvriers. Dans les autres régions, ils recevront les salaires des ouvriers non qualifiés, accrus du prix des heures supplémentaires qu'ils auront effectivement fournies.

La Commission doit ensuite prévoir les rémunérations particulières qui sont de tradition aux époques de moisson. On est déjà au mois de mai 1918 quand elle désigne hâtivement quelques-uns de ses membres pour considérer les principes qui régiront le calcul des gratifications. La sous-commission recommandait au début de juin que les hommes occupés à la fenaison et à la moisson soient payés à un taux horaire double de celui des ouvriers ordinaires, sauf dans les endroits où seraient établis des cou-

tumes plus favorables aux salariés. Mais les délais nécessaires à la consultation des Comités de districts ne permirent pas au Wages Board d'obtenir en temps utile les avis de ces organes et, pour l'année 1918, le règlement de cette question fut laissé à la liberté des parties.

Il ne restait plus au Wages Board qu'à organiser la délivrance des permis d'exemption aux ouvriers inaptes à un travail normal et à assurer l'application de ses décrets.

La loi l'autorisait, nous l'avons vu, à déléguer aux Comités de districts une partie de ses attributions. Faisant usage de cette faculté, le Wages Board confie aux Comités le soin d'instruire et de trancher les requêtes soumises par les employés ou les employeurs pour obtenir l'autorisation de travailler, ou de faire travailler à des salaires inférieurs au tarif minimum. Les Comités apprécieront les motifs invoqués par les postulants; ils auront le droit, s'ils le jugent utile, de les faire comparaître. Mais il fut convenu que leurs jugements seraient susceptibles d'appel devant le Wages Board qui gardait ainsi le pouvoir de statuer en dernier ressort.

Enfin, pour veiller au respect des ordres qu'il donnait en vertu de la loi, le Wages Board créait un service de surveillance et de contrôle. Une première plainte motivée par la résistance d'un employeur à une décision du Wages Board a été déposée dès le 26 juin 1918, et les centaines d'autres qui ne tardèrent pas à la suivre montrent l'urgente nécessité

d'un corps de contrôle. Six inspecteurs sont choisis dans les derniers mois de l'année pour parcourir le territoire et veiller à l'application des salaires minima. Leurs pouvoirs, conformément aux termes du Corn Production Act, comprennent le droit d'exiger la présentation des feuilles de salaires, des quittances, des livres de dépenses qui leur permettront de vérifier les versements des fermiers.

Un bureau contentieux ouvert à Londres reçoit les résultats de leurs enquêtes, recueille les plaintes, coordonne leurs interventions, peut au besoin ordonner des poursuites, et ce que les fermiers appellent déjà « l'Inquisition » dispose ainsi des moyens de fonctionner.

* * *

La Commission des salaires s'était réunie pour la première fois le 6 décembre 1917. C'est aux environs de l'armistice que l'organisation de l'ensemble de ses services peut être regardée comme achevée. Il n'a pas fallu plus d'un an, malgré les difficultés de la guerre, aux hommes de l'Agricultural Wages Board pour monter et mettre en marche la lourde machine, si nouvelle, dont le maniement leur est confié. Multipliant avec une activité extrême les consultations, les enquêtes qui doivent les garder de l'arbitraire, tenant, en moins de douze mois, vingt-trois assemblées générales, quatre-vingt-seize réunions de commissions, ils ont fixé pour chacune des régions du royaume le premier tarif des salaires minima.

Leurs premiers actes révèlent leurs projets. Le Wages Board entend faire un usage large et résolu des pouvoirs que le Corn Production Act lui a conférés. Les précautions qu'il a prises pour créer son œuvre, la façon dont il opère la limitation des avantages en nature, la volonté d'assurer un logis décent à l'ouvrier montrent que le droit d'édicter un minimum de salaire lui apparaît comme un moyen d'intervention efficace au profit des salariés ruraux.

L'histoire de son fonctionnement dans les années qui suivent va nous faire assister au développement de ces tendances et, sous leur influence, à la transformation progressive des conditions d'existence de l'ouvrier des champs.

CHAPITRE VII

L'ACTION DU « WAGES BOARD » SUR LE TAUX DES SALAIRES ET LA DURÉE DU TRAVAIL

L'exécution des arrêtés du « Wages Board. »

Le taux des salaires. — Quinze jours à peine après la détermination des derniers tarifs de salaires minima, une recommandation du Comité de district du Somerset invita la Commission à reconsidérer son œuvre. Le Comité conseille l'augmentation des minima précédemment fixés, et les représentants ouvriers au Wages Board prenant prétexte de cette proposition, demandent qu'un accroissement général d'une livre sterling par semaine soit immédiatement édicté. La première revendication ouvrière soumise à la Commission est donc d'une brusquerie et d'une ampleur imprévues. Elle va donner à l'institution mixte l'occasion de reconnaître les principes de sa politique, d'affirmer son indépendance, de prouver sa solidité.

La discussion de la proposition ouvrière par le Wages Board commence le 9 janvier 1919. L'avocat du travail est le chef des délégués ouvriers, M. Smith,

député du Northamptonshire, membre du Labour Party, président du Syndicat des travailleurs ruraux (1). Il justifie la réclamation des salariés plutôt par les profits extraordinaires des employeurs que par les exigences du coût de la vie. Mais le Comité d'enquête sur les résultats de l'affermage n'a pas encore déposé son rapport. Les fermiers sollicitent donc l'ajournement des débats, et leur motion soutenue par les membres indépendants est adoptée (2).

Le 13 mars, le Comité d'enquête présente au Wages Board le rapport qui établit la progression des bénéfices des fermiers. Le contenu de ce document impose aux employeurs de manifester quelque bonne volonté. Ils proposent alors que la coutume ancienne des gratifications saisonnières, accordées à raison des travaux de la moisson, et dont la fixation provoque, à chaque récolte, des marchandages et des conflits, soit abandonnée par les ouvriers agricoles. En échange, ils consentent à élever de 5 shillings par semaine le salaire minimum des travailleurs âgés de plus de 21 ans et à payer au double des tarifs habituels les heures supplémentaires exécutées pendant la moisson.

C'est une suggestion intéressante, parce qu'elle montre une tendance heureuse à substituer au défec-

1. V. Chapitre VIII. Le syndicalisme agricole.

2. On trouve éparses dans les divers numéros de la *Gazette du Wages Board* les indications qui permettent de reconstituer ces débats.

tueux système des rémunérations globales et indéterminées un mode de paiement tenant compte exactement des quantités de travail exactement fournies. Mais les représentants élus des ouvriers doivent, au sortir des réunions du Wages Board, rapporter des avantages plus substantiels à leurs mandants. Ils sont plus avides de résultats matériels immédiats que de satisfactions théoriques. L'augmentation offerte par les employeurs leur paraît dérisoire et, après de longs pourparlers, la proposition patronale est repoussée, les membres indépendants s'étant prononcés contre elle.

Une concession ouvrière répond ensuite à la manifestation de bonne volonté des fermiers. Les délégués du travail réduisent successivement à 15, puis à 10 shillings, leur demande d'augmentation. Mais les votes conjoints des membres indépendants et des employeurs rejettent ces nouvelles revendications.

Le conflit semble alors à peu près sans issue. Les deux parties refusent d'envisager la moindre concession. Aux Communes, le Gouvernement doit reconnaître la grande agitation des milieux agricoles et déjà certains prétendent que l'institution du Wages Board va sombrer dès le premier écueil. Les travailleurs proposent de soumettre le conflit au ministre de l'Agriculture. M. Prothero accepte de recevoir, le 18 mars, une députation mixte de la Commission. Le ministre accueille la délégation, mais seulement pour lui faire connaître sa volonté de rester en dehors du conflit. Il refuse d'exprimer quelque opi-

nion sur le différend. La loi a exclusivement confié au Wages Board le soin de régler les minima. Le Gouvernement n'entend pas empiéter sur ses attributions.

La Commission se remet à l'œuvre aussitôt. Les membres de chacune de ses sections font preuve d'une égale bonne volonté pour dénouer la crise. Les consultations se succèdent entre les membres indépendants et les parties en présence. Ces négociations difficiles, prolongées pendant une semaine, aboutissent enfin le 27 mars à un accord ratifié par l'unanimité de la Commission sur les bases suivantes :

1^o Les durées de travail auxquelles correspondent les rémunérations minima calculées par semaine sont uniformément fixées à dater du 6 octobre 1919 pour toutes les régions du royaume à cinquante heures en été et quarante-huit heures en hiver ;

2^o Le salaire minimum est élevé dans chaque comté de :

3 sh.	par semaine	pour les ouvriers	âgés de 18 à 19 ans
4 sh.	—	—	19 à 20 ans
5 sh.	—	—	20 à 21 ans
6 sh. 6	—	—	21 et plus

3^o Les heures supplémentaires sont payées au tarif ordinaire, majoré de 25 0/0, quand elles sont accomplies en semaine et de 50 0/0 lorsqu'elles sont fournies le dimanche ;

4^o Des augmentations proportionnelles sont accordées aux ouvriers spécialisés dont le statut, quant

au nombre des heures de travail, est provisoirement maintenu.

Cet arrangement transformait les conditions traditionnelles du travail rural salarié. Les dispositions capitales en étaient, sans conteste, celles qui déterminaient la durée des journées. Elles surprenaient beaucoup d'agriculteurs britanniques. Mais d'impérieux motifs avaient décidé le Wages Board à cette réforme inattendue et hardie.

La réglementation de la durée du travail. — La situation du mouvement social en Grande-Bretagne est, en effet, comme dans tous les pays européens au début de 1919, assez incertaine et troublée. Les masses ouvrières sont impatientes de voir la réalisation immédiate des promesses qui leur ont été faites pendant le cours des hostilités, et la journée de huit heures est la plus répandue de leurs revendications.

Elle n'est pas spéciale aux ouvriers des villes. Le prolétariat rural qui a si longtemps subi pour la durée du travail la loi de l'employeur paraît décidé à se soulever pour partager le bénéfice de la réduction des journées (1). Dans toutes les régions du royaume, les Syndicats d'ouvriers ruraux, nés de la veille, résument leurs exigences par une formule rapidement populaire : « Les shillings par le Wages Board, les huit heures par le Gouvernement. » C'est

1. En septembre et octobre 1919, plus de mille sections syndicales d'ouvriers agricoles réclamaient l'application des huit heures à l'agriculture.

en vain qu'on leur montre les difficultés d'une telle réglementation des journées appliquée à leur industrie. La journée de huit heures réduirait la production, provoquerait la hausse des prix, ruinerait les industries laitières, rendrait excessif le temps passé à préparer le travail en proportion de la besogne réellement exécutée. Elle impliquerait un important accroissement de la population rurale que la pénurie des logements rend impossible. Enfin, elle ne se justifie pas dans l'agriculture comme dans les autres industries où les conditions du travail sont plus malsaines.

Ces arguments laissent indifférents les ouvriers campagnards qui maintiennent avec entêtement leur revendication. Les membres du Wages Board, prudents représentants ouvriers, vétérans du Labour Party, employeurs choisis parmi les esprits les plus distingués et ouverts de la profession comprennent la menace qu'elle contient pour la prospérité de l'agriculture et, par suite, pour l'amélioration du sort de l'ouvrier. L'accord du 27 mars est précisément conclu pour tâcher d'écarter le péril.

Chacune des parties y trouve des satisfactions substantielles. A la nouvelle convention, les ouvriers gagnent, avec un sérieux accroissement des salaires, l'uniformisation des journées de travail, dans des conditions qui marquent un très sensible progrès sur les habitudes du passé (1). Plus de régions privilégiées à cause de leur proximité des cendres indus-

1. V. au chapitre VI les durées préalablement fixées.

triels, plus de longues heures supplémentaires, sans contre-partie équitable. D'une extrémité à l'autre du royaume le même régime : l'égalisation des conditions du travail à leur niveau le plus élevé; les tarifs majorés des heures supplémentaires garantissent à l'ouvrier que, sauf des nécessités véritables, le patron ne lui en demandera pas.

La combinaison adoptée par le Wages Board apporte la sécurité.

Ce ne sont pas tant les conséquences financières de la règle des huit heures qui effraient les milieux agricoles éclairés. Les fermiers comprennent qu'il n'existe aucune raison sérieuse pour refuser au prolétaire rural des satisfactions qu'on estime légitimes lorsqu'il s'agit d'ouvriers des villes. Beaucoup reconnaissent les bienfaits sociaux d'une courte journée de travail et comprennent qu'elle est nécessaire aussi bien au perfectionnement de l'individu qu'à la formation du citoyen. Mais ils savent aussi qu'on ne peut pas industrialiser l'agriculture d'un trait de plume, que l'exploitation du sol n'est pas sous la domination de l'homme, comme l'est celle de la mine ou de l'usine, que rien n'y est constant, ni les conditions atmosphériques, ni le coût de production, ni le rendement. L'accord du 27 mars concilie les justes aspirations du travail et les exigences de la culture, puisqu'il permet d'assurer tous les travaux urgents, si fréquents dans l'agriculture, en évitant par l'institution des tarifs progressifs l'abus des journées prolongées.

Le Wages Board, soucieux de ne point modifier à l'improviste les bases sur lesquelles avait été entreprise la récolte de 1919 avait stipulé que la révision des durées de travail correspondant au minimum ne serait exécutoire qu'à partir du 6 octobre 1919. Cette précaution devait éviter les protestations des fermiers. Ménagement inutile, car les termes de la Convention du 27 mars sont à peine connus que commence une campagne extrêmement violente dans les journaux conservateurs de Londres et des Comtés. La haute autorité personnelle du vice-président du Wages Board, M. Rowland Robbins, membre influent de l'Union des Fermiers, est impuissante à apaiser ces protestations. Les fermiers ont assez de crédit pour obtenir du cabinet de coalition l'intervention du Gouvernement.

Lord Lee of Farenham, qui a succédé à M. Prothero au Ministère de l'Agriculture, usant du pouvoir que lui reconnaît la loi, demande à la Commission de revenir sur sa décision. La lettre qu'il adresse à son Président le 23 septembre 1919 est rédigée dans les termes les plus pressants.

« C'est actuellement, dit-elle, pour la Nation une nécessité vitale d'accroître la production, le seul moyen par lequel elle puisse maintenir sa position et payer ses dettes. La seule méthode d'augmenter la production consiste en ce que chaque individu travaille davantage... En ce qui concerne l'agriculture, la nécessité est particulièrement urgente... Elle doit assurer notre ravitaillement et seuls, ses efforts

pourraient enrayer l'élévation des prix des choses nécessaires à la vie. Si les heures de travail ont déjà été diminuées, rien ne prouve que le niveau de la production ait été restauré par un accroissement correspondant du rendement du travailleur ou une meilleure organisation de l'employeur. Il faut du temps pour que chacun de ces facteurs puisse avoir un effet direct.

« J'insiste pour appeler l'attention du Wages Board sur le fait qu'il y a un risque très grave, non seulement de troubler la production agricole, mais encore de restreindre la quantité de travail, si des changements trop rapides ou trop radicaux dans les conditions du travail sont imposées dans les circonstances présentes. Les fermiers ont toujours l'alternative et même sont encouragés à diminuer leurs dépenses par une réduction de la main-d'œuvre, en transformant en pâturages une partie de la terre qu'ils cultivent. C'est un fait si bien connu de tous qu'un grand nombre y pensent, ou le font déjà. Aucun ordre de labourer, aucun contrôle de la culture, aucune intervention de l'Etat ne peuvent obliger les fermiers à s'engager dans des directions anti-économiques, à rendre les conditions du travail agricole semblables à celles de l'industrie.

« Dans ces conditions, je suis convaincu qu'une réduction nouvelle des heures de travail ne peut avoir d'autre conséquence que d'engager plus encore les fermiers dans la voie des réductions de la terre labourable, avec un accroissement consécutif du chô-

mage qui est le symptôme le plus clair de l'avenir. »

La solennelle semonce de l'Honorable Lord n'intimide pas les membres du Wages Board. Une nouvelle délibération a lieu, conformément au désir du ministre, et les représentants patronaux et ouvriers décident de maintenir leur point de vue.

« Les employeurs et les ouvriers, riposte le Président du Wages Board, sentent que ce qu'ils firent en mars fut le résultat d'une bonne compréhension mutuelle et je suis chargé de vous dire qu'ils ne veulent pas rompre la convention qu'ils avaient conclue après le plus scrupuleux examen de la question. Je désire d'ailleurs ajouter que les employeurs et les ouvriers estiment que la question est bien plutôt une question de salaires qu'une question d'heures, et que rien dans la décision du Board n'empêche un fermier de s'entendre avec ses hommes pour travailler régulièrement n'importe quel nombre d'heures par semaine, pourvu que les gages soient payés aux cours minima établis. Dans ces conditions, la responsabilité de toute réduction dans le nombre d'heures de travail effectivement observé doit appartenir aux employeurs et aux ouvriers dans le pays. Elle ne peut être imputée aux mesures que nous avons adoptées. »

On ne peut qu'approuver cette attitude d'indépendance. A l'époque même où le Gouvernement (1)

1. Le 21 octobre 1919, au Caxton Hall, M. Lloyd George s'était exprimé ainsi : « Je veux maintenant adresser un appel à l'ouvrier agricole... Je suis absolument pour qu'il ait un bon salaire mi-

accordait aux ouvriers des villes le bénéfice de la loi de huit heures, on ne peut s'expliquer, sans faire appel à des motifs électoraux, qu'il ait voulu refuser à l'agriculture les réformes que ses représentants l'estimaient capable de supporter sans danger. La fermeté du Wages Board, dans cette circonstance difficile, achevait de lui conquérir la sympathie des ouvriers et d'un grand nombre de patrons.

Le Cabinet ne renouvela point sa tentative d'intervention. L'industrie agricole par l'organe du Wages Board, se gouvernait elle-même. Elle le faisait avec une belle sagesse. Lentement, progressivement, les membres de la Commission introduisaient de nouveaux usages, contraignaient les récalcitrants au respect de leurs décisions. Des décrets successifs achevaient de préciser la durée du travail autrefois mal définie. A dater du 3 mars, la semaine anglaise devint applicable à l'agriculture (1), mais la disposition qui l'instituait permettait tous les accommodements désirables.

« On considère comme effectués pendant des heures supplémentaires les travaux accomplis après une durée de travail de six heures et demie, le samedi, ou à défaut d'un autre jour (autre que le dimanche)

nimum. Je suis opposé à ce qu'aucun travailleur soit appelé à travailler au delà de ses forces. Non seulement parce que ce n'est pas bon pour lui mais parce que ce n'est bon pour personne. Mais, je dis en toute solennité que l'ouvrier agricole fera une faute s'il prend avantage de la présente réduction pour pousser trop fort dans ce sens.

1. C'était une revendication générale dès avant la guerre et le Board avait décidé d'en ajourner la réalisation à la fin des hostilités.

de chaque semaine, selon les conventions conclues entre patrons et ouvriers. » Ce texte laissait aux parties la liberté de conclure des arrangements divers et ils en profitèrent aussitôt. Dans le Cumbreland et le Westmorland, les patrons et leurs ouvriers s'entendirent pour remplacer la demi-journée de repos par semaine par sept jours de congé payés par semestre, ou par une semaine de travail à double salaire pendant le même temps. Ces modalités furent ensuite adoptées par une partie du pays de Galles, puis dans les Comtés de Yorkshire, de Glamorgan et Mormouth, dans le Northumberland et dans le Durham, et finirent par s'étendre à presque tout le territoire anglais.

Le souci de bannir toute imprécision du contrat de travail agricole aboutit à l'abandon du système primitivement adopté pour la rémunération des travailleurs qualifiés. On se souvient que le Wages Board avait établi pour les ouvriers spécialisés dans la conduite ou l'entretien des animaux de trait et du bétail, des tarifs minima plus élevés que ceux alloués aux ouvriers communs. La durée du travail, dans ces catégories spéciales, n'était pas précisée; les minima correspondaient aux journées habituellement fournies.

Cette disposition apparaît à l'usage comme la cause de nombreuses querelles entre les patrons et les ouvriers. Le Wages Board, pour mettre fin à cette situation, invita les Comités de districts à choisir entre les trois systèmes suivants :

1^o L'assimilation pure et simple, au point de vue des salaires minima, des ouvriers des catégories qualifiées aux travailleurs ordinaires;

2^o Le paiement de ces catégories à un tarif supérieur, tenant compte d'une durée de travail plus longue;

3^o La division des salaires en deux portions, l'une égale au minimum alloué aux ouvriers ordinaires, l'autre destinée à récompenser de leurs heures supplémentaires les hommes chargés des animaux.

Neuf Comités se prononcèrent pour la première méthode, six autres pour la seconde, avec des durées de travail comprises entre soixante-trois heures en été et cinquante-sept en hiver. La troisième combinaison n'eut que deux partisans.

L'exécution des arrêtés du Wages Board. — Avec la conclusion de la paix, les conditions économiques retrouvant plus de stabilité, l'action du Wages Board pour la fixation des salaires exige moins de continuité. Les minima fixés par les dispositions du 27 mars 1919 correspondent au niveau des prix des choses nécessaires à la vie. L'heure est venue d'examiner si l'exécution des arrêtés par lesquels le Wages Board élève successivement les salaires rencontre de grandes difficultés, de voir aussi comment, en pratique, cette réglementation forcément un peu rigide parvient à tenir compte des situations particulières qui se présentent dans la réalité.

C'est, en effet, un des reproches les plus fré-

quemment adressés au salaire minimum, qu'il chasse prématurément de leur emploi les hommes dont les forces sont réduites ou déclinantes, les infirmes et les vieillards. Or, on se souvient que le « Corn Production Act » a pensé éviter cet inconvénient en prévoyant des permis d'exemption dont la délivrance était confiée au Wages Board. Celui-ci, trop éloigné des intéressés pour remplir cet office, l'a délégué à son tour aux Comités, qui ont, pour la plupart, délégué des sous-commissions chargées d'examiner les demandes d'exemption soumises par les ouvriers et les patrons.

Les prévisions des adversaires du salaire minimum se trouvèrent démenties par les faits. Au bout de deux années d'exercice, 23.203 permis ont été octroyés, chiffre relativement faible si on considère qu'à cette époque 600.000 adultes sont occupés par l'agriculture britannique et nulle part on ne signale que les invalides aient perdu leur emploi.

Mais en dehors des permis d'exemption, moyen légitime et légal de se soustraire à l'obligation du salaire minimum, les employeurs n'ont-ils pas essayé d'y échapper en refusant de l'accorder à leurs hommes?

Le « Corn Production Act » a stipulé que toute personne qui emploierait un travailleur agricole à un tarif inférieur au minimum serait susceptible d'être condamnée pour chaque infraction à une amende dont le maximum serait de 20 livres et à une contrainte pouvant atteindre une livre par vingt-

quatre heures pour toute récidive postérieure à l'infraction.

Il revient encore au Wages Board d'utiliser ces dispositions rigoureuses, dans tous les cas où leur mise en œuvre apparaîtrait nécessaire. Il faut d'abord recruter des fonctionnaires qui seront en quelque sorte les inspecteurs du travail agricole, et qui s'assureront dans les Comtés de l'observation de la loi. Le Ministre de l'Agriculture confère à ces agents de contrôle, primitivement au nombre de six, des pouvoirs considérables. Ils peuvent « exiger la communication, vérifier et prendre copie des feuilles de salaires et des notes de comptabilité constatant les rémunérations payées aux ouvriers. Ils peuvent requérir de l'employeur tous les renseignements possibles concernant les conditions d'emploi de ses ouvriers ». Les sanctions de toute résistance à leur droit d'investigation vont jusqu'à l'emprisonnement, avec ou sans « hard labour ».

En fait, on eut rarement à recourir à ces lourdes contraintes (1). Non que les fermiers n'aient assez souvent tenté d'échapper à l'exécution des ordres de la Commission. Mais les inspecteurs comprenant la perturbation qu'apportent dans la vie rurale ces restrictions à l'indépendance des chefs d'entreprise, cherchent à résoudre à l'amiable les difficultés. Celles-ci sont nombreuses. A la fin de 1918, 717 plaintes ont été reçues par le Wages Board, mais 107 seu-

1. Il y eut 346 poursuites et environ 1.000 livres d'amendes en vertu de ces dispositions.

lement ont pu être instruites et ont amené le paiement de 340 livres aux ouvriers.

En 1919, le nombre des réclamations ouvrières s'accroît très vite. A la fin d'avril, l'instruction de 2.000 plaintes nouvelles est en retard et les effectifs des inspecteurs doivent être augmentés. Les six fonctionnaires du début sont maintenant 28 et il y a encore en juillet 1919, 2.000 plaintes en retard. Mais à partir de cette époque, l'arriéré ne s'accroît plus, et le nombre des infractions signalées à la Commission oscille entre 1.000 et 1.500.

Les contraventions ne concernent généralement qu'un ou deux hommes par exploitation, mais cependant, dans de nombreux cas, tout le personnel d'une ferme est payé au-dessous des minima. Dans un cas, les cinq ouvriers employés par un fermier recouvrent 160 livres de moins perçues; dans un autre cas, dix ouvriers ont été frustrés de 513 livres; et dans un troisième, les 17 ouvriers d'une exploitation reçoivent des salaires inférieurs au minimum.

Mais c'est surtout dans les Comtés où les fermes sont les moins vastes, là où les chefs d'entreprises travaillent en relations étroites avec leurs ouvriers que se rencontre la plus grande résistance aux ordres du Board. Le pays de Galles, où les petites exploitations sont nombreuses, fournit le plus grand nombre de récalcitrants.

Peu à peu, cependant, les fermiers s'habituent à cette situation nouvelle. Le fait que sur 10.520 plain-

tes instruites, 10.080 (1) ont pu être réglées à l'amiable, témoigne que le patronat rural s'est soumis plus facilement qu'on aurait pu l'imaginer, à l'état de choses nouveau.

Du moins, il en est ainsi jusqu'à la fin de 1920.

1. Le total des sommes recouvrées au profit des ouvriers a atteint plus de 40.667 livres, auxquelles s'ajoutent plus de 30.000 livres directement récupérées par les délégués syndicaux.

CHAPITRE VIII

LE DÉVELOPPEMENT DU MOUVEMENT SYNDICAL

L'influence du « Corn Production Act » sur le recrutement des Syndicats ouvriers agricoles. — Rapide historique du syndicalisme agricole en Angleterre. — Les organisations ouvrières après 1917 ; leur force matérielle et leurs tendances.

Le « Corn production Act » et le recrutement des Syndicats. — L'atténuation ou la fin des inégalités existant jadis entre les diverses régions, l'élévation du « Standard of life » par un accroissement des salaires plus rapide que celui du prix des choses nécessaires à la vie, la fixation de limites précises à la durée de la journée de travail ne représentent qu'une partie des changements introduits dans la vie de l'ouvrier agricole par l'application de la loi pour le développement de la production du blé.

Comme le « Trade Board Bill » de 1909 (1), en imposant la création de bureaux d'industries dans les métiers féminins, avait eu pour effet de renforcer considérablement les organisations ouvrières, le « Corn

1. Sur l'influence favorable du « Trade Board Bill » sur le mouvement syndical, voir l'histoire du Trade Unionism de Sidney Webb.

Production Act » de 1917, qui rendait nécessaire l'établissement, dans chaque comté, de comités mixtes, a eu pour résultat de donner une impulsion extrêmement vive au recrutement de syndicats d'ouvriers ruraux, de transformer leur masse sans cohésion en une troupe consciente de sa force et très bien organisée.

Événement d'importance qui modifie profondément les traditions de la campagne anglaise. La propagande syndicaliste qui se heurte toujours dans les milieux agricoles aux difficultés qui résultent de l'individualisme campagnard, de la psychologie qu'ont façonnée aux paysans, la solitude, l'effort physique, les sévères conditions de l'existence, trouvait à se développer en Grande-Bretagne des obstacles qui empêchèrent, jusqu'en 1914, les ouvriers agricoles de se coaliser.

Les ressources du laboureur sont si mesurées avant la guerre qu'il ne parviendrait qu'avec peine à payer la cotisation syndicale, d'autant plus utile cependant que les frais d'une organisation professionnelle agricole sont relativement très élevés, à cause des réunions très fréquentes et des déplacements que nécessite l'éparpillement des ouvriers.

Ceux-ci savent, d'autre part, que leurs tentatives de coalition les exposeraient à la vindicte des fermiers. Comme administrateurs de la loi des pauvres, comme magistrats de qui dépend la police des meetings en plein air, comme propriétaires des cottages où vivent les ouvriers, les employeurs ont maintes oc-

casions de manifester aux partisans des syndicats leur hostilité. Ils le font souvent et l'on cite, avant 1914, des chefs d'entreprises, qui ne louent les hommes qu'à la semaine, afin de pouvoir expulser à leur gré les « avancés ».

Aussi, l'organisation syndicale des ouvriers ruraux est-elle, en 1914, sans prestige et sans force.

Sous le nom d'Union des ouvriers du sol, elle a connu quarante ans auparavant quelque prospérité. En 1874, la propagande acharnée de Joseph Arch a rallié au syndicat plus de 86.000 membres, mais l'échec ultérieur du mouvement (1) a ruiné pour plusieurs décades la cause de l'Association. En 1877, il n'y a plus que 55.000 syndiqués ; 24.000 en 1878 ; 10.000 l'année suivante. Depuis, la troupe des fidèles s'est constamment réduite et elle ne compte plus en 1889, que 4.200 individus.

Rapide historique. — Il en est ainsi jusqu'en 1912. A cette époque, le « National Insurance Act » force pratiquement, chaque salarié, à devenir membre d'une société de secours mutuels approuvée. Les syndicats s'empressent d'utiliser la faculté qui leur est laissée de recueillir des cotisations et de distribuer des secours. Les avantages précis qu'ils peuvent ainsi proposer à leurs membres augmentent dans de fortes proportions leurs possibilités de recrutement. Tan-

1. Echec provoqué par des divisions au sein du Comité directeur de l'Union dont une partie des chefs, tel Mathieu Vincent, souhaitait la reconstitution des petites propriétés paysannes, par l'extension du régime des allotments.

dis que le nombre des syndiqués parmi les ouvriers urbains les moins spécialisés croît de plusieurs centaines de mille, à la campagne quelques milliers de travailleurs viennent renforcer les organisations existantes qui, malgré cet appoint, ne comptent guère plus de 10.000 adhérents à l'époque des hostilités.

Deux syndicats se disputent à cette époque les adhésions des ouvriers. Ce sont : « The Workers Union » (Union des travailleurs) et « The National Union of Agricultural Workers » (Syndicat national des travailleurs agricoles).

Certaines divergences de méthodes séparent ces deux associations. La première, fondée en 1898, pour l'enrôlement des manœuvres sans spécialité ou occupés dans des métiers non spécifiquement définis, souhaite ajouter aux 200.000 membres qu'elle a réunis dans les villes, les journaliers de l'Agriculture.

« The National Union of Agricultural Workers » considérant que l'ouvrier du sol exerce une profession qualifiée, se refuse, au contraire, à mêler dans une organisation commune les hommes des villes et ceux des champs.

Des intelligences françaises déploreraient cette dualité. Elle est cependant conforme aux mœurs britanniques où, dans une même profession, 10, 20 syndicats, parfois davantage, coexistent, tous groupés d'ailleurs au sein du Congrès des Trade Union et du Labour Party.

La concurrence indéniable qui existe entre les militants des organisations rivales n'émeut pas leurs chefs

qui y voient la possibilité de satisfaire les préférences individuelles et d'assurer ainsi l'incorporation d'un plus grand nombre de travailleurs. En fait, c'est la « National Union of Agricultural Workers » qui recueillera le plus grand nombre d'adhérents.

Fondée en 1906, dans le Comté de Norfolk, elle s'intitulait primitivement : « Eastern Counties Agricultural Labourers and Small holders Union » (1). En 1912, son activité déborde le cadre limité qu'elle s'était d'abord attribué ; elle prend le titre de « Syndicat national des ouvriers agricoles ».

A vrai dire, elle ne mériterait peut-être pas déjà une dénomination si générale. Sur 692 réunions tenues par ses militants, 438 l'ont été dans le seul Comté de Norfolk. Ses moyens d'action sont réduits. Le chef de l'Union, le vénérable Georges Edwards, voyage lentement à bicyclette pour ne pas épuiser trop rapidement la caisse commune.

A partir de 1917, grâce au « Corn Production Act », les travailleurs, désormais assurés de la protection officielle, rallient en grand nombre le Syndicat.

Sa situation financière se transforme.

En 1917, le total des cotisations perçues s'élève à 4.570 livres sterling, celui des droits d'inscription à 235 livres.

En 1918, 30 propagandistes appointés font campagne à travers les comtés. 3 membres du Comité

1. Syndicat des ouvriers agricoles et petits exploitants des Comtés de l'Est.

directeur de l'Union sont candidats aux élections générales et n'échouent qu'à de faibles minorités.

Le total des cotisations est de 23.124 livres sterling, celui des droits d'inscription de 1.650 livres. Pour la première fois, le Syndicat a pu participer au fonds électoral du Labour Party, auquel il a versé plus de 1.000 livres

En 1919, les progrès continuent, toujours plus rapides. Les chefs du mouvement annoncent avec fierté que le total des recettes a été de 57.687 livres, contre 31.191 livres de dépenses.

En 1920, la situation est plus florissante encore avec 73.361 livres de recettes et 198.000 cotisants répartis dans 2.835 sections. La cotisation hebdomadaire de 4 pence assure aux ouvriers des avantages importants : une indemnité de 12 shillings par semaine en cas de grève, de lock out ou de congédiement pour faits de grève ; des allocations de 10 shillings par semaine, pendant quinze jours en cas d'accident, de 20 livres en cas d'invalidité permanente ; l'assistance judiciaire des avocats de l'Union.

Georges Edwards, le secrétaire des groupements, est devenu député de Norfolk méridional et le président : William Robert Smith est lui aussi membre du Parlement.

Le siège social du Syndicat installé à Londres, 72 Acton Street, a les apparences cosuées d'une riche maison de commerce ou de banque. Le Syndicat des ouvriers agricoles est devenu une puissance du monde des Trade Unions.

Connue de son côté : « l'Union of Workers » compte dans ses rangs 100.000 travailleurs agricoles : en juillet 1920, on peut estimer que sur 700.000 ouvriers ruraux, 300.000 sont syndiqués.

Derniers venus dans les associations syndicales, quel parti vont prendre les ouvriers agricoles, entre les deux tendances qui, au lendemain de la guerre, divisent le monde ouvrier anglais ? L'Union nationale appuiera-t-elle de ses votes les vieux syndicats modérés dans leurs revendications, prudents dans leurs méthodes et dans leurs actes ? Subira-t-elle, au contraire, l'ascendant des doctrines révolutionnaires, appliquées en Russie ?

L'esprit du syndicat. — C'est incontestablement vers la traditionnelle attitude du syndicalisme britannique que s'orienteront immédiatement les ouvriers de la terre (1). Leurs chefs ne renoncent évidemment pas à un idéal révolutionnaire, qui trouve périodiquement l'occasion de se manifester au grand Congrès des Trades Unions. Chaque année les mêmes manifestations s'y renouvelleront. Dès 1918, le Congrès vote « que le Gouvernement doit assurer le contrôle de la terre cultivable et prendre en mains sans délai la production, la distribution de tous les pro-

1. La petite propriété n'est pas une revendication des syndicats. A la fin de 1919, ils font campagne pour l'inclusion de l'agriculture dans la loi de huit heures, pour l'uniformisation des salaires sur toute la contrée, pour une politique de constructions d'habitations.

duits. En 1919, considérant que le système agraire est injuste, les ouvriers réitèrent leur demande d'une « nationalisation complète du sol ».

- En 1920, l'assemblée générale du Labour Party déclare solennellement que : « la terre, seul facteur de la production à la fois indispensable à l'homme et incapable d'expansion par les moyens humains est la propriété de la nation dans son ensemble. Le présent système qui traite la terre comme une propriété privée et interdit son libre accès au travailleur, entrave l'industrie, gêne la production, surpeuple les villes en dépeuplant les campagnes, abaisse le niveau de la santé publique, physique et morale ; entrave l'exercice de l'indépendance politique, économique et sociale, oblige les ouvriers à payer un tribut pour l'usage de ce qui devrait appartenir à tous ». Ce sont là des tirades que le délégué à la propagande, soucieux de recruter des adhérents et de percevoir des cotisations, oubliera souvent dans ses bagages. En revanche, il répandra à profusion à travers les comités, les tracts syndicaux bleus et roses édités par l'Union pour recruter des adhérents.

Que disent ces brochures ? Elles déclarent : « Les propriétaires s'organisent pour défendre leurs loyers, les fermiers pour défendre leurs profits, les ouvriers doivent s'organiser pour défendre leurs salaires ».

Elles rappellent aux ouvriers les dures conditions d'autrefois : « Souvenez-vous des 10 shillings avec lesquels vos parents durent élever leur famille ? Rappelez-vous qu'ils travaillaient parfois quatre-vingts

heures par semaine, sans connaître le repos du samedi et même celui du dimanche ».

Plus loin, un tableau synoptique résume les avantages matériels que les sociétés de secours mutuels du Syndicat garantit à ses membres.

Littérature qui n'a rien de très révolutionnaire; qui vise à toucher l'ouvrier dans ses aspirations les plus simples, les plus précises et les plus limitées : travailler moins et gagner plus.

Il existe pourtant, en dehors des vœux déclamatoires émis dans le Congrès des Trades Unions, une doctrine agraire du Labour. C'est un des traits du nouvel esprit du syndicalisme qu'il ne discute plus les questions du seul point de vue de l'avantage matériel de l'ouvrier, mais en envisageant l'intérêt général de la communauté.

Les syndicalistes ruraux obéissent à cette tendance et une courte brochure du Labour Party publiée par le Syndicat National expose le programme établi par les ouvriers.

Dans un but électoral, maints articles en sont destinés à gagner la sympathie des fermiers. Les lois sur la chasse ont conservé, en Angleterre, une rigueur excessive, les dégâts causés aux récoltes par les lièvres et les lapins, les obstacles mis à la culture par l'entretien de réserves au sein des régions les plus fertiles exaspèrent les fermiers. Le Labour promet naturellement d'abolir ces dispositions archaïques, héritées des temps médiévaux.

Les taxes locales, réparties selon des modalités trop

anciennes, frappent inégalement les agriculteurs qui en réclament depuis longtemps la révision. Le Labour promet des réformes qui satisferont les fermiers.

La vie à la campagne, pénible et triste, amène l'émigration de la population rurale. Le labour se charge d'y remédier. Qu'il prenne le pouvoir et l'on multipliera les écoles et le nombre des professeurs chargés de distribuer l'enseignement. Chaque groupe de paroisses disposera d'un hôpital et dans chaque village des terrains de jeux, des clubs, permettront à la population de jouir des distractions qui lui manquent aujourd'hui.

Mais l'on sent que le grand problème n'est pas là. Le « Labour Party », expression politique de la classe ouvrière organisée, tient à garantir à l'ouvrier agricole un salaire qui ne soit pas inférieur à celui des ouvriers des villes et qui assure aux travailleurs un degré suffisant de bien-être et de confort. Le « Labour » est, par conséquent, favorable au salaire minimum et aux institutions qui permettent de le déterminer et de le faire appliquer.

Mais il n'échappe pas aux techniciens du parti que le chiffre du salaire dépend dans une étroite mesure de la prospérité de l'industrie. Les ordres émis par le Wages Board depuis l'année 1917 seraient restés lettre morte, si les rémunérations qu'il allouait aux ouvriers avaient excédé la capacité de l'agriculture. Il ne suffit pas d'imposer au fermier un certain salaire; il faut lui permettre de vendre à un prix cor-

respondant aux charges qu'on lui impose, les produits de son exploitation. Le « Corn production Act », en fixant des prix garantis pour les céréales, est arrivé à ce résultat. Mais son application est limitée à quatre années. Si l'aide accordée par le Gouvernement à l'agriculture n'est pas renouvelée à nouveau, le cours des prix indigènes dépendra des prix mondiaux et ceux-ci sont trop bas pour couvrir les frais des fermiers.

L'établissement des tarifs protecteurs, à l'abri desquels les agriculteurs anglais pourraient continuer la culture du blé, constituerait une solution. Le Labour dont la clientèle reste en majeure partie industrielle ne peut soutenir un tel système, qui provoquerait une augmentation artificielle du coût de la vie.

Il n'y a donc qu'un remède : assurer une meilleure exploitation de la terre, accroître la production par une politique agricole orientée par l'Etat selon les grands intérêts de la nation. Conclusion qui n'a rien de révolutionnaire, même si elle amène à sa suite l'indication, sans laquelle le manifeste travailliste pourrait être celui du parti conservateur ou de l'Union des fermiers, que la nationalisation du sol et l'établissement du contrôle ouvrier permettent seuls de porter au maximum le rendement de l'agriculture britannique.

* * *

Les syndicats agricoles, modérés dans leurs revendications, le sont aussi dans leur action. Leurs mili-

tants, lorsqu'ils siègent au Comité de districts, leurs chefs londoniens au sein du Central Wages Board soutiennent âprement les revendications ouvrières, mais sans violences de langage, ni brutalités intempestives. La dignité de leur attitude, la sincérité de leur politique contribuent fortement à faire disparaître les préventions des fermiers.

Dans le Comté d'Oxford où 90 0/0 des travailleurs agricoles sont syndiqués, les fermiers passent pour être favorables à l'organisation corporative des ouvriers. A Henford, en avril 1920, une réunion mixte, organisée par l'Union des fermiers et celle des ouvriers, étudie la question du syndicalisme. Les fermiers refusent de promettre de n'occuper que des syndiqués, mais les deux parties s'entendent pour inviter les employeurs et les salariés dissidents à joindre leurs organisations respectives.

En décembre 1920, le secrétaire adjoint de la « National Union of Agricultural Labourers » (1) va jusqu'à déclarer que les syndicats industriels ne sont pas capables d'aider les ouvriers agricoles, parce que, dans le passé, les villes industrielles n'avaient été intéressées à l'agriculture que par le bon marché des produits. Or, les ouvriers savent que le bon marché des produits implique des salaires inférieurs et ils sont prêts à faire cause commune avec les fermiers pour faire de l'agriculture la première des industries du pays.

1. Le 11 décembre 1920 : M. Lowell.

Ainsi, le mouvement syndical, loin d'introduire dans la vie campagnarde, les sentiments haineux de la lutte de classe, semble favoriser, au contraire, l'établissement de relations cordiales entre les entrepreneurs et leurs collaborateurs.

Mais cette entente dépend du maintien d'une politique agricole qui permette d'assurer à la fois des salaires minima et des prix de vente rémunérateurs aux ouvriers et aux fermiers anglais.

En raison des hauts prix du marché mondial, cette politique a pu être poursuivie depuis 1917 sans qu'il en coûte au contribuable britannique. Le problème qui se pose à partir de 1920 est de savoir s'il peut continuer longuement à en être ainsi.

CHAPITRE IX

CONTRADICTIONS DE LA POLITIQUE AGRICOLE DU GOUVERNEMENT BRITANNIQUE

Le Gouvernement britannique décide de poursuivre pendant la paix la politique des prix garantis et du salaire minimum. — Le vote de l'Agriculture Bill. — Le fléchissement des cours du marché mondial amène une volte-face du Cabinet de Coalition.

L'Agriculture Bill. — Les interventions du Gouvernement britannique dans l'industrie agricole avaient eu pour but, avant 1914, de reconstituer en Angleterre de petites propriétés. Fidèles, par ailleurs au libéralisme économique, les hommes d'Etat britanniques depuis l'abolition des « corn laws » n'avaient pas cherché à enrayer la lente évolution qui réduisait chaque jour davantage la participation de l'agriculture britannique dans le ravitaillement national.

Il a fallu la prolongation de la guerre, les atteintes portées par le développement de la lutte sous-marine à la suprématie maritime de la Grande-Bretagne pour que celle-ci, comprenant soudain le péril où la plaçait sa dépendance de l'étranger en matière de produits alimentaires, tentât de stimuler la culture en concédant aux fermiers la garantie de prix minima.

Le « Corn production Act » a eu, à ce point de vue,

d'incontestables résultats : en deux années l'augmentation de la superficie des terres labourées a été de 1.500.000 acres environ. Ces résultats ont été d'autant plus heureux qu'ils ont été acquis sans dépense effective pour le Trésor anglais. Les prix garantis fixés en 1917 ont été sans discontinuer inférieurs à ceux des céréales sur le marché mondial, la garantie du Gouvernement britannique ayant seulement joué pour donner aux agriculteurs une parfaite sécurité.

Or, cette sécurité qui, jusqu'en 1920, a été entière, importe-t-il de continuer à l'assurer aux fermiers? Le « Corn production Act » renferme des dispositions qui limitent à cinq années sa validité ; l'intérêt général exige-t-il que cette validité soit prolongée, que la politique d'encouragement à la production agricole, instaurée pendant la guerre, soit continuée pendant la paix? Cela intéresse tous les éléments de la communauté britannique. Du point de vue général, la politique traditionnelle de l'échange des produits manufacturés contre des vivres a été sans conteste avantageuse ; elle a élevé le degré de bien-être de la population laborieuse dans les grands centres ouvriers. En revanche, elle n'a pas été sans de sérieux inconvénients politiques et sociaux. On a pu dire de l'Angleterre qu'elle produisait ce qu'il lui fallait pour manger du vendredi soir au lundi matin, et on a expérimenté pendant la guerre à quels risques cette dépendance exposait la nation. Socialement, le « laissez-faire » agricole a certainement contribué à concentrer la population dans les grandes villes et à di-

minuer la situation des ouvriers ruraux. On a vu, en effet, dans la première partie de cet ouvrage, les conséquences qui résultaient de la réduction continue des emblavures et de l'extension des pâturages dont les besoins en main-d'œuvre sont infiniment inférieurs à ceux de la culture du blé.

Fermiers, ouvriers ruraux, citoyens préoccupés de l'avenir économique de la Grande-Bretagne attendent donc avec impatience, que le Gouvernement fasse connaître au pays la politique agricole qu'il entend suivre. Et parmi ceux qui attendent ainsi les décisions du Cabinet de coalition, les plus impatients sont sans doute les membres du Wages Board.

Au cours de 1919, les salaires fixés par eux au mois de mars de la même année ont pu être maintenus sans variations, mais une demande des représentants ouvriers a invité la commission le 9 janvier 1920 à élever de 50 shillings par semaine, chiffre que les salariés prétendent correspondre à la hausse du prix de la vie, les minima qu'elle avait établis neuf mois auparavant. Or, les membres indépendants du Wages Board, d'accord avec les délégués des fermiers, estiment ne pouvoir prendre de décision sans connaître les projets du Gouvernement britannique.

Ce n'est qu'à la fin de mars que ceux-ci sont connus. Le Cabinet de coalition, où le parti conservateur dispose des plus grandes influences, s'est décidé à proposer au Parlement un nouveau projet de loi qui, reprenant les dispositions du Corn Production Act,

en étend la durée, en fait la charte future de l'Agriculture. Cette décision ne peut surprendre de la part d'un Gouvernement dont la majorité conservatrice s'est toujours montrée soucieuse de l'indépendance politique et économique du royaume, et qui recrute aussi une grande partie de sa clientèle dans les districts ruraux.

Le projet gouvernemental s'est donc inspiré très étroitement de la loi de 1917. Il rend permanentes les stipulations qui accordent aux fermiers des prix de 68 shillings par quartier (1) de 504 livres de blé, de 46 shillings par quarter de 336 livres d'avoine, et il est prévu que chaque année ces prix pourront être révisés sur les indications des inspecteurs du Ministère de l'Agriculture, d'après les variations du coût de production.

Il existe une contre-partie à ces avantages : les pouvoirs concédés par la loi précédente au Ministère de l'Agriculture pour surveiller dans quelles conditions les terres cultivables sont exploitées par les propriétaires ou les fermiers se trouvent confirmés et même accrus.

Une deuxième partie de la loi modifie l'Agricultural Holdings Act ; elle institue au profit des fermiers une sorte de propriété de « l'exploitant agricole » assez comparable à la propriété commerciale qu'on cherche à introduire dans notre législation française. Désormais une indemnité doit être payée par le Landlord au tenancier obligé de quitter la ferme

1. Quarter — 2.724 quintaux.

dont il aura amélioré soit les terres, soit les bâtiments.

Enfin, une troisième et dernière partie du projet d'« Agriculture Bill » concerne l'Agricultural Wages Board. Les pouvoirs de cette institution sont purement et simplement maintenus.

Le projet présenté au Parlement par Sir Arthur Griffith Boscawen y reçoit un favorable accueil. Du côté de la majorité, comme de celui de l'opposition, les députés citadins se rallieront, au moment du vote, à l'opinion de leurs collègues des campagnes. Ceux-ci, parmi la majorité, sont des fermiers ; ceux-là, dans le Labour Party, devenu « Her Majesty's Opposition » représentent des ouvriers. C'est dire que les premiers s'attachent surtout aux prix garantis ; les seconds au Wages Board. Au fond, chacune des deux parties a ses raisons d'être favorable à la loi et tout le Parlement à la troisième lecture, approuvera le projet du Gouvernement.

Les débats parlementaires ont cependant montré à beaucoup de reprises les tendances opposées des deux factions de la collectivité agricole. Les fermiers accepteront évidemment le Wages Board. Mais le discours du capitaine Fitzroy — leur chef — montre leurs vrais sentiments à son égard : « Vous promettez un salaire minimum à l'ouvrier lorsqu'il est employé — déclare le capitaine Fitzroy — mais lui garandissez-vous d'être employé ? ». Les porte-paroles des fermiers demandent l'assurance qu'en cas de retrait des prix minima le Wages Board serait supprimé.

Le Labour votera les prix garantis, mais M. Smith, chef du Syndicat National des Travailleurs agricoles, dit quelles réserves cette politique suggère aux représentants ouvriers : « Vous estimez nécessaire et conforme à l'intérêt national de garantir leur sécurité aux fermiers. Mais, dit-il, vous savez bien qu'ils ont acheté leurs terres et cela prouve leur confiance en l'avenir. Vous savez aussi qu'ils n'ont jamais voulu dévoiler leurs bénéfices pour l'income-tax. Nous reprochons à la loi de ne pas pousser à l'amélioration des méthodes de culture. Nous ne croyons pas à ces inspecteurs que vous chargez de vérifier le bon aménagement de la terre. Nous voudrions donner à l'industrie une base économique, ne pas la soutenir par l'impôt. C'est en développant l'éducation, l'organisation, la coopération, en améliorant les transports, en réformant ou en abolissant les lois sur le gibier, en revoyant la question des taxes locales qu'il faut traiter la politique agricole. »

La discussion fournit l'occasion de distribuer de nombreux compliments à l'Agricultural Wages Board. Le Gouvernement s'associe aux hommages qui lui sont décernés des diverses parties de l'Assemblée. Un amendement des députés gallois obtient toutefois que le Pays de Galles, en raison de ses caractères particuliers, soit soustrait au pouvoir de la Commission centrale. C'est la seule modification importante apportée au projet gouvernemental qui devient définitif avec l'assentiment royal, accordé le 23 décembre 1920. Le fait que l'Agriculture Bill a rallié les

suffrages patronaux et ouvriers montre que les fermiers et les travailleurs ont le sentiment qu'ils ont tous deux à gagner à faire de l'Agriculture une industrie qui paie.

La lutte pour les salaires. — Tandis que se déroulent au sein de la Chambre des Communes les débats sur l'Agriculture Bill, dans des formes moins parlementaires mais où s'expriment avec plus d'énergie les tendances des parties adverses, se discute à la Commission des salaires la demande d'augmentation présentée par les ouvriers. La revendication d'un minimum de 50 shillings par semaine, présentée le 8 janvier, tend à élever d'une façon considérable le niveau des salaires agricoles. A cette date, dans 26 circonscriptions sur 39, le minimum oscille entre 36 shillings et 37 sh. 6. Les districts les plus favorisés jouissent de minima compris entre 38 et 42 sh. 6, et parmi ces derniers, il n'en est que 3 pour lesquels le salaire dépasse 40 shillings.

De telles exigences déroutent dans quelque mesure les membres indépendants de la Commission qui, après de longues hésitations, finissent pourtant par obtenir des fermiers une augmentation de 4 shillings par semaine, pour les travailleurs de plus de 21 ans. Cette mesure est applicable à dater du 19 avril 1920, et, comme le montre le tableau ci-dessous, elle est combinée de manière à uniformiser les salaires sur la plus grande partie du territoire.

Dans 18 circonscriptions les salaires passent de :

	36 sh. 6 à 42 sh.	par semaine
Dans 1 de 37 sh.	à 42 sh.	—
Dans 6 de 37 sh. 6	à 42 sh. 6	—
Dans 1 de 38 sh.	à 42 sh.	—
Dans 4 de 38 sh.	à 42 sh.	—
Dans 3 de 39 sh. 6	à 43 sh. 6	—
Dans 1 de 40 sh.	à 44 sh.	—
Dans 2 de 40 sh. 6	à 44 sh. 6	—
Dans 1 de 41 sh.	à 45 sh.	—
Dans 1 de 41 sh. 6	à 45 sh. 6	—
Dans 1 de 42 sh. 6	à 46 sh. 6	—

La concession obtenue des fermiers est loin de satisfaire les représentants ouvriers qui, depuis plusieurs mois, font leur propagande dans la campagne en promettant aux travailleurs le minimum de 50 sh. La décision de la Commission apporte pourtant une amélioration sensible des conditions anciennes. Si on réunit, en effet, tous les districts et toutes les classes d'ouvriers agricoles, y compris ces catégories de travailleurs qualifiés dont nous avons vu qu'elles jouissent toujours de rémunérations plus élevées, on constate que le taux moyen des salaires était en janvier 1914 de 19 shillings, tandis que le récent arrêté du Wages Board porte ce minimum à 47 sh. 7. L'accroissement sur 1914 est donc de 26 sh. 7 par semaine, soit 140 0/0, proportion légèrement supérieure à celle de l'élévation du prix de la vie.

De plus, le chiffre de 1914 représente le salaire moyen, celui de 1920 est un minimum. D'autre part, il faut tenir compte du nombre d'heures de travail auquel les salaires comparés correspondent ; il en

résulte que si l'on évalue le bénéfice retiré par l'ouvrier de la réduction des heures de travail qui entraîne une augmentation des sommes gagnées en heures supplémentaires, l'accroissement des salaires entre 1914 et 1920 apparaît très supérieur à 140 0/0.

En vain, ces calculs sont-ils placés sous les yeux des représentants ouvriers, qui maintiennent avec la plus grande énergie leurs revendications. L'opposition extrêmement vive qu'elles rencontrent chez les fermiers amène les deux partis à exposer plus librement qu'ils ne le font au cours de la discussion de l'Agriculture Bill, comment ils comprennent le fonctionnement du Wages Board. La thèse ouvrière s'appuie — déclarent ses défenseurs — sur le texte même de la loi : « Le Wages Board doit fixer des minima tels que le travailleur puisse se maintenir, ainsi que sa famille, au niveau de bien-être raisonnablement compatible avec la nature de son occupation. » Cette disposition doit être seule à guider la Commission qui n'a pas à envisager les conséquences qui peuvent résulter pour l'industrie agricole de son application.

— Et les représentants ouvriers déclarent que, dans les autres occupations, spécialement dans les chemins de fer, les salaires s'étant accrus davantage que ceux des ouvriers ruraux, il n'y a pas de raison pour que ces derniers, souvent plus spécialisés et pour le moins aussi utiles qu'un homme d'équipe, ne soient pas aussi favorisés.

Les employeurs ont de nombreux arguments à opposer à ceux des ouvriers. « D'une part, — préten-

dent-ils — l'augmentation de la vie ne pèse pas aussi lourdement sur les travailleurs agricoles que sur ceux de l'industrie. En second lieu, les cours fixés par le Board sont des minima et, dans bien des cas, des salaires plus élevés sont payés aux meilleurs ouvriers. Enfin, et c'est par là que la thèse des employeurs est si catégoriquement différente de celle des salariés, les dispositions du « Corn Production Act » doivent être considérées comme un tout. Le Wages Board en fixant un minimum de salaires doit considérer les conséquences que ses arrêtés peuvent avoir pour la production. Or, toute nouvelle augmentation aurait pour effet d'amener une réduction des surfaces cultivées, et, par la suite, des quantités de main-d'œuvre employées.

L'attitude du Wages Board. — De laquelle de ces doctrines les membres indépendants de la Commission vont-ils s'inspirer pour considérer une fois encore la revendication des 50 shillings? Dans une déclaration qu'ils rendent publique les membres indépendants font connaître qu'ils ne peuvent, à leur avis, perdre de vue le problème de la culture des céréales nécessaire à la fois et au ravitaillement et au maintien d'une population nombreuse sur le sol anglais. Ils ne peuvent admettre, d'autre part, si les résultats financiers du fermage sont actuellement insuffisants, que le remède aux maux de l'Agriculture consiste en un « under-payment » des travailleurs ruraux. Il appartient au Gouvernement de prendre telles mesu-

res qui peuvent être nécessaires pour établir sur une base rationnelle la condition économique et sociale des travailleurs du sol.

De telles déclarations, malgré les concessions qu'elles font à la thèse des fermiers, ne manquent pas de servir la propagande ouvrière. L'agitation du monde campagnard atteint vers le mois de juin 1920 son point culminant. Les délégués des Syndicats agricoles ont beau jeu à opposer les prix garantis par l'Agriculture Bill aux salaires insuffisants maintenus par la Commission.

Le 16 juin 1920, un article sensationnel du « Daily Herald » menace la société anglaise d'une grève générale des ouvriers ruraux et une grève locale dans le comté de Cheshire donne quelque vraisemblance à cette prédiction. Dans tous les périodiques ouvriers, on compare la rémunération du cultivateur à celle de l'ouvrier de la manufacture et surtout du cheminot et du policeman campagnards. La publication des gains de ces travailleurs démoralise le laboureur.

Le Wages Board, à qui les comités de districts font part de l'agitation grandissante et des menaces de grève, décide donc une nouvelle augmentation de 4 shillings par semaine qui porte le minimum à 46 shillings dans 26 circonscriptions, à 50 sh. 6 dans 18 autres.

On est au mois d'août 1920 et la menace d'une grève qui serait désastreuse à cette époque est ainsi écartée.

* * *

C'est avec les mêmes salaires qui leur ont été donnés à l'époque de la moisson que les ouvriers agricoles vont commencer à accomplir les travaux de labour et d'ensemencement préparatoires de la récolte de 1921.

Malgré les dires des fermiers, les hauts salaires édictés par le Board n'ont pas provoqué un important chômage et si on signale ici et là, dans certaines foires de domestiques, que certains auraient accepté de se louer pour un salaire inférieur au minimum, ces cas demeurent exceptionnels. Les fermiers encouragés par les prix garantis n'ont pas sensiblement diminué la superficie de leurs emblavures, et quand l'année 1921 commence, les cours du froment à la Bourse de Londres, oscillant entre 85 et 77 shillings restent supérieurs à ceux garantis par la loi.

Pourtant au cours de cette année 1920, qui a marqué le ralliement du Gouvernement anglais à une politique active d'encouragement à la production agricole, la situation économique du monde s'est profondément transformée. Depuis le mois de mai 1920, les cours du blé à Chicago n'ont cessé de s'abaisser. Cette tendance s'est maintenue depuis le début de l'année 1921, et pour des observateurs avertis, il est incontestable qu'un sérieux affaissement des prix des céréales sur le marché mondial doit être attendu.

En mars, le Gouvernement britannique préoccupé de restaurer l'équilibre de ses finances doit s'aperce-

voir que les prix assurés aux fermiers pour la prochaine récolte coûteront environ 20 à 30 millions de shillings au contribuable anglais. Aucun Chancelier de l'Echiquier ne pouvait accepter d'obérer chaque année d'une dépense si lourde un budget déjà écrasant. Le Gouvernement décide donc de revenir sur l'Agriculture Bill, dont au début d'avril, il demande aux Communes l'abrogation. « Nous nous sommes trompés, confesse dans un discours le Ministre de l'Agriculture.

« Depuis l'Agriculture Bill, trois faits se sont produits.

« La chute des prix a été infiniment plus soudaine et plus forte qu'on ne s'y attendait. Le blé américain a baissé de moitié, l'avoine est passée à 63 shillings le quarter à 41 ou 42 shillings. La situation financière du pays a empiré du fait de la grève des charbons. On a refusé aux mines tout subside ; on en refuse à toutes les industries, on ne peut les continuer à l'Agriculture. Il n'y a d'autre alternative que de supprimer la garantie des prix minima et, par conséquent, de supprimer aussi le contrôle des cultures et l'Agricultural Wages Board. »

CHAPITRE X

EXAMEN DE L'ŒUVRE DU WAGES BOARD

L'existence du Wages Board est-elle solidaire de celle des prix garantis. — L'avis des ouvriers. — Celui du Gouvernement et des fermiers. — Notre opinion.

Le « Repeal Bill ». — C'est moins de cinq mois après l'ultime ratification de l'Agriculture Bill que le Cabinet de coalition a annoncé sa détermination de demander aux Communes l'abandon de la politique qu'il venait de leur faire sanctionner.

On a rarement vu dans l'histoire parlementaire britannique volte-face si complète et si prompt, mais la docile majorité ne le reproche pas à son Gouvernement. C'est à cette époque dans la société anglaise un sentiment si unanime qu'il faut coûte que coûte restaurer l'équilibre budgétaire et rétablir le prestige du sovereign qu'on ne discute guère les raisons financières par lesquelles Sir Arthur Griffith Boscawen et ses collègues peuvent justifier leur revirement (1).

1. Il y a eu cependant quelques protestations. Le 17 août 1921, au « Conseil de l'Agriculture », Lord Bledisloe propose une motion ainsi conçue : « Ce Conseil désire respectueusement représenter au Gouvernement de Sa Majesté que des changements constants, soudains, profonds dans la politique agricole de la nation sont destinés à réduire la production nécessaire au ravitaillement de la

A vrai dire, en décidant de considérer l'Agriculture Bill comme un ensemble, et de rapporter à la fois toutes ses dispositions, les ministres ont su écarter avec habileté l'opposition éventuelle des fermiers. Tandis que tous les agriculteurs subissaient les ordres du Wages Board, une partie d'entre eux seulement jouissaient des prix garantis; la suppression du salaire minimum compense le dommage des derniers, satisfait les vœux des premiers, réjouit, par conséquent, l'unanimité des patrons.

En revanche, l'abrogation de l'Agriculture Bill a lieu sans compensation pour les ouvriers (1). Le parti travailliste et les syndicats agricoles vont donc tenter de convaincre l'opinion publique que le salaire minimum doit et peut survivre aux prix garantis. C'est sur cette revendication ouvrière que se concentreront les débats auxquels vont donner lieu au Parlement et ailleurs le nouveau projet présenté par le Gouvernement.



Le Ministre de l'Agriculture, ce même Sir Arthur Griffith Boscawen qui, six mois auparavant, faisait, aux applaudissements unanimes, la louange de l'œu-

nation et à causer un irréparable préjudice à l'Agriculture Anglaise et à toutes les classes de la communauté britannique. »

1. Le salaire minimum intéressait aussi bien les ouvriers de l'industrie que ceux des champs. Leurs intérêts sont liés dans cette question. Si le travailleur campagnard est mal payé, il accourt vers les industries et constitue une réserve où les employeurs peuvent faire leur choix, ce qui constitue un gros obstacle à l'élévation du « standart » des travailleurs non spécialisés.

vre de la Commission des salaires, expose ainsi les raisons pour lesquelles il faut supprimer le Wages Board :

Le principe du salaire minimum, qui est justifiable dans les industries « *sweated* », où beaucoup de femmes sont employées, ne l'est pas dans une industrie aussi compliquée que l'agriculture, et c'est pourquoi les prix garantis et le minimum de salaires ont toujours été liés. D'autre part, le fonctionnement du Wages Board (1) a révélé trois inconvénients principaux : sa politique a été trop rigide ; il a fixé un minimum trop élevé ; il a abusé de ses pouvoirs de coercition.

Il en est résulté, entre autres dommages, que le minimum est devenu le salaire généralement applicable à tous les ouvriers, bons ou mauvais, qualifiés ou non ; que la détermination des heures de travail a introduit dans la ferme le rigide système de la manufacture ; que des quantités d'hommes ont été licenciés par des fermiers parce qu'ils étaient moins capables ou moins vigoureux ; enfin que le droit de poursuivre l'exécution des ordres du Board a jeté le trouble dans les relations des ouvriers et de leurs patrons.

Les travailleurs répondent à ce réquisitoire par de très sérieux arguments. Ils ont beau jeu d'abord de souligner la « rupture de promesse » d'un Gouvernement qui avait prévu lui-même un préavis de

1. Au point de vue financier, le « Wages Board » et les Comités de district représentaient une dépense de 41.000 livres sterling.

quatre années à toute abrogation de l'Agriculture Bill. Ensuite et touchant cette fois le fond du débat, leurs représentants rappellent que, bien avant les prix garantis, il avait été question de créer, dans l'agriculture, un Wages Board, et il est vrai, comme nous l'avons vu au début de cet ouvrage, que M. Lloyd George et d'autres membres du Gouvernement de 1913, qu'une fraction des jeunes députés du parti conservateur avec Lord Astor, avaient préconisé avant la guerre de traiter l'agriculture comme une industrie sweated, et de lui appliquer le système du minimum de salaire. « Vous reprochez, disent encore les ouvriers au Ministre, que le Board ait été trop généreux, mais nous étions prêts à consentir des réductions de salaires, si on nous avait montré que la situation le nécessitait. Vous reprochez les pouvoirs de contrainte, mais ces pouvoirs protègent autant le bon patron que l'ouvrier. En supprimant la Commission des salaires, vous brisez dans son essor l'organisation syndicale, vous donnez l'impression à l'ouvrier qu'on l'abandonne. »

Appréciation personnelle. — Etranger à l'Angleterre, libre de toute attache avec l'une ou l'autre des parties adverses, que retenir de la thèse des travailleurs et de celle du Gouvernement?

La question doit être examinée dans les principes et dans les faits — autrement dit l'institution d'un Wages Board dans l'agriculture anglaise était-elle défendable au point de vue théorique?

Dans l'affirmative, la politique suivie par l'Agricultural Wages Board devait-elle être critiquée?

On sait que l'Angleterre considère comme industrie *sweated*, c'est-à-dire pouvant donner lieu à l'institution des Trade Boards, — ces conseils mixtes chargés d'élever le taux des salaires — « toute industrie où les salaires couramment appliqués sont exceptionnellement bas par rapport à d'autres industries. » La loi du 20 octobre 1909 (1) qui contient cette définition vise quatre métiers déterminés : la confection de vêtements en gros, la fabrication de boîtes en bois ou carton, le finissage de la dentelle, la fabrication de chaînes martelées. Ces industries présentent, en dehors de l'insuffisance des rémunérations, des caractéristiques dont les principales peuvent se résumer ainsi : travail exécuté par un personnel entassé dans des locaux d'une très défectueuse hygiène, ou bien tâches exécutées à domicile, le plus souvent par des femmes ou des mères de famille assez inaptées à un travail productif, et en dehors de toute organisation professionnelle.

Les conditions de travail dans l'agriculture anglaise ont quelque analogie sur certains points avec celles que nous venons de décrire. Les salaires y sont très inférieurs à ceux des ouvriers occupés dans les autres industries du pays; ils sont insuffisants pour permettre au travailleur agricole d'avoir un logement convenable et l'ouvrier, obligé d'accepter

1. Trade Boards Act. 1909.

les cottages qui lui sont fournis par l'employeur, est privé de l'indépendance hors de laquelle les syndicats ne peuvent se recruter et se développer. De plus, la journée de travail, sans limites précises, se prolonge très au delà des bornes fixées dans les villes. En revanche, le nombre des femmes employées par l'agriculture est très réduit (1) et les conditions du travail sont d'une salubrité à peu près parfaite.

Abstraction faite de ces dernières circonstances, il semble donc, si l'on admet que l'intervention de l'Etat puisse se produire en faveur d'hommes adultes, que les principales caractéristiques d'une profession *sweated* sont présentées par l'agriculture où l'isolement des ouvriers, leur culture inférieure, leurs rares loisirs et l'insuffisance de leurs ressources les rendent inaptes à se protéger et à se défendre par leurs propres moyens.

Mais ces conditions ne sont celles que d'une catégorie de travailleurs. Comme nous l'avons vu longuement (2), il existe un nombre appréciable d'ouvriers qui, occupés dans des exploitations petites et moyennes, y font réellement partie du foyer. Autant il paraissait juste et, disons-le, relativement aisé d'intervenir dans les relations des grands fermiers avec leur personnel, autant il paraissait difficile d'introduire les contrôles et les froissements qu'ils entraînent toujours, dans les fermes où les serviteurs

1. En 1914, le nombre de femmes employées à titre permanent dans l'agriculture britannique était de 55.000

2. V. Chap. II et III.

vivent à la même table que leur maître et sous le même toit.

Or, le Corn Production Act, et l'Agriculture Bill ont donné au Wages Board une compétence absolument générale. Il en est résulté ce qui était inéluctable, que tous les petits employeurs se sont dressés contre ses ordres qui leur ont paru intolérables et souvent avec raison. On imagine sans peine quel trouble pouvait apporter dans l'existence d'hommes partageant la même vie, les incursions des inspecteurs chargés de vérifier le taux des salaires et la durée du travail; on conçoit aussi que, s'il était relativement facile de déterminer la valeur de certaines prestations en nature, les décisions par lesquelles était évaluée la pension d'un domestique, par exemple, pouvaient être arbitraires.

C'est des petites fermes que sont venues les plus fortes résistances à l'action de la Commission des salaires. Ce sont leurs exploitants qui ont le plus véhémentement protesté contre elle; il était facile de le prévoir en lisant les textes qui créaient le Wages Board et on aurait pu aisément faire taire une grande partie des plaintes soulevées par sa « rigidité » en stipulant que la compétence de la Commission des salaires était désormais restreinte aux exploitations occupant plus d'un nombre déterminé d'ouvriers.

Le Gouvernement n'a pas choisi cette solution et les raisons par lesquelles il a voulu justifier son attitude étaient difficilement admissibles.

Il était inexact de dire de la Commission qu'en réglementant les heures de travail, elle avait introduit dans l'agriculture le système horaire des manufactures. La façon dont le Wages Board a délimité la durée du travail agricole est, à nos yeux, un excellent exemple. Elle évitait, au contraire, d'imposer une réglementation qui n'eut pas tenu compte des saisons ou, comme on le dit, du soleil. Adopter une durée hebdomadaire de travail, c'était permettre de regagner pendant les belles journées ce qui, durant les mauvaises, avait pu être perdu.

Reprocher au minimum de salaire d'avoir provoqué le chômage, c'était aller à l'encontre des faits, puisque, le 7 mai 1921, à la Chambre des Communes, le Dr. Mac Namara, ministre du Travail, reconnaissait qu'il y avait dans l'agriculture 2.764 chômeurs contre 2.792 l'année précédente.

A notre avis, c'est pour d'autres raisons que le sort de l'Agricultural Wages Board devait être lié à celui des prix garantis.

Le « Corn Production Act » avait donné au Wages Board la tâche de fixer des salaires minima tels que « des ouvriers adultes et valides, travaillant des journées d'une durée normale, jouissent de rémunérations qui leur permettent d'améliorer leur force de travail et d'entretenir leur famille dans un bien-être raisonnablement compatible avec la nature de leur occupation (1) ». Pour la durée nécessaire à

1. Corn Production Act.

la mise en marche du Wages Board la loi fixait un salaire minimum de 25 sh. par semaine.

En présence de ces textes, la tâche de la Commission était claire: elle consistait à prendre comme base les 25 sh., à évaluer le degré de bien-être qu'ils permettaient d'assurer en février 1917, d'après le prix des choses nécessaires à la vie, et au fur et à mesure des variations de ces prix, d'élever le taux du minimum. La Commission aurait édicté ses tarifs sans tenir compte d'autres éléments que ceux fournis par les statistiques indiquant le prix de la vie.

Il existait une autre politique possible, infiniment plus compréhensive, plus soucieuse des intérêts généraux de l'agriculture, plus dangereuse aussi pour l'avenir du Wages Board. Elle consistait à considérer la situation de l'industrie agricole, et à évaluer la charge que cette industrie pouvait raisonnablement supporter pour la rémunération de ses ouvriers. Cette politique avait l'avantage par son équité, de faire participer les ouvriers à une prospérité dont ils étaient les facteurs et, par là, d'élever le niveau général des populations campagnardes auxquelles elle donnait satisfaction.

C'est incontestablement l'attitude qui fut prise par la Commission. Le premier acte du Wages Board, s'il comprend l'étude du coût de la vie dans les régions rurales, comporte aussi une enquête sur les résultats financiers de la culture, en vue de déterminer le prix de revient des produits et les bénéfices des fermiers. La Commission attend les résul-

tats de cette enquête pour déterminer la première augmentation (1), et quand, en 1920, les ouvriers présentent des revendications, les membres indépendants déclarent qu'il leur faut attendre, pour statuer, de connaître la politique agricole du Gouvernement. C'est en tenant compte du maintien des prix garantis, et de la sécurité qu'ils devaient donner aux fermiers que les membres indépendants, devenus les arbitres de la situation, justifiaient leurs décisions. C'était là précisément pour eux le péril.

Du rôle modeste que lui avait assigné la lettre du Corn Production Act, la Commission était passée à une conception beaucoup plus large de son rôle; créée pour déterminer, en fonction du prix de la vie, un salaire minimum, elle s'était laissé entraîner à fixer, d'après les résultats financiers de la culture, un salaire juste. Elle s'était considérée, peut-être par la force des choses, comme une sorte de Conseil d'administration de l'agriculture appelé à fixer le dividende du travail. Elle pouvait sans grands risques s'attribuer cette tâche, aussi longtemps que le maintien des prix garantis donnait aux résultats de l'agriculture une certaine stabilité. Le jour où ceux-ci prenaient fin, la Commission, malgré sa bonne volonté, et la haute équité de ses membres, devenait aveugle. Elle risquait de prendre tous les vices des institutions bureaucratiques chargées de régir des choses d'industrie. De gênante pour quelques-uns, qu'elle

avait pu être jusque-là, la Commission des salaires menaçait après l'abrogation des prix garantis, de se révéler dangereuse pour tous. C'est peut-être ce que sentaient les Ministres qui décidèrent, malgré l'opposition ouvrière, de supprimer le Wages Board. La résistance syndicale a été si énergique qu'on ne peut croire, en effet, qu'un cabinet conservateur ait de gaieté de cœur maintenu une mesure qui lui aliénait les sympathies de ses électeurs ruraux.

La suppression du Wages Board, votée le 6 juillet 1921, en deuxième lecture, par 268 voix contre 113, a laissé des souvenirs pleins de rancune aux travailleurs. Ceux-ci, trop peu informés pour saisir les raisons profondes qui pouvaient exiger la disparition de la Commission, ne pouvaient voir en elle que l'organisme auquel ils avaient dû une réelle amélioration de leur sort, qu'il se soit agi de la durée du travail ou de sa rétribution. En lisant les articles parus dans la presse, les déclarations faites aux Communes, on a l'impression qui confirme ce que nous avons cherché à expliquer plus haut : que la notion de salaire minimum variait selon qu'elle était entendue par les défenseurs du Wages Board ou par ceux qui la condamnaient.

Si l'indignation ouvrière était si vive, si les partisans du Labour, généralement plus mesurés que nos militants dans l'expression de leur pensée, parlaient de la « trahison » gouvernementale, « la plus outrageante de la carrière de M. Lloyd George », c'est que dans leur esprit le minimum gardait la

signification que lui avait donnée en 1917 le texte de la loi : minimum fondé sur ce qui est nécessaire à la vie. Les représentants ouvriers n'avaient pas été pourtant, au cours du fonctionnement de l'institution, les moins ardents à l'entraîner à considérer les bénéfices des fermiers, mais cela avait été par une confusion inconsciente, et que tous les membres de la Commission, indépendants, ouvriers ou fermiers, avaient, semble-t-il, partagée. Après trois années d'une pratique ininterrompue, au cours desquelles le mode de fixation du salaire minimum avait amené la masse des employeurs et des employés à faire du minimum le salaire courant, il n'aurait pas été possible de revenir à des méthodes dont l'application eût amené la fixation de taux extrêmement inférieurs à ceux établis jusque-là.

CHAPITRE XI

LES « CONSEILS WHITLEY » ADAPTÉS A L'AGRICULTURE

Le régime des Comités de conciliation institué par le Repeal Bill. — Le fonctionnement de ces organismes en 1922-1923. — La chute des salaires. — Le maintien de la réglementation de la durée du travail.

Le régime des Comités de conciliation. — Le Repeal Bill voté par la Chambre des Communes, s'il prévoyait la disparition à dater du 1^{er} octobre 1921 de l'Agricultural Wages Board, n'avait pas cependant pour résultat de rétablir la situation du marché du travail dans des conditions pareilles à celles d'avant 1924.

Il n'est plus question d'imposer un minimum de salaires applicable à tout le territoire et de sanctionner son observation par des dispositions sévères, mais il n'est pas question non plus de revenir à la fixation des diverses conditions de travail par des débats particuliers intervenant entre les employeurs et les ouvriers.

L'opinion admet que le travailleur agricole isolé et peu indépendant en raison de la pénurie des habitations, ne traite pas d'égal à égal avec l'em-

ployeur; on pense rétablir l'équilibre des forces et favoriser l'organisation syndicale en décidant que « les salaires, la durée du travail, les conditions d'emploi seront réglées par des « joint conciliation committees », assemblées mixtes de représentants des employeurs et des ouvriers, dont l'intervention dans les industries urbaines a donné de bons résultats.

Les comités de conciliation que le texte du Repeal Bill invite le Ministre de l'Agriculture à instituer dans les comtés sont directement inspirés par ces Whitley Councils qui fonctionnent à cette époque depuis quelques années dans les mines et quelques autres grandes industries. Les Councils composés des représentants de patrons et des ouvriers ont pour mission de fixer les principales stipulations du contrat de travail dans la profession considérée.

Les conventions conclues par les membres de ces organismes ne rencontrent pas de très grandes difficultés à être appliquées. En effet, ils concernent des entreprises industrielles où la concentration est extrême et l'organisation ouvrière parfaitement constituée.

Une disposition particulière garantit d'ailleurs la stricte exécution des clauses convenues. Celles-ci peuvent être communiquées au Ministère du Travail et une fois enregistrées par le Département ministériel, elles s'appliquent obligatoirement à tous les ouvriers employés.

C'est ce système que le Repeal Bill tend à introduire dans chaque circonscription agricole. Le Bill

prévoit que des Comités de conciliation, recrutés au début parmi les membres des anciens Comités de districts, qui étaient les auxiliaires régionaux du Wages Board, seront créés dans chaque circonscription. Ainsi ces organismes ne comprendront que des représentants élus des employeurs et des employés.

Lorsqu'un des Comités sera parvenu à un arrangement, celui-ci pourra être soumis, si la majorité le décide, au Ministère de l'Agriculture; celui-ci confirme alors la convention qui lui a été communiquée, convention qui devient, après les publications nécessaires, applicable à tous les ouvriers du district envisagé. Dès lors les salaires ne doivent plus être inférieurs à ceux fixés par l'arrangement confirmé; au cas où il n'en serait pas ainsi, des poursuites pourraient être intentées devant les tribunaux judiciaires, pour obtenir le versement aux travailleurs lésés des sommes dont ils auraient pu être injustement frustrés.

Les exemptions nécessaires aux infirmes et aux vieillards seraient accordées par les Comités de conciliation.

On peut juger des profondes différences qui séparent ce nouveau régime de celui du Wages Board. Désormais, plus d'organisme central tendant graduellement, par ses arrêtés, à unifier le niveau des salaires sur l'étendue du territoire. Désormais, plus de membres indépendants, arbitres supérieurs qui font pencher la balance malgré l'opposition de l'une ou de l'autre des parties. Nécessité, pour celles-ci,

d'arriver à une entente, ou d'avouer leur incapacité.

Dans ce système, la coercition n'a plus qu'une influence très réduite; les deux parties jouissant chacune d'un seul vote collectif, les décisions prises par les Comités reflètent l'opinion de la majorité des employeurs et des salariés; il faut qu'un scrutin spécial décide de demander au Ministère de l'Agriculture la confirmation de l'arrangement souscrit, pour que ses dispositions empruntent force de loi.

On évite par ce système le reproche d'intervenir avec trop de rigidité. Il peut se former autant de Comités de conciliation que de régions particulières. On se met à l'abri aussi de toute confusion sur des notions aussi difficiles à préciser que celle de salaire minimum. Les taux fixés pour des périodes nettement déterminées correspondent aux conditions propres à chaque circonscription rurale. Ils assurent une certaine sécurité aux agriculteurs qui peuvent établir leurs prix de revient sans crainte de brusques changements dans la rémunération de la main-d'œuvre, et cette stabilité n'est pas désavantageuse pour les ouvriers lorsque, comme c'est le cas en Angleterre, en 1922 et 1923, le prix de la vie tend continuellement à s'abaisser.

Les syndicats d'ouvriers agricoles se sont pourtant obstinément refusés à admettre que les Comités de conciliation, dont ils ne déniaient pas l'efficacité dans les métiers urbains, puissent accorder de véritables garanties à l'ouvrier agricole. Ils estiment que la classe ouvrière agricole est trop imparfaitement

organisée et insuffisamment éduquée pour pouvoir tirer parti de la procédure de conciliation toute volontaire qui est celle des conseils Whitley.

Dans une industrie où le nombre des patrons de mauvaise volonté et celui des ouvriers mal organisés est considérable, il faudrait pour que les Comités aient une action efficace, que leurs recommandations aient force de loi. Si l'on fait dépendre la confirmation officielle d'une acceptation préalable des fermiers, il faut prévoir que celle-ci ne sera presque jamais obtenue, que les décisions des Comités seront des décisions platoniques, suivies par un tiers peut-être des fermiers consciencieux, mais permettant à tous les dissidents de conserver leur liberté d'action, c'est-à-dire la possibilité d'avilir les salaires et d'allonger la durée du travail.

Tels sont les reproches que, sous une forme parfois extrêmement violente, les chefs des ouvriers ruraux adressent au système prévu par le Repeal Bill. Il faut voir si la réalité les a justifiés.



Afin d'éviter de trop longs délais pour la formation des Comités de conciliation, le Repeal Bill avait prévu que des Comités provisoires seraient automatiquement constitués par les membres ouvriers et fermiers des anciens comités de districts. Cette précaution permet de voir immédiatement fonctionner les Conseils prévus par la loi.

La première question inscrite à l'ordre du jour

des Comités est celle de la superficie sur laquelle s'exercera leur compétence. Un fait marquant apparaît si l'on consulte les décisions qui interviennent en cette matière : la tendance des ex-comités de districts à réduire leur compétence territoriale. Il y avait eu sous le règne du Corn Production Act 39 Comités de districts. Il y aura 61 Comités de conciliation et plus tard 67. Certains exemples de décentralisation sont très nets : dans le Yorkshire, trois Comités se constituent, et les Comités de Leicester et de Rutland qui composaient, sous la loi ancienne, un seul district, en forment désormais quatre.

Cette question résolue, deux problèmes se posent devant les Comités : celui des salaires, celui de la durée du travail. Il faut remarquer, en ce qui concerne le premier, que sa situation est particulièrement délicate, puisque les prix des produits alimentaires, et par conséquent des produits de la culture, vont décroissant de mois en mois.

Les Comités de districts concluront donc au début, des conventions d'une durée relativement fort courte. On peut prendre comme type des arrangements auxquels ils aboutissent, celui qui termine la réunion tenue par le Comité du Comté de Surrey, le 5 octobre 1921 :

« Les représentants des employeurs et ceux des employés décident que les dispositions suivantes seront applicables depuis le début de novembre jusqu'à la fin de janvier et recommandent au Ministre de l'Agriculture de les enregistrer :

« 1^o Les ouvriers ordinaires seront payés au taux de 38 shillings pour quarante-huit heures.

« Les heures supplémentaires effectuées pendant la semaine seront payées à raison de 11 pences l'unité.

« Les heures supplémentaires accomplies le dimanche seront payées à raison de 1 shilling.

« 2^o Les charretiers, bouviers, vachers et bergers seront payés au taux de 47 shillings 6 pour soixante heures et toutes les heures supplémentaires effectuées en sus seront payées d'après le tarif précédent bonifié d'un quart.

« 3^o Ces conditions s'appliquent aux hommes âgés de 21 à 65 ans qui ne peuvent être débauchés sans préavis d'au moins une semaine. »

La convention dont nous venons de rapporter les clauses aurait pu servir de modèle à tous les Comités de conciliation. Son enregistrement par le ministère de l'Agriculture en lui donnant force obligatoire faisait disparaître les craintes des ouvriers. Mais le comté de Surrey ne peut être considéré comme représentant les régions agricoles anglaises. Sa proximité de la région de Londres, la forte organisation corporative des ouvriers et des patrons en font plutôt une exception.

C'est en réalité avec beaucoup de difficulté que, dans la plupart des Comités, les représentants des parties parviennent à conclure des accords et presque toujours les délégués des employeurs refusent que les salaires soient enregistrés par le Ministère.

Au 18 janvier 1922, il n'y avait que 23 conven-

tions en application. Le plus grand nombre était de très courte durée et 4 seulement allaient jusqu'à la fin de la récolte.

En août 1922, le nombre total des conventions en usage s'élevait à 45, ce qui était un chiffre record depuis l'application de la loi.

Chute des salaires. — L'examen des diverses conventions conclues à cette époque révèle que les comités ont fixé des taux de salaires sensiblement inférieurs à ceux établis par le Wages Board. Dans la plupart des régions, les salaires oscillent à cette époque entre 30 et 35 sh. par semaine de cinquante heures. Si l'on prend pour base le salaire d'avant-guerre évalué à 18 sh., on constate que l'accroissement est de 65 à 95 0/0, tandis que les statistiques relatives au prix des produits agricoles, à la même époque, n'indiquent qu'un accroissement de 68 0/0 sur les valeurs d'avant-guerre. Si on se rappelle que la durée des journées de travail a été sensiblement réduite, on ne peut nier que l'amélioration du sort du travailleur rural, commencée sous le Wages Board, ne survive à sa disparition.

Car il est remarquable que, malgré les prévisions pessimistes des syndicalistes, l'augmentation de la journée de travail, qui paraissait aux ouvriers le but secret des fermiers, ne s'est pas produite généralement. Certains accords conclus par les Comités ont incontestablement manifesté quelques tendances favorables au retour à des durées de travail plus

longues. C'est ainsi que, dans certains cas, les Comités, au lieu de fixer les salaires d'après un nombre d'heures de travail hebdomadaire, se sont contentés de fixer la rémunération de l'ouvrier en prenant l'heure comme unité. Mais il ne faut pas exagérer la portée de ces tentatives. On aurait tort également de généraliser des exceptions telles que celles de l'Île de Wight, où la durée de la semaine de travail est de cinquante-sept heures, ou du Pembrokeshire où les fermiers offraient un salaire de 28 sh. pour soixante heures de travail. Ce sont là des comtés particulièrement reculés, à l'extrémité du Pays de Galles, une sorte de Basse-Bretagne de l'Angleterre.

Il est d'ailleurs très intéressant de vérifier que les ouvriers ont lutté davantage pour conserver la courte durée de travail que pour garder de hauts salaires. Ils ont toujours préféré faire porter leurs concessions sur le second point que sur le premier. En avril 1923, une grève éclata dans le Norfolk exclusivement sur une question d'heures. La convention proposée prévoyait une semaine de cinquante heures pour 26 sh. et s'il était nécessaire, de quatre heures supplémentaires au tarif ordinaire.

Dans de nombreuses paroisses — et peut-être contre le sentiment intime des chefs du Syndicat — les hommes refusèrent catégoriquement l'obligation de faire des heures supplémentaires, hormis des circonstances tout à fait exceptionnelles, comme la nécessité de défendre une récolte menacée.

* * *

Si les Comités de conciliation n'ont pas amené l'augmentation de la journée de travail appréhendée par les organisations ouvrières, il n'en reste pas moins qu'ils sont, au gré de ces derniers, restés très inférieurs au Wages Board.

Il est indubitable que le refus des fermiers d'autoriser cet enregistrement des contrats de travail qui en rendaient les clauses applicables à tous les ouvriers, a équivalu à rétablir une liberté à peu près complète dans la fixation des salaires. Si, dans les grandes fermes les ouvriers, grâce à leur nombre, parviennent à se défendre dans une certaine mesure, dans les régions où les travailleurs sont isolés, l'action des Comités de conciliation est tout à fait inefficace.

A l'heure actuelle (1), il n'existe plus aucune unité dans les rémunérations payées à l'ouvrier. Celles-ci ne dépendent pas, comme le prétendent les fermiers, des prix relativement bas du blé et des autres céréales. La crise agricole, réelle d'ailleurs, dont se plaignent les agriculteurs anglais, paraît exagérée. Cette crise se limite aux producteurs de céréales, et il ne faut pas oublier que, dans l'agriculture britannique, la proportion de la valeur du blé à celle de l'ensemble des produits récoltés est d'à peine 1/5.

A la vérité, les rémunérations des salariés agri-

x. Début de 1924.

coles dépendent essentiellement de la proximité plus ou moins grande de l'exploitation qui les occupe avec un centre industriel. Un fait précis permet de le démontrer. La région de Bourne, où le fermier impute aux bas prix du blé et des pommes de terre le faible niveau du salaire de 26 shillings qu'il peut payer aux ouvriers, est particulièrement fertile, puisque la terre y est louée environ 3 £ par acre. Dans la région de Garthorpe, où la terre, beaucoup moins productive, est presque entièrement consacrée à la culture du blé, les salaires sont de 34 shillings pour quarante-huit heures. Il existe une explication à cette anomalie : le voisinage des haut-fourneaux de Scunthorpe tout près de Garthorpe.

Nous touchons là le point vif du problème. Le demi-échec des Comités de conciliation, les faits que nous venons de rapporter semblent bien établir que faute d'information sur la situation du marché du travail, faute d'organisation suffisamment puissante, l'ouvrier de la terre ne peut aisément obtenir un salaire équitable.

Il n'existe pour lui qu'un moyen d'y parvenir : l'abandon de son village natal, l'installation dans une région où la concurrence industrielle a provoqué une hausse des prix du travail. Le départ d'une partie de la population des districts reculés vers des zones plus favorisées n'entraîne pas d'amélioration sensible du sort de ceux qui restent, car ceux qui s'en vont sont les plus vigoureux et les plus jeunes.

Un jour viendra certes où la pénurie de la main-d'œuvre imposera aux fermiers d'élever les salaires. Mais il sera sans doute trop tard et les régions où vivent une des meilleures parties de la race seront à jamais dépeuplées.

C'est là ce que répètent depuis deux années les représentants ouvriers. C'est par là qu'ils motivent leur revendication persistante d'un retour au régime du Wages Board. Il est permis de se demander si cette institution rétablie ne pourrait pas, en tenant compte de l'expérience du passé, en multipliant le nombre de ses organismes d'information, heureusement intervenir pour rendre plus rationnelle et plus régulière la fixation des cours du marché du travail?

CHAPITRE XII

CONCLUSIONS

Le Logement. — La vie du Village. — L'éducation du travailleur.
Conclusion.

Après la durée des heures de travail et le taux des salaires, la question du logement et celle des possibilités d'élévation sociale sont les plus importantes qui touchent le sort de l'ouvrier rural.

Nous avons vu longuement au cours des précédents chapitres l'effort accompli par les pouvoirs publics pour améliorer les salaires et assurer une réglementation plus stricte des durées de travail. L'œuvre du Wages Board n'a pas eu de lendemain en ce qui concerne l'augmentation des salaires. En revanche, la réduction de la durée du travail (1) apparaît une conquête définitive. C'est le seul résultat, avec le développement de l'organisation syndicale, obtenu par l'intervention de l'Etat (2).

1. Cf. M. Rogers dans une conférence à l'Agricultural Club : en Angleterre la durée normale du travail agricole est de 2.564 heures par an. En Seine-et-Marne elle est de 3.380 heures.

2. Il y aurait peut-être lieu pour être parfaitement juste d'ajouter que grâce au Wages Board, il n'y eut ni grève sérieuse, ni désordres dans l'agriculture anglaise.

La question du logement ouvrier n'a fait, en effet, aucun progrès depuis l'année 1914. La prorogation au delà de ce qui peut-être était strictement nécessaire, des moratoria, la taxation qui l'accompagne, du prix des logements, ont eu en Angleterre les mêmes résultats que dans notre pays; ils ont prolongé la crise de l'habitation en décourageant les constructeurs éventuels de maisons nouvelles.

En 1919, le ministre de l'Hygiène, Lord Astor, estimait à 500.000 le déficit des habitations en Angleterre et il évaluait au minimum à 100.000 le nombre des maisons qui manquaient aux travailleurs ruraux. Le Gouvernement reconnaissait que les ouvriers élevant, en général, une famille sensiblement plus nombreuse que le reste de la population, les méfaits du surpeuplement des logements campagnards étaient nettement supérieurs à ceux qui paraissaient résulter des chiffres précités.

Or, jusqu'ici, rien ou presque rien n'a pu être fait pour mettre fin à une situation qui provoque davantage encore peut-être que l'insuffisance du salaire l'exode du cultivateur vers les villes.

Des raisons financières implacables sont la cause de cet état de choses : il n'a pas été construit d'habitations nouvelles dans la campagne anglaise, parce que les maisons qui coûtaient 350 £ avant la guerre en coûtent aujourd'hui près de 700. Or, les ouvriers de la terre, même à l'époque du Wages Board, n'ont jamais reçu de salaires assez élevés pour leur permettre de payer le loyer de 15 sh. par semaine qui

correspondrait au prix actuel de la construction.

Il faudrait un accroissement considérable du salaire pour permettre aux ouvriers ruraux de consacrer à leurs dépenses de logement une somme aussi élevée. Et il faut bien convenir que les fermiers sont incapables, dans les circonstances présentes, de consentir d'aussi fortes augmentations. Il n'y a de solution immédiate que dans une aide de l'Etat, consistant en une subvention égale à environ 1/3 de la valeur des habitations nécessaires, subvention qui a été jusqu'ici au delà des facultés du budget britannique, et qui va directement à l'encontre du principe actuel de la politique anglaise, que les industries doivent pouvoir vivre sur des bases économiques, c'est-à-dire sans le secours de l'Etat.

Rien n'a donc pu être fait pour le logement. Deux cent mille ouvriers environ continuent à vivre dans les « tied-cottages », c'est-à-dire dans des maisons pour la plupart vétustes, disséminées dans la campagne aux alentours des exploitations. Il n'a donc pas été possible de changer non plus la physionomie des villages. L'amélioration des conditions de la vie rurale, ou d'une façon plus exacte, l'adaptation au nouveau besoin de distraction des ouvriers, et surtout de leurs femmes, exige la concentration de la population aux dépens des plus humbles localités.

Il faut pousser la population dans des centres d'une importance suffisante pour pouvoir organiser une salle de cinéma ou des terrains de jeux.

Quelques personnes ont cherché à combattre l'ennui qui, autant au moins que l'insuffisance des salaires, engage les travailleurs à abandonner le hameau natal.

Sous l'impulsion de Sir Henri Rew, une partie de la société anglaise a entrepris de créer à l'intérieur des villages des clubs où les ouvriers, et leurs familles, puissent trouver confort et distractions. Comprenant que la question de l'émigration rurale est désormais une question de logement, de distractions, de transports, d'éducation, à peu près autant qu'une question de salaires ou d'heures, la Société créée par Sir Henry Rew a institué dans de nombreuses paroisses, des bibliothèques, des ouvroirs, des salles de réunion.

Le « village club » ouvert à toute la population du village sans distinctions de classes, d'opinions ou de sexes, doit se gouverner lui-même et prendre en mains l'organisation des réunions sportives, artistiques, scientifiques. Dans une centaine de villages, grâce au concours des associations d'anciens combattants, les clubs sont devenus prospères, ont pris l'initiative de fêtes locales, audition de téléphonie sans fil, de conférences.

Mais il ne faut pas attendre des résultats trop importants de cette heureuse création. Dans bien des cas, les clubs ne fonctionnent que grâce au patronage plus ou moins discret d'une grande dame de la région. Il faut avouer, en effet, qu'il est rare de trouver dans la population ouvrière locale, des

éléments assez éduqués pour diriger dans des voies intéressantes les associations.

L'éducation technique, civique ou sociale, fait en effet grandement défaut aux travailleurs ruraux. Un député ouvrier, chef de l'Union des Syndicats agricoles, a défini les besoins intellectuels de ses mandants. « L'éducation, dit M. William Robert Smith, telle qu'elle est actuellement donnée dans les campagnes anglaises, effleure une grande quantité d'événements et de faits, et apprend tout juste aux écoliers à lire, à écrire, à compter. A un âge qui devrait coïncider avec la période la plus active de sa formation, l'enfant moyen quitte l'école et en est enchanté. Il n'est pas affamé de connaître davantage, il ne songe qu'à gagner quelque argent, pour contribuer aux dépenses familiales, acheter une bicyclette ou quelques beaux habits. Ce système est insuffisant et c'est en partie parce que les écoles des campagnes sont copiées sur celles des villes, qu'au lieu de trouver l'inspiration de leur enseignement dans le milieu et les besoins campagnards, d'inspirer un véritable amour de l'agriculture et de la nature, elles ne proposent à l'esprit de l'enfant que des images qui tendent à l'attirer vers la cité. »

Le Gouvernement, en même temps qu'il proposait le Repeal Bill, a tenté de porter quelque remède à cette situation. Depuis 1922, des bourses ont été créées à Oxford et Cambridge, et dans les Ecoles nationales d'Agriculture qui sont réservées aux enfants des ouvriers; 320 bourses sont ainsi réparties

chaque année. Mais, outre qu'il s'agit là d'un chiffre bien minime, relativement à l'importance de la population ouvrière, il y a lieu de se demander si l'agriculture anglaise, telle qu'elle existe actuellement, est susceptible de fournir des débouchés dignes d'intérêt à des travailleurs éduqués. C'est en effet dans les grandes fermes de céréales où les progrès techniques doivent être expérimentés que des travailleurs vraiment qualifiés peuvent trouver une situation digne d'eux. Or, l'évolution économique tend à réduire chaque année la superficie des emblavures.

La politique de l'herbe, enrayée un instant par le Corn Production Act et l'Agriculture Bill, est suivie par un nombre toujours croissant de fermiers. En Angleterre comme en France, et davantage en Angleterre que dans notre pays, en l'absence de protection douanière, la culture du blé cesse d'être rémunératrice sur la plus grande étendue des terres cultivées. Ce que les économistes ont appelé « l'heure de la vache » a sonné pour la Grande-Bretagne. Or, le pâturage, comme nous l'avons vu au début, n'a besoin ni de nombreux travailleurs, ni de travailleurs très qualifiés.

Il existerait peut-être un moyen de garder néanmoins à la terre anglaise une partie des hommes qui, si les circonstances ne se modifient pas, la quitteront bientôt. Le développement de la petite propriété, une application systématique et énergique du Small Holdings Act de 1908 permettrait peut-être de faire bénéficier l'ouvrier des avantages de

la culture maraîchère qui devient avec l'utilisation des produits laitiers et l'élevage de certain bétail la partie vraiment rémunératrice de la culture. Mais on se heurte dans ce domaine à des difficultés considérables.

D'une part, le syndicalisme agricole imprégné de socialisme est profondément hostile à toute politique qui tendrait à multiplier en Angleterre le nombre des propriétaires paysans. D'autre part, si les ouvriers n'ont pas des ressources suffisantes pour payer des loyers qui correspondraient à des habitations améliorées, ils sont encore moins capables de subvenir aux frais qu'implique à l'heure actuelle, la moindre exploitation (1). Il faudrait, là encore, une intervention de l'Etat agissant à la fois pour démanteler et acquérir les grands domaines, pour fournir aux petits exploitants leurs capitaux, pour leur assurer des maisons.

L'intervention de l'Etat! Au cours de cette étude, nous l'avons vu chercher, pour améliorer le sort du travailleur, à résister aux forces économiques qui amènent, dans toute l'Europe occidentale, le recul de la culture du blé.

L'examen des faits qui se sont placés pendant

1. C'est un thème fréquemment développé par les orateurs syndicaux. « Considérez, disent-ils aux ouvriers, la situation des petits propriétaires. Ils ont engagé un capital de 500 à 600 livres sterling, ils sont exposés à tous les risques sur leur bétail ou leurs récoltes, doivent payer les impôts et les primes d'assurances. Ils gagnent moins que les ouvriers des grandes fermes, leurs voisins, ils travaillent dix à douze heures par jour et quand donc ont-ils des vacances ? »

cette période de dix ans, comprise entre 1914 et 1924, nous ont révélé que l'action de l'Etat sur le marché du travail agricole devait être accompagnée d'une intervention pour élever le prix des produits. L'expérience du Corn Production Act a prouvé une fois de plus, que l'Etat, à moins de prendre en mains toute la vie économique, ne peut modifier de façon durable les salaires qui résultent en grande partie de la productivité de l'industrie.

Il est certain pourtant que l'industrie agricole à cause de son influence sur la structure économique et sociale d'une nation, à cause de la qualité des hommes qu'elle nourrit, en raison aussi de la difficulté qu'éprouvent ces derniers à s'organiser et à se défendre est de celles qui paraissent mériter la sollicitude de l'Etat.

Mais dans un pays industriel comme la Grande-Bretagne, il est bien difficile de déterminer sous quelle forme cette sollicitude doit s'exercer. Le Royaume-Uni ne peut sacrifier à une minorité campagnarde le libre échange qui a permis le développement et qui fait la force de son industrie. Il ne peut pas davantage, sans doute, verser à l'agriculture des subventions assez importantes pour permettre de maintenir la superficie des emblavures, de garder, en leur assurant des conditions de vie suffisantes, une nombreuse population d'ouvriers ruraux.

On évalue à 100.000 le nombre de ceux qui malgré le chômage industriel ont abandonné la culture

entre 1919 et 1924. Combien partiront encore sitôt qu'une recrudescence d'activité économique fera renaître la demande des cités? Combien en restera-t-il lorsque la transformation silencieuse qui fait passer en prairies d'élevage les terres à blé sera accomplie?

Ce sera la réponse de demain. Mais, à notre avis, ni salaire minimum ni Wages Board, ne pourront contrecarrer l'évolution qui tend à réduire chaque jour le nombre des ouvriers de l'agriculture anglaise.

Comme on le chante dans la campagne britannique :

“ Humpty-Dumpty sat on a wall.
Humpty-Dumpty had a great fall —
All the King's horses, and all the King's men
Couldn't put Humpty-Dumpty together again. ”

Vu : Le Président de la thèse,
ROLLAND

Vu, le Doyen,
BERTHÉLEMY

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris
P. APPELL

BIBLIOGRAPHIE

DOCUMENTS OFFICIELS

- Annual Reports of the House of Commons' Agricultural Committee (H. M. Stationary office).
- Report of the subcommittee appointed to consider the employment of Women in Agriculture (H. M. Stationary office).
- The report of the Land enquiry Committee.
- Wages and conditions of employment in Agriculture (H. M. Stationary office).
- Report on farming costs and costs of living of farm workers (H. M. Stationary office).
- Report of the Committee on the proposed application of the Unemployment Insurance Act to Agriculture (H. M. Stationary office).
- Report of the Departemental Committee Appointed by the Minister of Agriculture and Fisheries and the secretary for Scotland to investigate the present position as regards extension by local Authorities of Allotments in Great-Britain (H. M. Stationary office).
- Report of the Committee appointed to enquire into the working and effects of the Trade Boards Act. (1922).
- Report of the Committee appointed by the Agricultural Wages Board to enquire into the Financial Results of the occupation of Agricultural Land and the Cost of living of Rural Workers.
- Conciliation Committees in Agriculture (Explanatory memorandum).
- Report of the Committee on settlement and employment of soldiers on the Land.

DOCUMENTS LÉGISLATIFS OU PARLEMENTAIRES

- Corn production Act (1917).
- Agriculture Bill (1920).

Corn production Act (Repeal) Act., 1921 (11 et 12, Geo. 5).
Debates of the House of Lords and Commons.

OUVRAGES

- Aronson (H.)*. — Our Village homes. The land and the labourer.
- Ashby (A.-W.)*. — Allotments and small holdings in Oxfordshire. The development of English Agriculture and Rural Life.
- Bennett (E.-N.)* — Problems of Village Life.
- Cazamian (M.)*. — Le roman social en Angleterre.
— L'Angleterre et la guerre.
- Chevrillon*. — L'Angleterre et la guerre.
- Curtler*. — History of English Agriculture.
- Dawson*. — Social insurance in Germany.
- Drage (Geoffroy)*. — General report upon wages and Conditions of employment in Agriculture.
- Dunlop*. — The farm labourer.
- Cecil Gascoyne*. — The rehabilitation of rural life. Ds. After-war problems.
- Fabian society*. — Rural Problems.
- Green*. — A history of the English Agricultural Labourers.
— A New Agricultural Policy.
— The Tyranny of the Country side.
- Hall*. — Agriculture after the war.
— A pilgrimage of British farming.
— Memorandum of the Reclamation of Land.
- Hammond (B. and J.-L.)*. — The Village Labourer.
— The Town Labourer.
- Hasbach*. — History of the Agricultural Labourer from the Norman conquest.
- Hibbard*. — Effects of the great war upon Agriculture in U. S. and England.
- Howe (F.-C.)*. — The Land and The Soldier.
- Joynson-Hicks*. — The Land question. Ds. Afterwar problems.
- Lecny (H.)*. — Large and small holdings.
- Lennard*. — Economic notes on English Agricultural wages.
- Marriott (J.-A.-R.)*. — The English land system.

- Montague.* — A short history of English rural Life from Anglo-Saxon invasion to the present time.
- Prothero (maintenant Lord Ernle).* — The history of English rural Labourer.
- Radford.* — State services.
- The case for State management of Agriculture, banking public houses.
- Rew (sir Henry).* — The Story of the Agriculturak Club.
- Rogers (James E. Thared).* — Six centuries of work and wages.
- Rowntrec.* — How the labourer livs. A study of the rural labour problem.
- The labourer and the land (introduction de D. Lloyd George).
- The human needs of Labour.
- Rubinon.* — Social Insurance.
- Ryan.* — The living wage.
- Selley.* — Village Trade Unions in Two Centuries.
- Smith.* — Co-opérations for farmers.
- Struck Scott and Roberts.* — British Agriculture.
- Thoke.* — A list of some recent works on Housing and rural problems.
- The housing problem.
- Thumpson.* — Housing up to date.
- The housing handbook.
- Turnor.* — Our food Supply-Perils and remedies.
- Valdour.* — L'ouvrier agricole.
- Vuyat.* — Women's place in rural Economy.
- Webb (S.).* — A Constitution for the socialist commonwealth of Great Britain.
- Industrial Democracy.
- The prevention of destitution.
- Towards social democracy ?
- The history of Trade Unionism.
- Wolff.* — Rural Reconstruction.
- Wood.* — An Agricultural war problem.
- Worsford.* — The War and Social Reform.
- Wright.* — Sweated Labour and the Trade board Act.
- Bureau International de travail :* Questions agricoles.

PÉRIODIQUES

The Wages Board Gazette a paru du 15 août au 29 septembre 1921. Sa collection est divisée en trois volumes :
1^{er} volume : 33 numéros du 15 août 1918 au 15 décembre 1919 : 526 pages.

2^e volume du 1^{er} janvier 1920 au 1^{er} janvier 1921 : 576 pages.

3^e volume du 1^{er} janvier 1921 au 29 septembre : 280 pages.

The Land Worker. — Organe officiel de la « National Union of Agricultural workers ». Collection complète (66 numéros) jusqu'au mois d'octobre 1924.

Fabian News de janvier 1914 à novembre 1920.

Janvier 1914. *Hyder*. — The case for Land nationalisation.
Marles. The Land and the Commonwealth.
Rew. — An Agricultural faggot.

Mars 1914. *Collings*. — The colonisation of rural Britain.

Mai 1914. *Jessops*. — England's peasantry and other essays.

Marriott. — The English land system.

Octobre 1914. The ownership, Tenure, and Taxation of Land.

Bulletin de l'Institut international d'agriculture

1914. Proposals for Land reform in England and Wales.

1916. Women's Institutes.

Soldier Labour on Farm.

Women's work in the Land.

The working of the « Small Holdings and Allotment Act », 1908.

W. A. R. Culler. Enquiry into the rates of wages per acre in England, 1913-1914.

Farm Servants' wages in Scotland.

1917. Agriculture and the war.

Women workers on the farm.

Agricultural labour in Ireland and the migration of Irish agricultural labourers.

Rates of cash wages of agricultural labourers in England and Wales.

- Settlement of the ex-service men within the Empire
after the war.
Wages Board in England and Wales.
1918. A new cultivation of Lands order for England
and Wales.
Allotments in England and Wales in War-time.
The fixing of Agricultural wages in England and
Wales.
Agricultural wages in Great-Britain.
Agricultural reconstruction.
The agricultural work of women in England and
Wales.
The Growth of Allotments in England and Wales.
1919. Village Association.
Women and Agriculture in Great-Britain.
Small Holdings in England and Wales.
Minimum Wages for Agricultural Labour.
Supply and conditions of Agricultural Labour in
England.
1922. The maintenance of the supply of agricultural
workers in England and Wales during the war.
- The Journal of the Royal Agricultural Society of England:*
1914. Village clubs an Association.
The housing of the Agricultural Labourer.
1915. Contemporary agricultural law.
Fifty years of agricultural politics.
1916. Contemporary agricultural law.
Agriculture after the war.
1917. The new agricultural policy and the dairy farming
industry. J. Makintosh.
Contemporary agricultural law.
The agricultural Wages Board.
1918. Contemporary agricultural law.
The work of the Agricultural Wages Board en
1918. A.-W. Ashby.
1919. The feeding of the United Kingdom. Sir. H. Rew.
Prices of farm produces and Wages of farm
workers. A.-W. Ashby.
The reclamation of waste land. W. Gavin.
The Land Tax. John Arnott.
The work of the Agricultural Wages Board in 1919.
A.-W. Ashby.

1920. Contemporary agricultural law.

1921. The food campaign of 1916-1918.

Contemporary agricultural law.

English farming past and present L. Ernle.

The Ploughshare. — A quaker organ of social revolution

Selected list of acts of Parliament, papers, and government publications.

The sociological review.

To-day.

The World's work.

Catholic social Guild.

The Highway.

Housing.

The Democrat.

Fabian Research department.

Justice.

Labour Lieder.

The socialist.

The socialist review.

The voice of Labour.

The British citizen and Empire worker.

The Federationist.

The Labour woman.

The Women's Trade Union review.

The Industrial League and Council Journal — for employers
and employed.

Industrial Peace.

The Labour Gazette.

The World's labour laws.

The Country Gentleman and « Land of wate ».

The Economic review.

The Herald.

Land values.

National Food journal.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS.....	5
CHAPITRE PREMIER. — <i>Le marché du travail agricole en 1914</i>	9
CHAPITRE II. — <i>L'ouvrier agricole anglais en 1914</i>	27
Difficulté de déterminer les conditions de vie de l'ou- vrier agricole, et nécessité de distinguer les ouvriers de la petite, de la moyenne et de la grande culture.....	27
Salaires, durée de travail, conditions du logement des employés dans chacune de ces catégories.....	27
La situation à la veille de la guerre.....	27
CHAPITRE III. — <i>Trente mois de guerre</i>	44
Le départ de la population ouvrière	44
La rarefaction des vivres éveille peu à peu l'atten- tion publique sur le problème du ravitaillement national.....	44
Le Comité Selbourne. Les solutions qu'il a préconi- sées	44
CHAPITRE IV. — <i>Le « Corn production Act »</i>	56
Le Cabinet Lloyd George présente le 23 février 1917 à l'assentiment des Communes, le Corn Produc- tion Act.....	56
Les fermiers obtiennent les prix garantis pour les céréales ; les ouvriers, l'assurance d'un salaire minimum.....	56
Institution de la Commission des salaires agricoles « Agricultural wages Board » et des Comités de districts.....	56
L'accueil du public anglais à ces mesures.....	56
CHAPITRE V. — <i>Premières démarches du « Wages Board »</i>	70

Nécessité d'une enquête sur les résultats financiers de l'agriculture et l'influence de l'augmentation du coût de la vie sur l'existence des salariés ruraux.....	70
Méthode adoptée pour ces enquêtes.....	70
Leurs résultats, confirmés par l'enquête officielle du ministère de l'Agriculture.....	70
CHAPITRE VI. — <i>La fixation du salaire minimum</i>	83
Difficulté de la fixation d'un salaire minimum, spécialement pour l'industrie agricole.....	83
Le règlement des allocations en nature, comprises dans le salaire.....	83
Les premiers tarifs établis par le Wages Board....	83
Les ouvriers qualifiés et les heures supplémentaires.	83
Les premiers permis d'exemption.....	83
CHAPITRE VII. — <i>L'action du « Wages Board » sur le taux des salaires et la durée du travail</i>	98
L'exécution des arrêtés du Wages Board.....	98
CHAPITRE VIII. — <i>Le développement du mouvement syndical</i>	115
L'influence du « Corn production Act » sur le recrutement des Syndicats ouvriers agricoles.....	115
Rapide historique du syndicalisme agricole en Angleterre.....	115
Les organisations ouvrières après 1917 ; leur force matérielle et leurs tendances.....	115
CHAPITRE IX. — <i>Contradictions de la politique agricole du Gouvernement britannique</i>	128
Le Gouvernement britannique décide de poursuivre pendant la paix la politique des prix garantis et du salaire minimum.....	128
Le vote de l'Agriculture Bill.....	128
Le fléchissement des cours du marché mondial amène une volte-face du Cabinet de Coalition.....	128
CHAPITRE X. — <i>Examen de l'Œuvre du Wages Board</i>	141
L'existence du Wages Board est-elle solidaire decelle des prix garantis ?.....	141
L'avis des ouvriers. Celui du Gouvernement et des fermiers.....	141
Notre opinion.....	141

CHAPITRE XI. — <i>Les « Conseils Whitley » adaptés à l'Agriculture</i>	153
Le régime des Comités de conciliation institués par le Repeal Bill	153
Le fonctionnement de ces organisations en 1922-1923.	153
La chute des salaires	153
Le maintien de la réglementation de la durée du travail.....	153
CHAPITRE XII. — <i>Conclusion</i>	165
Le logement	165
La vie au Village	165
L'éducation du travailleur.....	165
CONCLUSION.....	165
BIBLIOGRAPHIE.....	175

